

MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DU BUDGET



BURKINA FASO

La Patrie ou la Mort, nous Vaincrons

Rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat, exercice 2025, au 31 mars

Avril 2025

NOTE SYNTHETIQUE SUR L'EXECUTION DU BUDGET ET DE LA TRESORERIE DE L'ETAT, EXERCICE 2025, AU 31 MARS

L'exécution du budget de l'Etat, exercice 2025, s'oriente d'une part, vers la poursuite et le renforcement des mesures de rationalisation des charges de l'Etat et d'autre part, vers l'amélioration continue des performances des régies de recettes dans la mobilisation des ressources propres à l'effet de financer les dépenses de défense et de sécurité ainsi que celles relatives à l'action humanitaire.

Dans l'UEMOA, l'activité économique maintient une croissance robuste à 6,3% en 2025 après 6,0% en 2024, tirée par l'augmentation de la production agricole, le démarrage de la production pétrolière au Sénégal et son accroissement au Niger. De plus, elle reste soutenue par le maintien du dynamisme des activités commerciales et de services.

Au niveau national, l'exécution du budget se poursuit dans un environnement sécuritaire toujours préoccupant avec toutefois une bonne dynamique de reconquête de l'intégrité du territoire et la perspective d'une campagne agro-pastorale favorable. L'activité économique nationale en 2025, ressortirait à 6,0% après 5,1% en 2024.

En matière de finances publiques, les priorités du budget demeurent le renforcement de la sécurisation du territoire, la poursuite des réformes visant la consolidation de la gouvernance sous toutes ses formes et la dynamique de refondation de l'Etat, le renforcement de la résilience économique, sociale et humanitaire ainsi que la revitalisation du tissu social et le rétablissement du légendaire vivre-ensemble des burkinabè.

A ce titre, le niveau de mobilisation des ressources de l'Etat à fin mars 2025 s'établit à **685,52 milliards FCFA** pour un objectif trimestriel de **732,60 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **93,57%**. Ces réalisations représentent **20,93%** de l'objectif annuel de **3 274,79 milliards FCFA**¹. Comparativement à la même période en 2024 (665,26 milliards FCFA recouvrés, soit 96,95%), le niveau de réalisation affiche une hausse de 20,25 milliards FCFA en valeur absolue et 3,04 points de pourcentage.

Le montant des dépenses exécutées au 31 mars 2025 s'élève à **730,24 milliards FCFA** pour des prévisions de crédits de paiement de **3 612,27 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **20,22%**. Comparativement à la même période en 2024 (881,81 milliards FCFA exécutés, soit 23,87%), le niveau d'exécution connaît une baisse de 151,56 milliards FCFA en valeur absolue.

Au titre de la gestion de la trésorerie à fin mars 2025, il a été décaissé **911,20 milliards FCFA** contre des encaissements constatés de **969,70 milliards FCFA**. Il se dégage un solde **débiteur de 58,50 milliards FCFA**. Ce solde est entièrement couvert par les disponibilités début de période.

Au 31 mars 2025, il se dégage une épargne budgétaire de **86,32 milliards FCFA** et un solde budgétaire global déficitaire de **52,68 milliards FCFA** contre des soldes prévisionnels respectifs de 559,04 milliards FCFA et de -462,48 milliards FCFA. Ce niveau d'épargne s'explique par le fait que les ressources propres du budget de l'Etat ont permis à cette date de faire face aux charges de fonctionnement de l'administration publique.

La principale recommandation porte sur la poursuite, par les ordonnateurs, du réengagement des dépenses non abouties des budgets 2024 et antérieurs sur le budget 2025 avant tout engagement de nouvelles dépenses afin d'éviter la constitution de nouvelles dettes.

¹ En prenant en compte les prévisions du CAST, « Remboursement crédits TVA » d'un montant de 125 milliards FCFA.

TABLE DES MATIERES

NOTE SYNTHETIQUE SUR L'EXECUTION DU BUDGET ET DE LA TRESORERIE DE L'ETAT, EXERCICE 2025, AU 31 MARS.....	A
TABLE DES MATIERES.....	B
TABLEAUX.....	D
LISTE DES GRAPHIQUES	D
LISTE DES ANNEXES	E
SIGLES ET ABBREVIATIONS	F
INTRODUCTION.....	1
I. CONTEXTE D'EXECUTION ET CONFIGURATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025, AU 31 MARS	2
I.1. CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL, REGIONAL ET SOUS REGIONAL	2
I.2. ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE	3
I.3. PRIORITES ET MESURES POUR L'EXECUTION DU BUDGET 2025.....	5
I.3.1. Rappel des priorités du budget 2025	5
I.3.2. Mesures pour l'exécution du budget 2025	5
I.4. CONFIGURATION DU BUDGET GENERAL AU 31 MARS 2025.....	6
II. SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES	8
II.1. SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES ORDINAIRES	9
II.1.1. Analyse par nature de recettes	9
II.1.2. Analyse des réalisations des recettes ordinaires par structure de recouvrement.....	14
II.2. ANALYSE DES REALISATIONS DES RECETTES EXTRAORDINAIRES	18
III. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES	19
III.1. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT PAR NATURE... ..	20
III.1.1. Dépenses ordinaires	21
A. Charges financières de la dette.....	22
B. Dépenses de personnel	22
C. Dépenses d'acquisition de biens et services.....	23
D. Dépenses de transferts courants.....	23
E. Dépenses en atténuations des recettes	24
III.1.2. Dépenses en capital.....	24
A. Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat.....	24
B. Transferts en capital.....	25
III.2. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PAR PROGRAMME ET DOTATION BUDGETAIRE.....	25
III.2.1. Situation d'exécution des crédits de paiement par programme et dotation budgétaire	25
III.2.2. Situation d'exécution des autorisations d'engagement par programme et dotation budgétaire	26
III.3. SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DELEGUES	26
III.4. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES SPECIFIQUES.....	26
III.4.1. Situation d'exécution des dépenses sociales de réduction de la pauvreté	26
III.4.2. Situation d'exécution des dépenses spécifiques pour prendre en charge les effets de la COVID-19.....	26
III.4.3. Situation d'exécution du Fonds de soutien patriotique (FSP).....	27

A.	Au titre de la mobilisation des ressources financières.....	27
B.	Au titre de l'exécution des dépenses.....	27
C.	Situation des disponibilités du FSP	27
III.5. SITUATION DES DEPENSES DE CONSOMMATIONS D'EAU, D'ELECTRICITE ET DE TELEPHONE (EET)		
	III.5.1. Analyse des dépenses de consommation d'eau	28
	III.5.2. Analyse des dépenses de consommation d'électricité	28
	III.5.3. Analyse des dépenses de consommation de téléphone	29
	III.5.4. Actions de rationalisation des dépenses en eau, électricité et de téléphone	30
	III.5.5. Difficultés rencontrées et des perspectives	30
IV. ANALYSE DES INDICATEURS DE BONNE GOUVERNANCE DES MARCHES PUBLICS.....		
	IV.1. DU RESPECT DE L'INDICATEUR « IP18 »	31
	IV.2. DU RESPECT DE L'INDICATEUR « IP19 »	31
V. SITUATION DES REMISES DE PENALITES DE RETARD ET DE PAIEMENT D'INTERETS MORATOIRES.		
VI. SITUATION D'EXECUTION DU PLAN DE DEBLOCAGE DE FONDS.....		
VII. EVOLUTION DU DELAI DE PAIEMENT DE LA DEPENSE PUBLIQUE.....		
	VII.1. DELAI DE PAIEMENT AU NIVEAU CENTRAL	35
	VII.2. DELAI DE PAIEMENT AU NIVEAU DECONCENTRE	35
VIII. GESTION DE LA TRESORERIE DE L'ETAT.....		
	VIII.1. SITUATION DES ENCAISSEMENTS	35
	VIII.2. SITUATION DES DECAISSEMENTS	35
	VIII.3. SOLDE DES OPERATIONS D'ENCAISSEMENTS ET DE DECAISSEMENTS	36
	VIII.4. EVOLUTION DES INSTANCES DE PAIEMENT	36
	VIII.5. PRINCIPALES DIFFICULTES	36
IX. ANALYSE DES PRINCIPAUX SOLDES ET INDICATEURS DE PERFORMANCES DE LA GESTION BUDGETAIRE		
	IX.1. SOLDES BUDGETAIRES.....	36
	IX.2. AGREGATS DU TOFE.....	37
X. RECOMMANDATIONS.....		
CONCLUSION		
ANNEXES		

TABLEAUX

Tableau 1: Croissance du PIB et des valeurs ajoutées sectorielles sur la période 2022-2025	4
Tableau 2: Etat de recouvrement des recettes au 31 mars 2024 et 2025 (en milliards FCFA)	8
Tableau 3 :Situation des recouvrements des recettes ordinaires par régie de recettes à fin mars 2024 et 2025 (en milliards FCFA).....	18
Tableau 4: Situation des décaissements des dons projets par groupe de donateurs au 31 mars 2024 et 2025 (en milliards FCFA).....	19
Tableau 5 : Situation d'exécution des dépenses par nature au 31 mars 2024 et 2025 (en milliards FCFA)	20
Tableau 6 : Situation des disponibilités du FSP au 31 mars 2025 (en FCFA).....	27
Tableau 7 : Situation d'exécution du PDF, par grandes natures de dépenses, à fin mars 2025 (en milliers FCFA)	33
Tableau 8 : Situation des soldes au 31 mars 2025 (en milliards FCFA).....	37

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Perspectives de croissance économique dans les grandes zones (en %).....	3
Graphique 2 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles	4
Graphique 3 : Recouvrements des recettes ordinaires entre fin mars 2024 et 2025 par nature.	9
Graphique 4 : recouvrements de quelques impôts et taxes fiscaux leaders à fin mars 2024 et 2025	10
Graphique 5 : recouvrements de quelques taxes non fiscales leaders à fin mars 2024 et 2025 (en milliards FCFA	13
Graphique 6 : Situation d'exécution des dépenses par nature au 31 mars 2025 (en milliards FCFA et en %).....	21
Graphique 7 : Evolution des dépenses exécutées par nature au 31 mars 2024 et 2025 (en milliards FCFA).....	21

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1: Situation d'exécution des crédits de paiement par ministère et institution hors financements extérieurs au 31 mars 2025 (en FCFA)	I
Annexe 2: Situation d'exécution des dépenses de personnel par ministère et institution au 31 mars 2025.....	II
Annexe 3: Situation d'exécution des dépenses d'acquisition des biens et services par ministère et institution au 31 mars 2025 (En FCFA).....	III
Annexe 4: Situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution au 31 mars 2025 (En FCFA)	IV
Annexe 5: Situation d'exécution des dépenses d'investissement exécuté par l'Etat, par ministère et institution au 31 mars 2025 (En FCFA).....	V
Annexe 6 : Situation d'exécution des Crédits de paiement par ministère et institution et par programme budgétaire, hors charges dette, dépenses de personnel, et financements extérieurs au 31 mars 2025 (en FCFA).....	VI
Annexe 7: Situation d'exécution des autorisations d'engagement par ministères et institutions et par programmes budgétaires, hors financements extérieurs au 31 mars 2025 (en FCFA)	X
Annexe 8: Situation d'exécution des CP des crédits délégués par ministère et institution et par nature de dépenses au 31 mars 2025 (en FCFA)	XII
Annexe 9: Situation d'exécution des CP des crédits délégués par région et nature de dépenses au 31 mars 2025 (en FCFA)	XIII
Annexe 10 : Situation d'exécution des Crédits de paiement des dépenses sociales au 31 mars 2025 (en FCFA).....	XIV
Annexe 11 : Situation des consommations d'eau de 2024 et 2025 à fin mars (en FCFA)	XV
Annexe 12 : Situation des consommations d'électricité de 2024 et 2025 à fin mars (en FCFA).....	XVI
Annexe 13 : Situation des consommations de téléphone de 2024 et 2025 à fin mars (en FCFA)	XVII
Annexe 14 : Situation de mobilisation des ressources du Fonds de Soutien Patriotique au 31 mars 2025 (en FCFA)	XVIII
Annexe 15 : Situation de la mise en œuvre des plans de déblocage de fonds par ministères et institutions au 31 mars 2025 (en FCFA)	XIX
Annexe 16 : Situation de la mise en œuvre des plans de déblocage de fonds par programme budgétaire au 31 mars 2025 (en FCFA)	XX

SIGLES ET ABBREVIATIONS

ACCT	: Agence comptable centrale du trésor
ADE	: Autres droits d'enregistrement
AE	: Autorisation d'engagement
ALT	: Assemblée législative de transition
ARCEP	: Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
BAD/FAD	: Banque africaine de développement/Fonds africain de développement
BCEAO	: Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest
BDT	: Banque des dépôts du trésor
BM/IDA	: Banque mondiale/Association internationale de développement
CAST	: Compte d'affectation spéciale du trésor
CNT	: Conseil national de transition
CODEP-MP	: Comité de suivi des délais d'exécution de la dépense publique et de passation des marchés publics et des délégations de service public
CP	: Crédit de paiement
CPVI	: Contribution au programme de vérification des importations
DC-BR	: Dépositaire central/Banque de règlement
DCIM	: Dépenses communes interministérielles
DD	: Droits de douanes
DGB	: Direction générale du budget
DG-CMEF	: Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
DGD	: Direction générale des douanes
DGF	: Direction de la gestion des finances
DGI	: Direction générale des impôts
DGTCP	: Direction générale du trésor et de la comptabilité publique
DOC	: Direction de l'ordonnancement et de la comptabilité
DT	: Droits de timbre
FEC	: Facilité élargie de crédits
FED/UE	: Fonds européen de développement/Union européenne
FIDA	: Fonds international de développement agricole
FMI	: Fonds monétaire international
IAP	: Instrument automatisé de prévisions
IBICA	: Impôt sur les bénéfices industriels, commerciaux et agricoles
IBNC	: Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales
IFU	: Identifiant financier unique
IP	: Indicateur de performance
IPC	: Indice prix consommation
IRCM	: Impôts sur le revenu des capitaux mobiliers
IS	: Impôt sur les sociétés
IUTS	: Impôt unique sur les traitements et salaires
LFI	: Loi de finances initiale
LFR	: Loi de finances rectificative
LOLF	: Loi organique relative aux lois de finances
MEF	: Ministère de l'économie et des finances
MOD	: Maîtrise d'ouvrage déléguée

OCDE	: Organisation de coopération et de développement économiques
ONATEL	: Office national des télécommunications
ONEA	: Office national de l'eau et de l'assainissement
PA-SD	: Plan d'actions pour la stabilisation et le développement
PCS	: Prélèvement communautaire de solidarité
PDF	: Plan de déblocage des fonds
PIB	: Produit intérieur brut
PPM	: Plan de passation des marchés
PRES	: Présidence
PRM/DMP	: Personne responsable des marchés/Directeur des marchés publics
PSUT	: Programme socio-économique d'urgence de la transition
RS	: Redevance statistique
SIGASPE	: Système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'Etat
SIMP	: Système d'information intégré des marchés publics
SI-N@folo	: Système intégré de gestion des finances publiques
SONABEL	: Société nationale d'électricité du Burkina
SYDONIA	: Système douanier automatisé
SYLVIE	: Système de liaison virtuelle des opérations d'importation et d'exportation
TAF	: Taxe sur les activités financières
TOFE	: Tableau des opérations financières de l'Etat
TPA	: Taxe patronal d'apprentissage
TPP	: Taxe sur les produits pétroliers
TRANS	: Transition
TR	: Trésorerie régionale
TSB	: Taxe sur les boissons
TST	: Taxe sur les tabacs
TVA	: Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest-africaine
UR	: Unités de recouvrement
US	: United States

INTRODUCTION

Le budget de l'Etat, exercice 2025 a été adopté par la Loi n°042-2024/ALT du 23 décembre 2024 portant Loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2025 et promulguée par le décret N°2024-1656/PRES du 30 décembre 2024.

Dans le cadre du suivi de l'exécution de ladite loi, le Ministère de l'économie et des finances (MEF) a produit le présent rapport qui fait la synthèse de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2025 au 31 mars tant en recettes qu'en dépenses.

Il répond aux exigences édictées dans la Loi organique n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances (LOLF) qui dispose en son article 94 que : « le gouvernement transmet trimestriellement au Parlement, à titre d'information, des rapports sur l'exécution du budget et l'application du texte de la loi de finances. Ces rapports sont mis à la disposition du public ».

Le présent rapport comprend :

- le contexte d'exécution et la configuration du budget de l'Etat, exercice 2025, au 31 mars ;
- la situation de la mobilisation des recettes budgétaires ;
- la situation de l'exécution des dépenses budgétaires ;
- l'analyse des indicateurs de bonne gouvernance des marchés publics ;
- la situation des remises de pénalités et de paiement d'intérêts moratoires ;
- la situation de l'exécution du plan de déblocage de fonds ;
- l'évolution du délai de paiement de la dépense publique ;
- la gestion de la trésorerie de l'Etat ;
- les principaux soldes et indicateurs de performance de la gestion budgétaire ;
- les principales recommandations.

I. CONTEXTE D'EXECUTION ET CONFIGURATION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2025, AU 31 MARS

L'activité économique en 2025 se déroule dans un contexte marqué au plan international par l'accentuation des tensions géostratégiques et commerciales, ainsi que de l'incertitude entourant les politiques économiques au regard de l'équilibre difficile entre inflation et activité réelle. Au niveau sous régional, la situation reste marquée par les enjeux géopolitiques en Afrique de l'Ouest, ainsi que par la consolidation de la Confédération « Alliance des États du Sahel (AES) ». Sur le plan national, la situation sécuritaire demeure difficile, mais les efforts de restauration de l'intégrité du territoire progressent. Par ailleurs, les perspectives pour la campagne agro-pastorale sont favorables.

I.1. CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL, REGIONAL ET SOUS REGIONAL

La croissance économique mondiale² se situerait à 3,3% en 2025 après une estimation de 3,2% 2024. Cette relative stagnation s'expliquerait par des incertitudes persistantes, en raison des tensions géopolitiques, des coûts d'emprunt élevés et des tensions commerciales croissantes, qui continuent d'influencer négativement les perspectives économiques. Dans les « pays avancés », la croissance est attendue à 1,9% en 2025 après 1,7% en 2024. Dans les « pays émergents et pays en développement », la croissance se maintiendrait à 4,2% en 2025 comme en 2024.

L'inflation mondiale continuerait de ralentir pour se situer à 4,2% en 2025 après 5,7% en 2024. Cette tendance au ralentissement concerne aussi bien les « économies avancées » avec une inflation qui passerait de 2,6% en 2024 à 2,1% en 2025 que les « économies émergentes et en développement » qui enregistreraient un repli plus marqué avec une inflation s'affichant à 5,6% en 2025 contre 7,8% en 2024.

En Afrique subsaharienne³, la croissance économique est attendue à 4,2% en 2025 après 3,8% en 2024, soutenue par plusieurs facteurs clés, notamment les investissements dans les infrastructures, le dynamisme des secteurs technologique et agricole ainsi que les réformes économiques. Cependant, ces perspectives positives sont confrontées à des menaces susceptibles d'entraver cette dynamique, telles que les risques géopolitiques et les fluctuations des prix des matières premières.

Les pressions sur les prix demeurent élevées bien qu'en forte modération. L'inflation s'établirait à 12,3% en 2025 après 18,1% en 2024. Cette atténuation des pressions sur les prix s'explique principalement par l'amélioration des conditions financières mondiales, l'augmentation des investissements dans les infrastructures et les réformes économiques, qui ont un effet modérateur sur l'inflation.

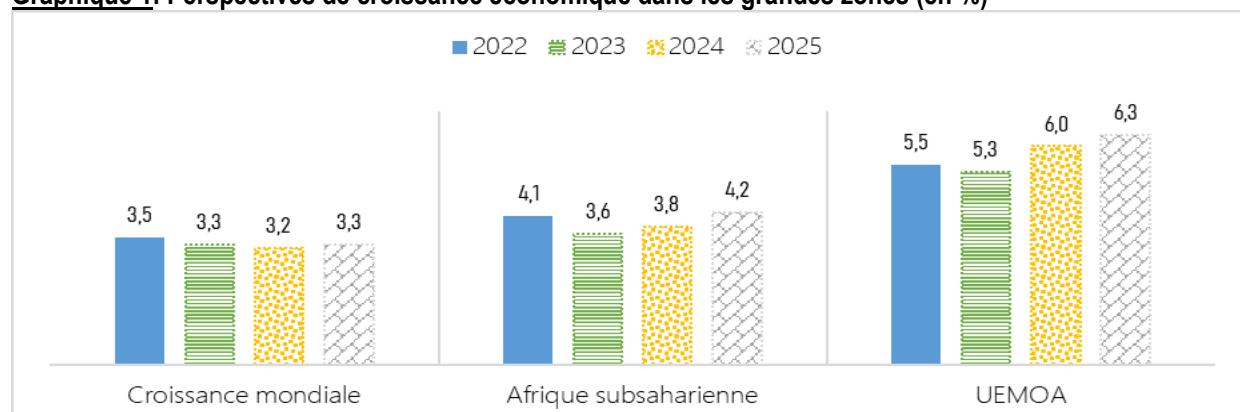
Dans l'UEMOA⁴, la croissance économique resterait vigoureuse en 2025. Elle est attendue à 6,3% en 2025 après 6,0% en 2024. Cette vigueur est soutenue d'une part, par l'expansion des activités manufacturières et extractives et d'autre part, par une augmentation attendue de la production agricole, favorisée par des perspectives prometteuses pour la campagne 2025-2026.

L'inflation dans l'Union ralentirait à 3,1% en 2025 après 3,5% en 2024, en raison de l'amélioration de l'offre domestique de produits vivriers issus de la campagne agricole 2024/2025 et de la décélération des prix des produits pétroliers et alimentaires importés, en lien avec le repli des cours internationaux.

² FMI, mise à jour PEM, janvier 2025

³ FMI, mise à jour PEM, janvier 2025 et Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne, octobre 2024

⁴ BCEAO, Rapport sur la Politique Monétaire dans l'UMOA, mars 2025

Graphique 1: Perspectives de croissance économique dans les grandes zones (en %)

Source : DGEP, à partir des données du FMI, janvier 2025 et de l'UEMOA, mars 2025

Sur le marché des changes, le dollar US par rapport au FCFA s'échange à 607,0 FCFA en mars 2025, marquant une dépréciation de 3,6% sur un mois, mais une appréciation de 0,6 % sur un an. Au cours du premier trimestre 2025, le dollars US s'est négociée en moyenne à 623,5 FCFA, en appréciation de 1,4% par rapport au cours moyen au trimestre précédent (614,9 FCFA). Par rapport au cours moyen au premier trimestre 2024 (604,2 FCFA), l'appréciation est de 3,2%.

Sur le marché des matières premières, le cours de l'or atteint 2 981,7 dollars US l'once en mars 2025, en progression de 2,9% en variation mensuelle et une flambée de 38,1% par rapport à mars 2024. Au premier trimestre 2025, l'or s'est échangé en moyenne à 2 862,0 dollars US l'once, en hausse de 7,5% par rapport à son niveau au trimestre précédent (2 663,3 dollars US l'once) et de 38,0% par rapport à son niveau au premier trimestre 2024 (2 073,2 dollars US l'once).

Concernant **le cours du coton**, il s'affiche à 1 712,5 dollars US la tonne en mars 2025, enregistrant un léger recul de 0,5% en variation mensuelle. Ce recul est plus prononcé en rythme annuel (-15,6%). En moyenne, le cours s'établit à 1 719,1 dollars US la tonne au premier trimestre 2025 contre 1 801,1 dollars US la tonne au trimestre précédent, correspondant à une diminution de 4,6% et 19,6% par rapport au premier trimestre 2024 où le cours était de 2 138,9 dollars US la tonne.

Quant **au pétrole**, principal produit importé, il s'est vendu à 72,6 dollars US le baril en mars 2025, en repli de 3,4% par rapport à février 2025 et de 15,0% par rapport à mars 2024. Au premier trimestre 2025, le cours du pétrole s'est situé en moyenne à 75,6 dollars US le baril contre 74,6 dollars US le baril au trimestre précédent, soit une légère hausse de 1,3%. Toutefois, comparativement au cours moyen du baril au premier trimestre 2024 (83,1 dollars US le baril), il est en baisse de 9,0%.

I.2. ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE

L'activité économique en 2025, connaîtrait un regain significatif de dynamisme, avec une croissance économique prévue à 6,0% en 2025 après 5,1% en 2024. Cette dynamique serait soutenue par un environnement international plus favorable, une amélioration continue de la situation sécuritaire nationale, des conditions pluviométriques favorables, ainsi que la poursuite de grandes initiatives stratégiques, notamment l'Offensive agropastorale et halieutique 2023-2025.

La croissance serait tirée par l'ensemble des secteurs d'activités (primaire, secondaire et tertiaire).

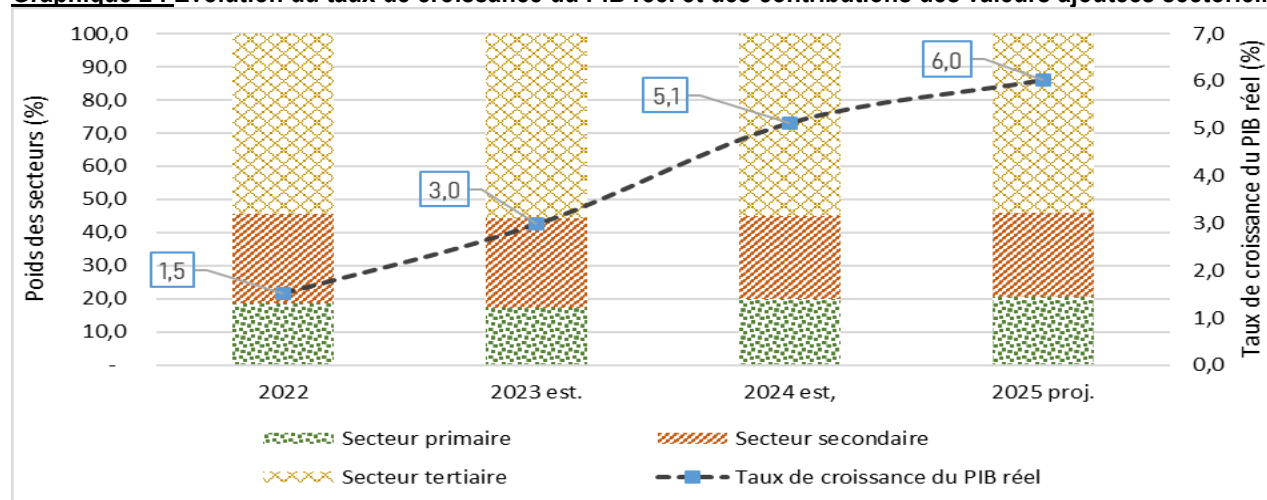
Concernant le **secteur primaire**, sa valeur ajoutée progresserait de 11,2% en 2025 après 13,0% en 2024. Cette progression serait due principalement à la poursuite du dynamisme des activités dans les branches « agriculture de rente » (+15,3%), « agriculture vivrière » (+11,7%), « sylviculture-Chasse- pêche » (+5,2%) et « élevage et activités annexes à l'élevage » (+3,6%). Quant à la branche « égrenage coton », sa valeur ajoutée ressortirait en baisse de 29,8%.

S'agissant du **secteur secondaire**, il connaîtrait une reprise avec une hausse de sa valeur ajoutée de 6,0% en 2025 après une contraction de 1,7% en 2024. Cette reprise serait principalement impulsée par les branches « électricité, gaz et eau » (+14,0%), « activités manufacturières » (+12,5%) et « extraction d'or » (+4,1%). Quant à la branche « construction », elle enregistrerait une contraction (-2,6%).

Quant au **secteur tertiaire**, sa valeur ajoutée s'accélérerait pour ressortir à 6,5%, en lien essentiellement avec la progression des branches « autres services marchands » (+24,4%), « hébergement et restauration » (+18,9%), « information et communication » (+16,0%), « services d'administration publique » (+13,8%) et « activités immobilières » (+10,0%).

L'inflation est attendue en atténuation à 2,7% en 2025 après 4,2% en 2024. Cette atténuation serait principalement en lien avec la bonne tenue de la campagne agricole 2024/2025, la poursuite des mesures gouvernementales de contrôle des prix des produits de grande consommation, ainsi qu'à l'atténuation des tensions géopolitiques.

Graphique 2 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et des contributions des valeurs ajoutées sectorielles



Source : DGEP, données IAP, mars 2025

Tableau 1: Croissance du PIB et des valeurs ajoutées sectorielles sur la période 2022-2025

Rubrique	2022	2023	2024	2025
Taux de croissance du PIB réel (%)	1,5	3,0	5,1	6,0
Secteur primaire (%)	6,0	1,4	13,0	11,2
Secteur secondaire (%)	-6,9	1,3	-1,7	6,0
Secteur tertiaire (%)	4,8	3,7	6,4	6,5
Impôts et taxes nets sur les produits (%)	2,6	7,8	4,4	-6,9
PIB Nominal en milliards de FCFA	11 876,3	12 490,2	13 692,6	14 858,6

Source : DGEP, données IAP, mars 2025

I.3. PRIORITES ET MESURES POUR L'EXECUTION DU BUDGET 2025

I.3.1. Rappel des priorités du budget 2025

Les priorités du budget-programme de l'Etat 2025-2027 demeurent le renforcement de la sécurisation du territoire, la poursuite des réformes visant la consolidation de la gouvernance sous toutes ses formes et la dynamique de refondation de l'Etat, le renforcement de la résilience économique, sociale et humanitaire ainsi que la revitalisation du tissu social et le rétablissement du légendaire vivre-ensemble des burkinabè. Ces priorités sont en cohérence avec le Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD) bâti autour de quatre (04) piliers à savoir :

- Pilier 1 : lutter contre le terrorisme et restaurer l'intégrité du territoire ;
- Pilier 2 : répondre à la crise humanitaire ;
- Pilier 3 : refonder l'Etat et améliorer la gouvernance ;
- Pilier 4 : œuvrer à la réconciliation nationale et à la cohésion sociale.

Plusieurs actions opérationnelles seront mises en œuvre au sein de chaque pilier en vue de l'atteinte des objectifs du PA-SD sur la période 2025-2027.

Pour faire face à ces priorités, les choix stratégiques en matière de financement des charges du budget reposent toujours sur la couverture de plus en plus importante des dépenses par les recettes propres et le recours aux autres formes de concours, notamment les financements extérieurs sous forme d'appuis budgétaires, le marché financier sous régional et les Partenariats public-privé (PPP).

I.3.2. Mesures pour l'exécution du budget 2025

Des orientations pour une meilleure exécution du budget de l'Etat, exercice 2025, ont été données par Son Excellence Monsieur le Premier Ministre à travers la circulaire N°2025-029/PM/CAB du 18 février 2025. Ces orientations visent à outiller et à encadrer les activités des acteurs au niveau des régies de recettes pour une mobilisation optimale des recettes d'une part, et ceux de la chaîne de la dépense publique des ministères et institutions pour une plus grande efficacité de l'exécution des dépenses, d'autre part. Ainsi :

En matière de mobilisation de ressources propres, le Gouvernement poursuivra les actions suivantes :

- ✓ la modernisation des procédures au niveau des régies de recettes afin d'optimiser le rendement de l'impôt ;
- ✓ le parachèvement des réformes visant à accroître de manière substantielle l'assiette fiscale ;
- ✓ la sensibilisation des différents ministères et institutions en vue de l'implication des premiers responsables dans la mobilisation des recettes de service ;
- ✓ les activités de prospection de nouvelles recettes en vue de l'élargissement de l'assiette des recettes de service.

En matière d'exécution des dépenses, la gestion budgétaire sera marquée par la poursuite de la mise en œuvre de la réforme du budget programme, notamment :

- ✓ l'implication effective des Responsables de programme (RP) dans l'exécution du budget des différents programmes budgétaires ;
- ✓ la mise en place effective des Directions de la solde et de l'ordonnancement (DSO) dans les différents ministères et institutions.

Aussi, les actions de rationalisation des charges de fonctionnement de l'administration entreprises depuis quelques années restent toujours en vigueur et devraient être convenablement appliquées par tous les acteurs.

Par ailleurs, tous les acteurs concernés devront veiller à une stricte application des règles en matière d'exécution de la dépense publique, notamment :

- la rigueur dans la gestion financière des fonds alloués à leurs activités de sorte à éviter au maximum les dépenses inéligibles et partant, la réduction des demandes de remboursement auprès de l'Etat ;
- la prise de mesures adéquates pour accélérer la mise en œuvre des Plans d'engagement des dépenses de l'Etat (PEDE) sur le terrain en vue d'accroître les taux de décaissement, toute chose qui contribuerait à l'accroissement de la mobilisation des ressources au profit d'autres projets ;
- l'amélioration de la qualité des outils de planification (Plan annuel de passation des marchés publics (PPM), Plan de déblocage de fonds (PDF), PEDE) ;
- l'application stricte des règles en matière d'exécution de la dépense publique, notamment le respect de la mise en œuvre des outils de planification.

I.4. CONFIGURATION DU BUDGET GENERAL AU 31 MARS 2025

Le budget de l'Etat, exercice 2025 a été adopté en recettes et en dépenses (crédits de paiement) respectivement à **3 149,79 milliards FCFA** et à **3 612, 27 milliards FCFA** avec une épargne budgétaire de **559,04 milliards FCFA** et un besoin de financement de **462,48 milliards FCFA**, représentant **3,2%** du PIB nominal. En prenant en compte les prévisions du CAS, « Remboursement des crédits TVA » d'un montant de 125 milliards FCFA, le montant des recettes s'établit à **3 274,79 milliards FCFA**.

Par nature de recettes, la situation se présente comme suit :

- **recettes ordinaires : 2 961,99 milliards FCFA** dont 2 684,05 milliards FCFA pour les recettes fiscales, 276,40 milliards FCFA pour les recettes non fiscales et 1,55 milliards FCFA pour les produits financiers ;
- **ressources extraordinaires : 187,80 milliards FCFA** uniquement constituées de dons projets.

Par nature de dépenses, la situation se présente comme suit :

- **dépenses ordinaires : 2 402,95 milliards FCFA** dont :
 - charges financières de la dette : 343,95 milliards FCFA ;
 - dépenses de personnel : 1 274,60 milliards FCFA ;
 - dépenses d'acquisition de biens et services : 240,29 milliards FCFA ;
 - dépenses de transferts courants : 542,61 milliards FCFA ;
 - dépenses en atténuation des recettes : 1,5 milliard FCFA.

- **dépenses en capital : 1 209,32 milliards FCFA** dont :
 - investissements exécutés par l'Etat : 1 194,32 milliards FCFA reparti comme suit :
 - ✓ Etat : 781,52 milliards FCFA ;
 - ✓ Subventions : 187,80 milliards FCFA ;
 - ✓ Prêts : 225,00 milliards FCFA.
 - transfert en capital : 15,00 milliards FCFA.

La structure des dépenses au 31 mars 2025 est demeurée inchangée du fait que les réaménagements n'ont pas été autorisés, en application des directives de la circulaire N°2025-029/PM/CAB du 18 février 2025 relative aux orientations pour une meilleure exécution du budget de l'Etat, exercice 2025 et une meilleure préparation du budget de l'Etat, exercice 2026.

II. SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

En prenant en compte les prévisions du Compte d'affectation spéciale (CAS) « Remboursement crédits TVA » d'un montant de 125 milliards FCFA, les recettes prévisionnelles du budget de l'État pour l'exercice 2025 s'élèvent à **3 274,79 milliards FCFA**. Ce total se décompose en **3 086,99 milliards FCFA** de recettes ordinaires et **187,80 milliards FCFA** de ressources extraordinaires, représentant respectivement **94,27%** et **5,73%** des recettes globales projetées.

En matière de remboursement de crédits TVA, la Loi n°039-2018/AN du 13 novembre 2018 portant Loi de finances rectificative de la Loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2018 a institué un compte d'affectation spécial intitulé « remboursement crédits TVA ». L'arrêté N°2019-128/MINEFID/SG/DGI du 05 avril 2019 fixe les modalités d'alimentation dudit compte comme suit :

- **20%** de la TVA recouvrée par les recettes de la DGI ;
- **100%** de la TVA perçue par la DGD lors de la mise à la consommation des marchandises importées par les sociétés minières, leurs sous-traitants ainsi que les entreprises exportatrices.

Au 31 mars 2025, le montant des recettes effectivement mobilisées s'établit à **685,52 milliards FCFA**, pour un objectif trimestriel fixé à **732,60 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **93,57%**. Ce niveau de recouvrement correspond à **20,93%** de l'objectif annuel. Comparativement à la situation enregistrée au 31 mars 2024, où les recouvrements s'élevaient à 665,26 milliards FCFA, l'on observe une progression de 20,25 milliards FCFA en valeur absolue, soit une hausse de 3,04% en valeur relative. Il convient également de souligner que les recettes ordinaires constituent 95,13% du total des recouvrements effectués à cette date.

Le tableau ci-après fait ressortir le niveau de réalisation des recettes inscrites au titre du budget de l'Etat, exercice 2025, à fin mars.

Tableau 2: Etat de recouvrement des recettes au 31 mars 2024 et 2025 (en milliards FCFA)

Nature de recettes	2024					2025						Variations 2024-2025	
	Prévisions annuelles LFI	Recouvrements au 31 mars		Prévisions du 1 ^{er} trimestre LFI	Taux trimestriel (%)	Prévisions annuelles LFI	Prévisions du 1 ^{er} trimestre LFI	Recouvrements au 31 mars			Perspective de recouvrement cumulé du 1 ^{er} avril au 31 décembre	Absolue	Relative
		Montant	Taux (%)								Montant		
a	b	c=b/a	d	e=b/d	f	g	h	i=h/f	j=h/g	k	l=h-b	m=l/b	
RECETTES ORDINAIRES	2 916,79	623,59	21,38	644,55	96,75	3086,99	699,21	652,13	21,13	93,27	2 425,62	28,54	4,58
Recettes fiscales	2 653,52	548,61	20,67	595,62	92,11	2809,05	641,04	601,81	21,42	93,88	2198,91	53,20	9,70
Recettes non fiscales	263,27	74,97	28,48	48,93	153,23	276,40	58,05	50,06	18,11	86,24	225,51	-24,91	-33,23
Produits financiers	-	-	0,00	0,00	0,00	1,55	0,12	0,26	16,74	217,17	1,20	0,26	0,00
RECETTES EXTRAORDINAIRES	227,32	41,68	18,33	41,68	100,00	187,80	33,39	33,39	17,78	100,00	154,41	-8,29	-19,89
Dons programmes	47,73	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0,00	0,00	0,00	-	0,00	0,00	0,00
Dons projets	179,59	41,68	23,21	41,68	100,00	187,80	33,39	33,39	17,78	100,00	154,41	-8,29	-19,89
TOTAL	3 144,12	665,26	21,16	686,22	96,95	3 274,79	732,60	685,52	20,93	93,57	2 580,032	20,25	3,04

Source : DGB

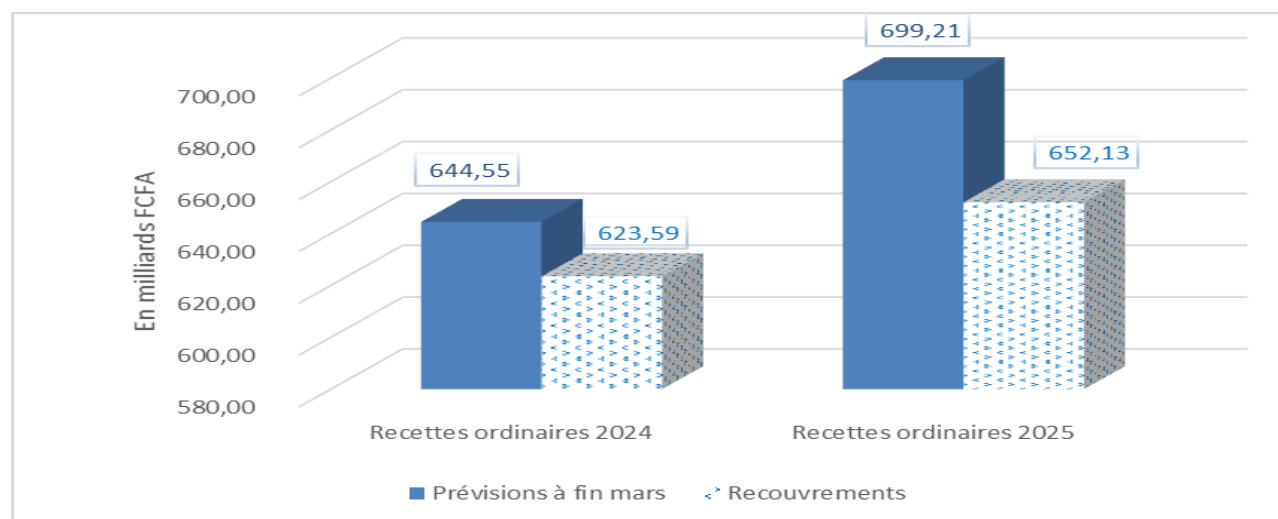
II.1. SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES ORDINAIRES

Les prévisions annuelles relatives aux recettes ordinaires sont arrêtées à **3 086,99 milliards FCFA**, dont 2 809,05 milliards FCFA au titre des recettes fiscales, 276,40 milliards FCFA au titre des recettes non fiscales et 1,55 milliard FCFA au titre des produits financiers. Les objectifs de recouvrement trimestriels afférents à ces recettes sont fixés à 699,21 milliards FCFA, se décomposant en 641,04 milliards FCFA de recettes fiscales, 58,05 milliards FCFA de recettes non fiscales et 0,12 milliard FCFA de produits financiers.

Au 31 mars 2025, les recettes effectivement recouvrées atteignent **652,13 milliards FCFA**, correspondant à un taux de recouvrement de **93,27%** sur le trimestre et de **21,13%** sur l'année. En comparaison avec la même période en 2024 (623,59 milliards FCFA), une hausse de 28,54 milliards FCFA (+4,58%) est observée, portée principalement par l'augmentation des recettes fiscales (+53,20 milliards FCFA).

Le graphique ci-après fait ressortir le niveau de recouvrements des recettes ordinaires à fin mars 2024 et 2025.

Graphique 3 : Recouvrements des recettes ordinaires entre fin mars 2024 et 2025 par nature.



Source : DGB

L'analyse de la situation des recettes ordinaires à fin mars sera faite par nature de recettes et par structure de recouvrement.

II.1.1. Analyse par nature de recettes

A. Recettes fiscales

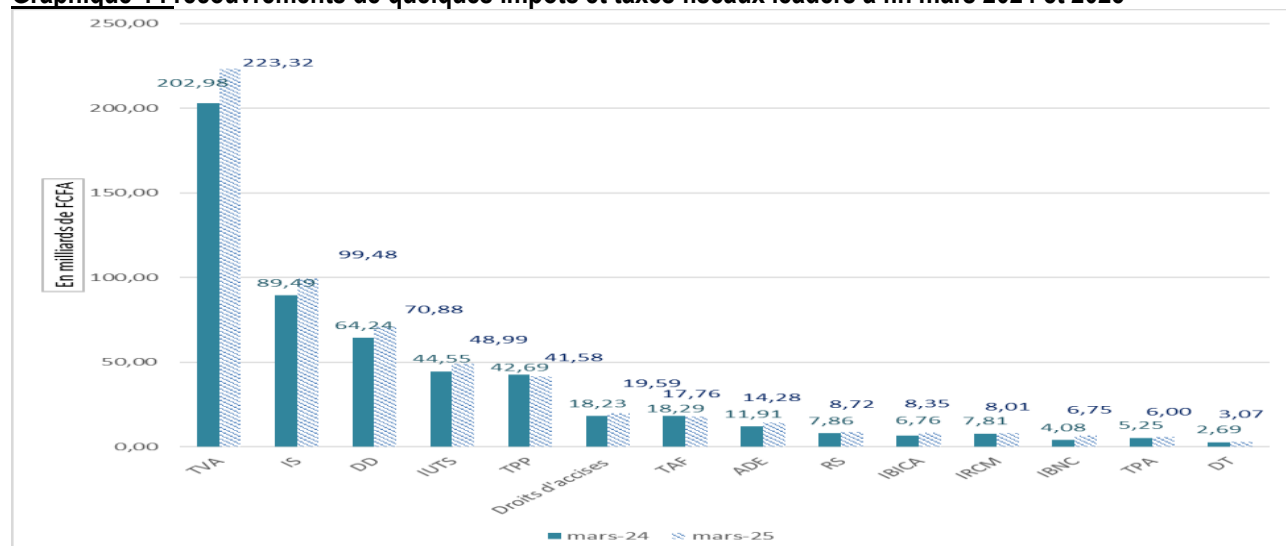
Au 31 mars 2025, il a été recouvré **601,81 milliards FCFA** sur des prévisions annuelle et trimestrielle respectives de **2 809,05 milliards FCFA** et de **641,04 milliards FCFA**, soit des taux de recouvrement annuel et trimestriel respectifs de **21,42%** et de **93,88%**.

Comparé à la même période en 2024, où les recouvrements s'élevaient à 548,61 milliards FCFA, l'on observe une hausse de 53,20 milliards FCFA en valeur absolue.

Cette performance est essentiellement portée par la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), qui représente 223,32 milliards FCFA, soit 37,11% des recouvrements fiscaux, suivie de l'Impôt sur les sociétés (99,48 milliards FCFA, soit 16,53%) et des Droits de douane (70,88 milliards FCFA, soit 11,78%).

Le graphique ci-dessous fait ressortir le niveau de recouvrements de quelques impôts et taxes fiscaux leaders à fin mars 2024 et 2025.

Graphique 4 : recouvrements de quelques impôts et taxes fiscaux leaders à fin mars 2024 et 2025



Source : DGB

❖ Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services

Cette catégorie de recettes fiscales est essentiellement composée de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la Taxe sur les produits pétroliers (TPP).

• ***Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)***

Pour l'exercice budgétaire 2025, les prévisions annuelles de la TVA s'élèvent à **1 021,78 milliards FCFA**, réparties entre 623,73 milliards FCFA à l'importation et 398,05 milliards FCFA sur le marché intérieur. À la date du 31 mars 2025, le montant total recouvré par les régies est de **223,32 milliards FCFA** pour une prévision trimestrielle de **240,85 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **92,72%**. Rapporté à la prévision annuelle, le taux de réalisation atteint **21,86%**.

Comparativement à la même période en 2024, où 202,98 milliards FCFA avaient été recouverts (taux de 90,20%), il se dégage une progression de 20,34 milliards FCFA, accompagnée d'un gain de performance de 2,52 points. La TVA représente 37,11% des recettes fiscales mobilisées au premier trimestre 2025.

• ***Taxe sur les produits pétroliers (TPP)***

Pour un objectif trimestriel de **40,64 milliards FCFA**, les recouvrements de la TPP s'élèvent à **41,58 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **102,32%**. Comparé à l'objectif annuel de 190,13 milliards FCFA, le taux de recouvrement est de **21,87%**. En comparaison avec le premier trimestre 2024 (42,69

milliards FCFA, soit 115,83%), on note une baisse de 1,11 milliard FCFA et un recul de 13,51 points de pourcentage. La TPP représente 6,91% des recettes fiscales mobilisées.

❖ Impôts sur les revenus et bénéfices

L'analyse porte sur quelques impôts leaders tels que l'Impôt sur les sociétés (IS), l'Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS), l'Impôt sur les bénéfices industriels, commerciaux et agricoles (IBICA), l'Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers (IRCM) et les Autres droits d'enregistrement et de timbre (ADE).

• *Impôt sur les sociétés (IS)*

À fin mars 2025, les recouvrements de l'IS se chiffrent à **99,48 milliards FCFA** sur une prévision trimestrielle de **103,97 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **95,68%**. Rapporté à l'objectif annuel de 491,22 milliards FCFA, le taux de recouvrement est de **20,25%**. Par rapport à 2024 (89,49 milliards FCFA), l'on observe une hausse de 9,99 milliards FCFA, avec une baisse de la performance de 2,53 points. L'IS représente 16,53% des recettes fiscales.

• *Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)*

Les recettes issues de l'IUTS s'élèvent à **48,99 milliards FCFA** pour une prévision trimestrielle de **50,55 milliards FCFA**, soit un taux de recouvrement de **96,91%**. Le taux de réalisation annuel est de **25,17%** sur une prévision de 194,65 milliards FCFA. En comparaison à 2024 (44,55 milliards FCFA), on note une hausse de 4,43 milliards FCFA et une amélioration de la performance de 5,54 points de pourcentage. L'IUTS représente 8,14% des recettes fiscales.

• *Impôt sur les bénéfices industriels, commerciaux et agricoles (IBICA)*

Les prévisions trimestrielles liées à cet impôt sont évaluées à **11,01 milliards FCFA** et les recouvrements y relatifs sont de l'ordre de **8,35 milliards FCFA** au 31 mars 2025, soit un taux de recouvrement de **75,81%**. Par rapport à l'objectif annuel de **41,07 milliards FCFA**, le taux de réalisation s'élève à **20,33%**.

En comparaison à 2024 (6,76 milliards FCFA), il ressort une hausse de 1,59 milliard FCFA et une amélioration de la performance de 25,13 points de pourcentage. L'IBICA représente 1,39% des recettes fiscales.

• *Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers (IRCM)*

Sur une prévision trimestrielle de **14,89 milliards FCFA**, le recouvrement de l'IRCM s'élève à **8,01 milliards FCFA**, soit un taux de **53,79%**. Le taux d'exécution par rapport à la prévision annuelle (104,49 milliards FCFA) est de **7,66%**. Par rapport à mars 2024 (7,81 milliards FCFA), il en résulte une légère hausse de 0,20 milliard FCFA et un gain de 5,16 points de pourcentage. L'IRCM représente 1,33% des recettes fiscales.

- **Autres droits d'enregistrement et de timbre**

Il s'agit principalement des Autres droits d'enregistrement (ADE). Sur une prévision trimestrielle de **13,95 milliards FCFA**, le montant recouvré des ADE se chiffre à **14,28 milliards FCFA** avec un taux de réalisation de **102,37%**. Par rapport aux prévisions annuelles de **67,36 milliards FCFA**, le taux de recouvrement est de **21,20%**.

Entre 2024 et 2025 à fin mars, il ressort une hausse du niveau de recouvrement de 2,37 milliards FCFA. Cependant, la performance s'est détériorée de 39,74 points de pourcentage.

Les ADE représentent 2,37% des réalisations de recettes fiscales.

- ❖ **Droits et taxes à l'importation et à l'exportation**

Cette rubrique est composée pour l'essentiel des Droits de douane, des Droits d'accises et de la Redevance statistique.

- **Droits de douanes**

Sur une prévision trimestrielle de **72,31 milliards FCFA**, les Droits de douane recouverts s'élèvent à **70,88 milliards FCFA**, soit un taux de recouvrement de **98,03%**. En comparaison à l'objectif annuel de 316,14 milliards FCFA, le taux de réalisation atteint **22,42%**. Entre mars 2024 et mars 2025, les recouvrements ont augmenté de 6,64 milliards FCFA, bien que la performance ait légèrement reculé de 1,11 point. Les droits de douane représentent 11,78% des recettes fiscales.

- **Droits d'accises**

Les Droits d'accises englobent diverses taxes spécifiques perçues tant à l'intérieur qu'à l'importation : la Taxe sur les boissons (TSB), la Taxe sur les tabacs (TST), celles appliquées aux produits de parfumerie et de cosmétique ainsi qu'aux produits tels que la cola, le café et le thé.

Le recouvrement desdits droits s'est établi à **19,59 milliards FCFA** au 31 mars 2025, contre 18,23 milliards FCFA à la même période en 2024, soit une hausse de 1,36 milliard FCFA en valeur absolue.

Rapporté à la prévision trimestrielle de **20,54 milliards FCFA**, le taux de réalisation est de **95,35%**, soit une amélioration de 3,95 points par rapport à l'année précédente. En comparaison à l'objectif annuel de 80,35 milliards FCFA, le taux de recouvrement atteint **24,38%**.

Les réalisations de cette recette représentent 3,25% du recouvrement des recettes fiscales.

- **Redevance statistique**

Au 31 mars 2025, la redevance statistique a généré **8,72 milliards FCFA** pour un objectif trimestriel de **9,32 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **93,55%**. Comparativement à la prévision annuelle de 2025 qui se chiffre à 39,25 milliards FCFA, le taux de réalisation se situe à 22,22%.

Par rapport à 2024 à la même période où le montant recouvré était de 7,86 milliards FCFA, il en découle une hausse de 0,86 milliard FCFA.

Cette redevance contribue à hauteur de 1,45% au total des recettes fiscales.

❖ Taxe sur les activités financières (TAF)

La Taxe sur les activités financières a généré, au 31 mars 2025, un montant de **17,76 milliards FCFA** pour une prévision trimestrielle de **20,16 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **88,13%**. En référence à l'objectif annuel de 79,78 milliards FCFA, le taux réalisation est de **22,26%**. Comparativement à 2024 à la même période, le recouvrement a diminué de 0,52 milliards FCFA et la performance s'est dégradée de 25,59 points de pourcentage. A fin mars 2024, 18,29 milliards FCFA avaient été recouverts, correspondant à un taux de recouvrement de 113,72%. La TAF représente 2,95% du total des recettes fiscales.

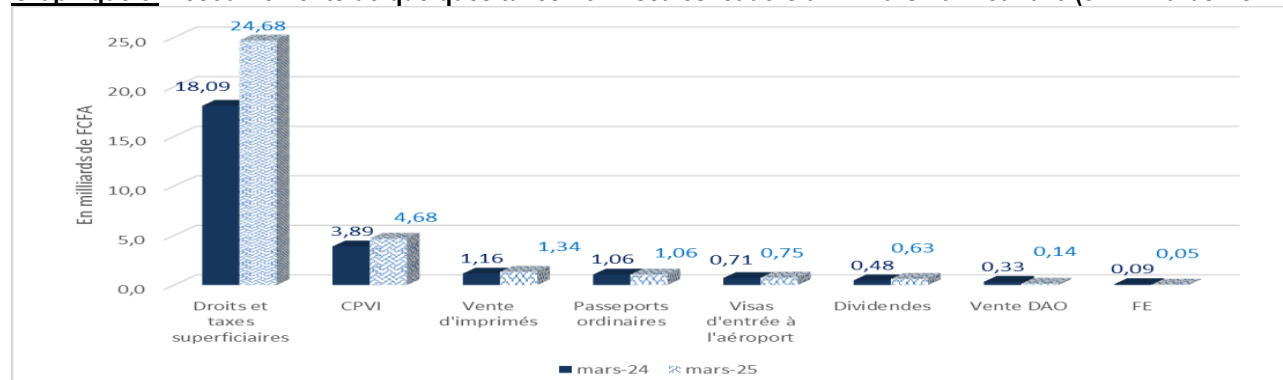
B. Recettes non fiscales

A fin mars, il a été mobilisé **50,06 milliards FCFA** sur une prévision trimestrielle de **58,05 milliards FCFA**, soit un taux de recouvrement de **86,24%**. Par rapport à l'objectif annuel de 276,40 milliards FCFA, le taux de réalisation est de **18,11%**.

Comparé au niveau de réalisation de 74,97 milliards FCFA avec une performance de 153,23% à la même période en 2024, il ressort une diminution en volume des recettes non fiscales de 24,91 milliards FCFA et de la performance de 66,99 points de pourcentage.

Le graphique ci-dessous fait ressortir les niveaux de recouvrements de quelques taxes non fiscales leaders à fin mars 2024 et 2025.

Graphique 5 : recouvrements de quelques taxes non fiscales leaders à fin mars 2024 et 2025 (en milliards FCFA)



Source : DGB

• **Droits proportionnels ou redevance proportionnelle et taxe superficielle**

Au 31 mars 2025, le recouvrement au titre de cette recette s'élève à **24,68 milliards FCFA**, contre 18,09 milliards FCFA à la même date en 2024, soit une progression de 6,59 milliards FCFA. Cette amélioration s'accompagne d'une hausse de la performance de 9,08 points de pourcentage.

Par rapport aux prévisions trimestrielles de **30,60 milliards FCFA**, le taux de recouvrement est de **80,64%**. Relativement à la prévision annuelle de 2025 qui se chiffre à 122,42 milliards FCFA, le taux de réalisation se situe à **20,16%**.

Le niveau de réalisation de cette recette représente 49,30% du recouvrement des recettes non fiscales.

• Contribution au programme de vérification des importations (CPVI)

Le recouvrement de la CPVI au 31 mars 2025 s'établit à **4,68 milliards FCFA** sur une prévision trimestrielle de **5,25 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **89,20%**. En comparaison à l'objectif annuel de 19,74 milliards FCFA, le taux de recouvrement est de **23,72%**.

Par rapport à la même période de l'année précédente, le niveau de recouvrement progresse de 0,79 milliard FCFA, passant de 3,89 milliards FCFA en 2024 à 4,68 milliards FCFA en 2025, et la performance s'améliore de 5,08 points de pourcentage (84,12% en 2024 contre 89,20% en 2025).

Les recettes issues de la CPVI représentent 9,35% des recouvrements des recettes non fiscales.

C. Les produits financiers

Au titre du premier trimestre 2025, les produits financiers ont généré 0,26 milliard FCFA, dépassant largement la prévision de 0,12 milliard FCFA, soit un taux de réalisation de 217,17 %. Rapporté à la prévision annuelle de 1,55 milliard FCFA, le taux d'exécution atteint 16,74 %.

Il est à noter qu'aucune prévision n'avait été établie pour cette catégorie de recettes au cours du premier trimestre 2024.

II.1.2. Analyse des réalisations des recettes ordinaires par structure de recouvrement

L'analyse est faite sur la base des prévisions de la Loi de finances initiale. Les objectifs annuels assignés aux régies se chiffrent à **3 086,99 milliards FCFA**.

A. Direction générale des impôts (DGI)

Dans le cadre de sa mission de mobilisation des ressources intérieures, la Direction générale des impôts (DGI) s'est vu assigner, pour l'exercice budgétaire 2025, un objectif de recouvrement de **1 574,92 milliards FCFA** au profit du budget de l'État. Ce montant marque une légère progression de 9,69 milliards FCFA, soit +0,62 %, par rapport aux prévisions inscrites dans la Loi de finances initiale (LFI) de 2024, qui s'élevaient à 1 565,23 milliards FCFA.

À la date du 31 mars 2025, les encaissements réalisés par la DGI atteignent **331,62 milliards FCFA**, correspondant à **93,26%** de l'objectif trimestriel, ce qui laisse apparaître un manque à recouvrer de 23,97 milliards FCFA. Rapporté à l'objectif annuel, le taux recouvrement s'établit à **21,06%**.

Ces performances, représentant 50,85% du total des recettes ordinaires collectées à fin mars 2025, se composent à hauteur de **331,40 milliards FCFA** de recettes fiscales et de **0,22 milliard FCFA** de recettes non fiscales.

En comparaison avec la même période de l'année 2024, les recettes mobilisées enregistrent une progression de 39,86 milliards FCFA en valeur absolue, soit une hausse relative de 13,66%.

Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des recouvrements sur les postes suivants :

- TVA : +14,52 milliards FCFA ;
- Impôt sur les sociétés (IS) : +9,99 milliards FCFA ;

- IUTS : +4,43 milliards FCFA ;
- Impôt sur les bénéfices non commerciaux (IBNC) : +2,67 milliards FCFA ;
- Autres droits d'enregistrement (ADE) : +2,37 milliards FCFA ;
- Droits d'accises : +2,06 milliards FCFA ;
- Impôt sur les bénéfices industriels, commerciaux et agricoles (IBICA) : +1,59 milliard FCFA ;
- Autres recettes fiscales : +1,41 milliard FCFA.

Malgré ces résultats positifs, la DGI demeure confrontée à plusieurs contraintes majeures dans son processus de recouvrement, notamment :

- ✓ des dysfonctionnements informatiques affectant les applications métiers, aggravés par des interruptions du réseau internet ;
- ✓ un contexte sécuritaire difficile entravant les activités de recouvrement sur certaines parties du territoire.

Dans la perspective d'une mobilisation accrue des ressources souveraines, la DGI poursuivra la mise en œuvre de son Plan stratégique 2023-2027 à travers son Plan d'actions opérationnel (PAO) 2025-2027. À cet effet, elle déploiera un ensemble de mesures prioritaires en faveur de l'amélioration du recouvrement, notamment :

- la conduite d'opérations spéciales de recouvrement forcé ;
- l'apurement des Restes à recouvrer (RAR) cantonnés ;
- la poursuite de l'opération de compensation entre créances et dettes ;
- le contrôle rigoureux de l'enregistrement des contrats de bail et du paiement de l'impôt sur les revenus fonciers ;
- le renforcement de l'opérationnalité de la plateforme SYCAD.

B. Direction générale des douanes (DGD)

L'objectif annuel de recouvrement assigné à la Direction générale des douanes (DGD) au titre de l'année 2025 s'élève à **1 253,60 milliards FCFA**. Cet objectif connaît une hausse de 147,40 milliards FCFA (+13,32%) par rapport aux prévisions LFI de 2024 qui étaient de 1 106,20 milliards FCFA.

À la date du 31 mars 2025, les recettes mobilisées au profit du budget de l'État s'élèvent à **276,26 milliards FCFA** pour une prévision trimestrielle de **292,69 milliards FCFA**, traduisant un taux de réalisation de **94,39%** et un écart négatif de 16,43 milliards FCFA. Rapportées à l'objectif annuel, les recettes mobilisées représentent un taux de recouvrement de **22,04%**.

Ces performances, représentant 42,36% des recouvrements cumulés de recettes ordinaires au 31 mars 2025, se répartissent entre recettes fiscales (270,09 milliards FCFA) et recettes non fiscales (6,17 milliards FCFA).

En comparaison avec les résultats enregistrés à la même période en 2024 (262,22 milliards FCFA), les recettes de la DGD progressent de 14,04 milliards FCFA, soit +5,35%.

Pour atteindre ses objectifs de mobilisation en 2025, la DGD a mobilisé l'ensemble de ses Unités de recouvrement (UR) et directions techniques autour d'un ensemble d'actions de contrôle, de recouvrement et de réformes structurantes. Il s'agit notamment :

- de la bonne évaluation des marchandises importées dans les offices des douanes ;
- du renforcement des systèmes d'escorte et du suivi satellitaire des marchandises en transit ;
- de l'intensification des contrôles après dédouanement ;
- du suivi des régimes économiques et des bénéficiaires des mesures de facilitation ;
- de la lutte contre les importations sans déclaration en se servant surtout des scanners comme moyens de contrôle non intrusif ;
- de l'apurement régulier des sommiers ;
- du recouvrement des liquidations à crédit échues ;
- de la poursuite des mesures d'identification du principal obligé du régime de transit ainsi que la généralisation des garanties de ces opérations ;
- de l'amélioration de la prise en charge des marchandises par le déchargement des cargaisons de plus d'un article ;
- de l'informatisation des états de chargement ;
- de l'intensification de la lutte contre la fraude sur toutes ses formes.

C. Direction générale du trésor et de la comptabilité publique

Pour l'exercice 2025, la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP) s'est vue assigner un objectif annuel de recouvrement de **258,48 milliards FCFA**, dont 99,07% constitués de recettes non fiscales. Cet objectif enregistre une progression nominale de 5,34%, soit 13,11 milliards FCFA, par rapport à la prévision initiale de 2024.

À la clôture du premier trimestre 2025, les recouvrements s'élèvent à **44,25 milliards FCFA** sur une prévision trimestrielle de **50,93 milliards FCFA**, soit un taux de recouvrement de **86,88%**. Par rapport à l'objectif annuel, cela représente **17,12%**.

Cette performance relativement modeste est imputable principalement à la baisse attendue des recettes minières sur la période, à hauteur de -5,93 milliards FCFA. Cela s'explique notamment par les délais (jusqu'à deux mois) accordés aux sociétés minières pour s'acquitter des droits notifiés via les bulletins de liquidation, dont plusieurs émis au premier trimestre ne sont pas encore échus.

À titre comparatif, au 31 mars 2024, les encaissements s'élevaient à 69,60 milliards FCFA, avec des taux de réalisation respectifs de 157,14% pour le trimestre et de 28,37% pour l'année. Ainsi, les recettes mobilisées par la DGTCP ont diminué de 25,35 milliards FCFA, soit une baisse de 36,43%. Cette chute est attribuable, entre autres, à l'absence de reversement des résultats de l'ARCEP, dont le produit est passé de 22,87 milliards FCFA en 2024 à 0 FCFA en 2025.

En 2025, les principales sources de recettes demeurent :

- les droits proportionnels et taxes superficielles (55,77%) ;
- la vente des imprimés de la DGTMM (3,03%) ;
- les passeports ordinaires (2,39%).

Certaines natures de recettes ont néanmoins enregistré une hausse à fin mars 2025 :

- Droits proportionnels et taxe superficielle : +6,59 milliards FCFA ;
- Vente d'imprimés de la DGTMM : +0,18 milliard FCFA ;
- Visas d'entrée à l'aéroport : +0,04 milliard FCFA ;
- Redevances et amendes en matière forestière : +0,02 milliard FCFA ;
- Autres recettes fiscales : +0,02 milliard FCFA ;
- Dividendes : +0,15 milliard FCFA.

Afin d'atteindre son objectif annuel, la DGTCP prévoit la mise en œuvre des actions suivantes :

- la sensibilisation des différents ministères et institutions en vue de l'implication des premiers responsables dans le suivi et le recouvrement des recettes de service ;
- la mise en œuvre des travaux du Comité de suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des débats budgétaires et relatives à la gestion des recettes de service (CSMR) ;
- la lutte contre la fraude par la mise en œuvre de missions de contrôles ciblés ;
- la tenue des cadres de concertation avec les acteurs de la chaîne de mobilisation des recettes de service ;
- la poursuite des activités de prospection de nouvelles recettes en vue de l'élargissement de l'assiette des recettes de service ;
- l'opérationnalisation de la perception des nouvelles recettes autorisées ;
- la poursuite de l'amélioration des relations avec les usagers par le renforcement de la communication notamment, la mise en œuvre de campagnes d'information sur les prestations payantes de l'administration publique ;
- le renforcement des capacités du personnel chargé du recouvrement ;
- le suivi rapproché des acteurs du recouvrement par le contrôle et le reversement régulier des ressources collectées ;
- l'exécution des missions de conciliation des données sur les quantités d'or déclarées et celles vendues auprès des sociétés minières ;
- la poursuite de l'application du décret modificatif sur les tranches de liquidation des royalties ;
- l'exécution des missions de contrôle des prix sur les produits de grande consommation ;
- la poursuite de l'informatisation du recouvrement des recettes de service.

Le tableau ci-dessous présente la situation de recouvrement des recettes ordinaires par régime de recette à fin mars 2024 et 2025.

Tableau 3 : Situation des recouvrements des recettes ordinaires par régie de recettes à fin mars 2024 et 2025 (en milliards FCFA)

Nature de recettes	2024					2025						Variations 2024-2025		
	Prévisions annuelles LFI	Recouvrements au 31 mars		Prévisions du 1 ^{er} trimestre LFI	Taux trimestriel (%)	Prévisions annuelles LFI	Prévisions du 1 ^{er} trimestre LFI	Recouvrements au 31 mars			Perspective de recouvrement cumulé du 1 ^{er} avril au 31 décembre	Absolue	Relative	
		Montant	Taux (%)					Montant	Taux (%)	Taux trimestriel (%)				Montant
	a	b	c=b/a	d	e=b/d	f	g	h	i=h/f	j=h/g	k	l=h-b	m=l/b	
I. DGTCF	245,37	69,60	28,37	44,29	157,14	258,48	50,93	44,25	17,12	86,88	204,99	-25,35	-36,43	
Recettes fiscales	0,90	0,28	31,22	0,25	113,80	0,85	0,23	0,32	37,55	139,99	0,53	0,04	14,00	
Recettes non fiscales	244,47	69,32	28,36	44,05	157,38	256,08	50,58	43,67	17,05	86,33	203,26	-25,65	-37,01	
Produit financier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,55	0,12	0,26	16,74	217,17	1,20	0,26	0,00	
II. DGI	1 565,23	291,76	18,64	339,03	86,06	1 574,92	355,59	331,62	21,06	93,26	1 243,30	39,86	13,66	
Recettes fiscales	1 564,60	291,55	18,63	338,88	86,03	1 573,69	355,29	331,40	21,06	93,28	1 242,28	39,85	13,67	
Recettes non fiscales	0,62	0,21	34,11	0,15	139,19	1,23	0,30	0,22	17,83	73,84	1,01	0,01	3,17	
III. DGD	1 106,20	262,22	23,70	261,22	100,38	1 253,60	292,69	276,26	22,04	94,39	977,34	14,04	5,35	
Recettes fiscales	1 088,09	256,78	23,60	256,49	100,11	1 226,18	285,52	270,09	22,03	94,59	956,10	13,31	5,18	
Recettes non fiscales	18,11	5,44	30,03	4,73	115,08	27,41	7,17	6,17	22,52	86,08	21,24	0,73	13,48	
IV. Total Recettes Ordinaires (IV=I+II+III)	2 916,79	623,59	21,38	644,55	96,75	3 086,99	699,21	652,13	21,13	93,27	2 425,62	28,54	4,58	

Source : DGB

II.2. Analyse des réalisations des recettes extraordinaires

Les montants attendus au titre des recettes extraordinaires se chiffrent à **187,80 milliards FCFA** et sont constitués uniquement de dons projets.

À la date du 31 mars 2025, le taux de réalisation des dons projets s'établit à **17,78%**, correspondant à un décaissement total de **33,39 milliards FCFA**. À titre comparatif, à la même période en 2024, le taux de réalisation était de 23,21%, soit 41,68 milliards FCFA décaissés sur une prévision de 179,59 milliards FCFA, ce qui fait ressortir une baisse en volume de 8,29 milliards FCFA.

Les dons projets sont constitués des appuis financiers des partenaires bilatéraux et multilatéraux. À fin mars 2025, aucun décaissement n'a été enregistré de la part des partenaires bilatéraux, malgré une prévision de 32,96 milliards FCFA.

En revanche, les partenaires multilatéraux ont contribué à hauteur de **33,39 milliards FCFA** sur des prévisions de **154,84 milliards FCFA**, traduisant un taux de décaissement de **21,56%**.

Le tableau ci-dessous fait ressortir la synthèse du niveau de décaissement des recettes extraordinaires.

Tableau 4: Situation des décaissements des dons projets par groupe de donateurs au 31 mars 2024 et 2025 (en milliards FCFA)

BAILLEURS	2024			2025			ECART 2024-2025	
	Prévision annuelle CP LFI	Décaissement au 31 mars	Taux annuel (%)	Prévision annuelle CP LFI	Décaissement au 31 mars	Taux annuel (%)	ABSOLUE	RELATIF
DONS PROJETS	179,59	41,68	23,21	187,80	33,39	17,78	-8,29	-19,89
MULTILATERAL	115,77	39,13	33,80	154,84	33,39	21,56	-5,74	-14,66
BILATERAL	63,83	2,55	3,99	32,96	0,00	0,00	-2,55	-100,00
DONS PROGRAMME	47,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
BILATERAL	47,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
MULTILATERAL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTE EXTRAORDINNAIRE	227,32	41,68	18,33	187,80	33,39	17,78	-8,29	-19,89

Source : DGB

Dans la perspective d'améliorer la mobilisation des ressources extraordinaires pour l'année 2025, la poursuite du dialogue avec les partenaires actuels et la prospection de nouveaux partenaires susceptibles de soutenir le Burkina Faso s'avèrent nécessaires.

III. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

La présente section rend compte de l'état d'exécution des dépenses du budget de l'État au 31 mars 2025. Les données utilisées sont extraites principalement du Système intégré de gestion des finances publiques (SI-N@folo), du Système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'État (SIGASPE) ainsi que du Circuit intégré des financements extérieurs (CIFE).

Dans le présent rapport, l'analyse de la situation d'exécution se fera sur la base des dépenses engagées comptabilisées.

Les prévisions du budget de l'Etat, suivant la Loi de finances initiale (LFI) 2025 se chiffrent à **720,67 milliards FCFA** en Autorisations d'engagement (AE) et **3 612,27 milliards FCFA** en Crédits de paiement (CP).

Au terme du premier trimestre 2025, le niveau d'exécution du budget de l'Etat s'établit à **730,24 milliards FCFA** sur une prévision des CP de **3 612,27 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **20,22%**.

A la même date en 2024, le montant des dépenses exécutées était de 881,81 milliards FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 23,87% pour des crédits de paiement ajustés de 3 694,59 milliards FCFA.

La synthèse de l'exécution budgétaire par nature est consignée dans le tableau n°5 ci-après :

Tableau 5 : Situation d'exécution des dépenses par nature au 31 mars 2024 et 2025 (en milliards FCFA)

NATURE	2024			2025				VARIATION	
	CP AJUSTE*	MT EXECUTE	TAUX (EN %)	CP_INIT	CP AJUSTE*	MT EXECUTE	TAUX (EN)	MONTANT	EN %
DEPENSES ORDINAIRES	2 281,09	646,84	28,36	2 402,95	2 402,95	557,86	23,22	-88,98	-13,76
CHARGES FINANCIÈRES DE LA DETTE	292,77	64,18	21,92	343,95	343,95	61,47	17,87	-2,71	-4,22
DÉPENSES DE PERSONNEL	1 202,22	309,79	25,77	1 274,60	1 274,60	219,27	17,20	-90,52	-29,22
DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES	246,99	32,91	13,32	240,29	240,29	40,95	17,04	8,04	24,44
DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS	538,12	239,67	44,54	542,61	542,61	235,03	43,32	-4,64	-1,93
DÉPENSES EN ATTÉNUATION DES RECETTES	1,00	0,30	29,54	1,50	1,50	1,14	75,69	0,84	284,41
DEPENSES EN CAPITAL	1 413,50	234,97	16,62	1 209,32	1 209,32	172,39	14,25	-62,58	-26,63
INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT	1 403,50	234,50	16,71	1 194,32	1 194,32	165,79	13,88	-68,71	-29,30
FINANCEMENT ETAT	1 018,62	162,50	15,95	781,52	781,52	106,50	13,63	-56,01	-34,47
ETAT SEUL	963,73	160,76	16,68	737,27	725,27	105,43	14,54	-55,33	-34,42
CONTRE PARTIE	54,88	1,74	3,17	44,26	56,26	1,06	1,89	-0,68	-38,84
FINANCEMENT EXTERIEUR	384,89	72,00	18,71	412,80	412,80	59,30	14,36	-12,70	-17,64
SUBVENTION	179,59	23,16	12,89	187,80	187,80	23,58	12,56	0,43	1,84
PRÊT	205,29	48,84	23,79	225,00	225,00	35,71	15,87	-13,13	-26,88
TRANSFERTS EN CAPITAL	10,00	0,47	4,66	15,00	15,00	6,59	43,96	6,13	1 314,85
TOTAL GENERAL	3 694,59	881,81	23,87	3 612,27	3 612,27	730,24	20,22	-151,56	-17,19

Source : DGB, DGCOOP et DGTCP

L'analyse détaillée de la situation d'exécution des dépenses s'articule autour des points suivants :

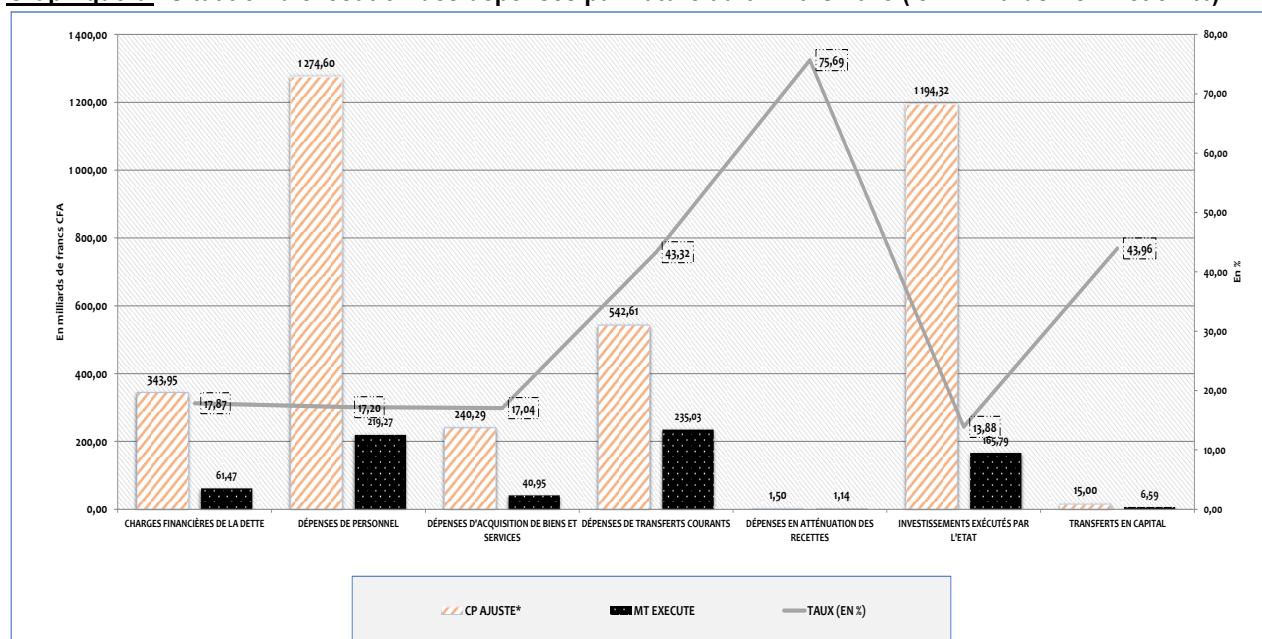
- la situation d'exécution des dépenses par nature ;
- la situation d'exécution des dépenses par programme et dotation budgétaire ;
- la situation d'exécution des crédits délégués ;
- la situation d'exécution des dépenses spécifiques (les dépenses sociales de réduction de la pauvreté, les dépenses liées à la COVID-19, le Fonds de soutien patriotique) ;
- la situation des consommations d'eau, d'électricité et de téléphone.

III.1. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT PAR NATURE

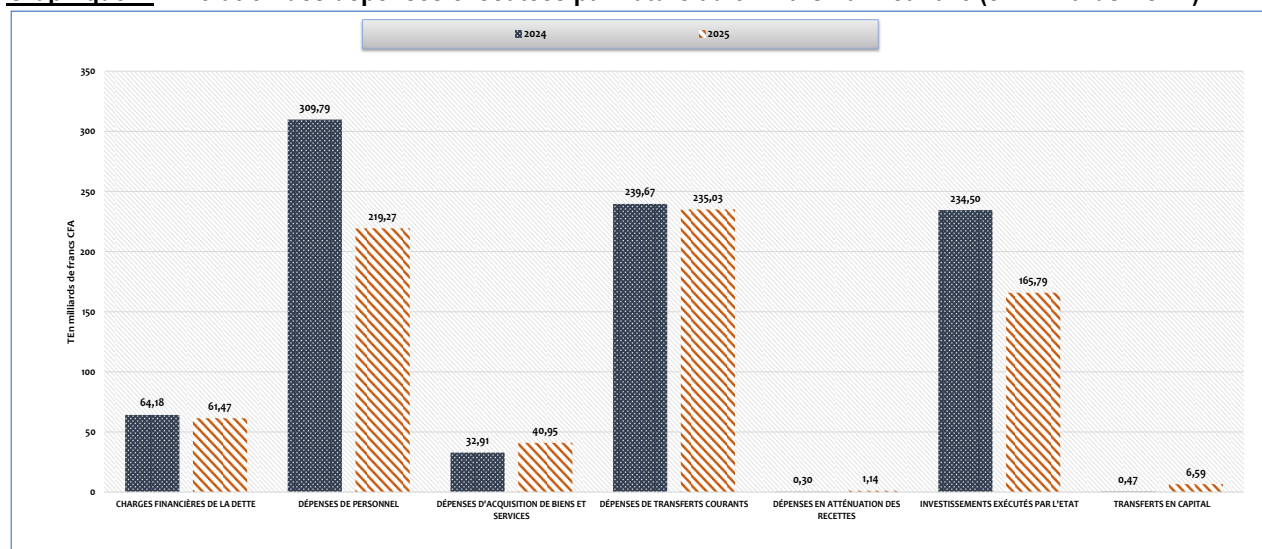
A fin mars, les dépenses ordinaires affichent un niveau d'exécution de **557,86 milliards FCFA** sur des Crédits de paiement (CP) de **2 402,95 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **23,22%**.

Quant aux dépenses en capital, elles s'élèvent à **172,39 milliards FCFA** sur des CP de **1 209,32 milliards FCFA**, correspondant à un taux d'exécution de **14,25%**.

Le graphique suivant illustre le niveau d'exécution des dépenses par nature au 31 mars 2025.

Graphique 6 : Situation d'exécution des dépenses par nature au 31 mars 2025 (en milliards FCFA et en %)**Source :** DGB

Quant au graphique ci-dessous, il illustre la situation d'exécution des dépenses par nature entre 2024 et 2025 au 31 mars.

Graphique 7 : Evolution des dépenses exécutées par nature au 31 mars 2024 et 2025 (en milliards FCFA)**Source :** DGB

III.1.1. Dépenses ordinaires

A fin mars 2025, les dépenses ordinaires exécutées se chiffrent à **557,86 milliards FCFA** sur des CP de **2 402,95 milliards FCFA**, ce qui correspond à un taux d'exécution de **23,22%**. Ce taux d'exécution est inférieur à la cible fixée pour cette période (25,00%) avec un écart de 1,78 point de pourcentage.

En glissement annuel, le volume des dépenses exécutées à fin mars 2025 connaît une contraction de 88,98 milliards FCFA, principalement attribuable à la baisse des dépenses de personnel (-90,52 milliards

FCFA), des transferts courants (-4,64 milliards FCFA) ainsi que des charges financières liées à la dette (-2,71 milliards FCFA). Le taux d'exécution enregistre ainsi une diminution de 5,14 points de pourcentage par rapport à celui de 2024.

Par composante, la situation des dépenses ordinaires se présente comme suit :

A. Charges financières de la dette

Au 31 mars 2025, les paiements relatifs aux charges financières de la dette publique atteignent **61,47 milliards FCFA** sur une enveloppe de **343,95 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **17,87%**. À la même période en 2024, ce taux s'établissait à 21,92%, correspondant à des paiements effectifs de 64,18 milliards FCFA sur un montant de CP de 292,77 milliards FCFA. La comparaison entre les deux exercices révèle une diminution de 2,71 milliards FCFA en valeur absolue.

B. Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel du budget de l'Etat au 31 mars 2025 ont été exécutées à hauteur de **219,27 milliards FCFA** sur une prévision de **1 274,60 milliards FCFA**, soit un taux de **17,20%**. Ce taux est en deçà du taux repère attendu à la même date (25,00%), avec un écart de 7,80 points de pourcentage, correspondant en valeur absolue à un montant de 99,38 milliards FCFA.

Il est important de souligner qu'il ne s'agit pas, à ce stade, d'une marge de manœuvre, et qu'une gestion rigoureuse demeure impérative afin de respecter les plafonds budgétaires ainsi que les engagements pris envers les partenaires techniques et financiers. Il est donc essentiel d'observer une certaine prudence dans la gestion des corrections (avancement, reclassement, bonification d'échelon et mises à jour d'indemnités) au sein des différents ministères et institutions.

Les dépenses exécutées se répartissent entre la solde mensuelle, qui s'élève à 196,16 milliards FCFA et les paiements hors solde, estimés à 23,11 milliards FCFA. Ces derniers concernent notamment les rémunérations versées aux Forces armées nationales (FAN), les traitements des agents relevant de la Fonction publique hospitalière (FPH), les régularisations opérées au sein des représentations diplomatiques ainsi que les indemnités de départ à la retraite.

En 2024, à la même date, le taux d'exécution atteignait 25,77 %, soit un volume de dépenses de 309,79 milliards FCFA, dont 193,88 milliards FCFA pour la solde mensuelle et 115,91 milliards FCFA pour les paiements hors solde.

L'analyse comparative met en lumière une contraction globale de 90,52 milliards FCFA des dépenses de personnel, due principalement à la forte baisse des dépenses hors solde (-92,80 milliards FCFA), alors même que la solde mensuelle progresse légèrement (+2,29 milliards FCFA). Cette progression de la solde résulte principalement de l'augmentation des effectifs des agents publics au cours de la période considérée. À l'inverse, le recul des dépenses hors solde est consécutif à un volume significatif d'engagements visés, mais non encore comptabilisés, en faveur des FAN et des agents de la FPH.

Le détail des dépenses de personnel est joint en **annexe 2**.

C. Dépenses d'acquisition de biens et services

Les dépenses d'acquisition de biens et services à fin mars 2025 se chiffrent à **40,95 milliards FCFA** pour des CP de **240,29 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **17,04%**. Ce taux est en dessous du taux repère linéaire de 25% attendu à cette période, avec un écart de 7,96 points de pourcentage.

Il est à noter que 24 ministères et institutions sur un total de 35 enregistrent des taux d'exécution inférieurs au taux repère.

À titre comparatif, au 31 mars 2024, le taux d'exécution s'établissait à 13,32%, représentant des dépenses de 32,91 milliards FCFA. Ainsi, une augmentation de 8,04 milliards FCFA est observée d'un exercice à l'autre. Cette progression s'explique principalement par l'augmentation des dépenses dans les paragraphes 629 - Autres acquisitions de services (+7,57 milliards FCFA) et 601 - Matières, matériel et fournitures (+3,34 milliards FCFA).

Le taux d'exécution a également progressé de 3,72 points de pourcentage par rapport à celui observé à la même période en 2024.

Le détail est illustré dans *l'annexe 3*.

D. Dépenses de transferts courants

A la date du 31 mars 2025, sur des CP de **542,61 milliards FCFA**, les dépenses de transferts courants exécutées s'élèvent à **235,03 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **43,32%**, supérieur de 18,32 points au taux de référence de 25%.

Ce niveau élevé s'explique en grande partie par l'exécution par voie de déblocage, notamment des subventions de l'État au secteur des hydrocarbures et du gaz (85 milliards FCFA) ainsi que des exonérations sur les marchés publics (15 milliards FCFA).

Cependant, seize (16) sections sur les trente-un (31) concernées par cette catégorie de dépense enregistrent des taux d'exécution inférieurs à la cible (25%).

En 2024 à la même période, le taux d'exécution était de 44,54% pour des dépenses de 239,67 milliards FCFA sur des CP ajustés de 538,12 milliards FCFA.

Entre les deux exercices budgétaires, les dépenses enregistrent une baisse en volume de 4,64 milliards FCFA attribuable essentiellement aux paragraphes 649-Autres transferts (-14,69 milliards FCFA), 639-Subventions à d'autres catégories de bénéficiaires(-12,47 milliards FCFA) et 641-Transferts aux établissements publics nationaux (-5,14 milliards FCFA).

Le taux d'exécution est également en baisse de 1,22 point de pourcentage par rapport à celui de 2024.

Le détail est consigné dans *l'annexe 4*.

E. Dépenses en atténuation des recettes

À la date du 31 mars 2025, les dépenses en atténuation des recettes, prévues à hauteur de 1,50 milliard FCFA, ont été exécutées à hauteur de 1,14 milliard FCFA, soit un taux de 75,69%, bien supérieur au seuil de référence de 25%, soit un écart positif de 50,69 points de pourcentage. À la même période en 2024, ce taux s'élevait à 29,54% pour des dépenses de 0,30 milliard FCFA sur une prévision de 1,00 milliard FCFA.

III.1.2. Dépenses en capital

Le montant exécuté au titre des dépenses en capital se chiffre à **172,39 milliards FCFA** en fin mars 2025 sur des CP de **1 209,32 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **14,25%**. Comparé au taux repère linéaire attendu à fin mars (25,00%), ce taux est en-deçà de l'objectif avec un écart de 10,75 points de pourcentage.

A la même période en 2024, où les dépenses en capital atteignaient 234,97 milliards FCFA (taux d'exécution de 16,62%), on observe une baisse de 62,58 milliards FCFA en volume. Cette contraction résulte principalement du repli des investissements exécutés directement par l'État, en recul de 68,71 milliards FCFA. En conséquence, le taux global d'exécution recule de 2,37 points de pourcentage en glissement annuel.

La situation détaillée se présente comme suit :

A. Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat

A fin mars 2025, le montant des dépenses au titre des investissements, toutes sources de financement confondues, s'élève à **165,79 milliards FCFA** sur des CP de **1 194,32 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **13,88%**. Ce taux est inférieur au taux repère linéaire (25,00%) à cette période de l'année, avec un écart de 11,12 points de pourcentage.

En 2024, à la même période, les investissements s'élevaient à 234,50 milliards FCFA, pour un taux d'exécution de 16,71%. La comparaison entre les deux périodes met en évidence une diminution de 68,71 milliards FCFA en volume, résultant de la baisse simultanée des investissements financés sur ressources extérieures (-12,70 milliards FCFA) et sur ressources propres (-56,01 milliards FCFA).

- **Dépenses d'investissements sur ressources propres**

À la date du 31 mars 2025, les investissements sur ressources propres s'établissent à 106,50 milliards FCFA sur des CP de 781,52 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 13,63%, en recul de 11,37 points par rapport au taux repère linéaire attendu (25%).

De l'analyse par structure, il ressort que 25 ministères et institutions sur un total de 29 enregistrent des taux d'exécution inférieurs au taux repère.

En comparaison, à la même période de 2024, les dépenses d'investissements sur ressources propres s'élevaient à 162,50 milliards FCFA, représentant un taux d'exécution de 15,95%. Ainsi, en glissement annuel, ces dépenses accusent une baisse de 56,01 milliards FCFA. Cette contraction provient d'une diminution de 55,33 milliards FCFA des investissements financés exclusivement par l'État, à laquelle s'ajoute une réduction de 0,68 milliard FCFA des contreparties de l'État dans les projets et programmes de développement.

Le détail de l'exécution de ces investissements est présenté en **annexe 5**.

- **Dépenses d'investissements financés sur ressources extérieures**

A fin mars 2025, le montant total des décaissements (base ordonnancement) s'élève à **59,30 milliards FCFA** répartis en subventions pour 23,58 milliards FCFA et 35,71 milliards FCFA en prêts. Le taux d'exécution se situe ainsi à **14,36%** par rapport aux CP d'un montant de **412,80 milliards FCFA** du budget des appuis projets.

Il convient de noter que ce montant ne prend pas en compte les décaissements hors budget qui s'élèvent à 31,97 milliards FCFA dont 22,17 milliards FCFA au titre des prêts.

En 2024 à la même période, le taux d'exécution de ces dépenses était de 18,71% correspondant à des dépenses ordonnancées de 72,00 milliards FCFA sur des prévisions de 384,89 milliards FCFA. On enregistre ainsi une baisse de 12,70 milliards FCFA en volume et de 4,35 points en taux d'exécution

B. Transferts en capital

Les crédits de paiement relatifs aux transferts en capital sont fixés à **15,00 milliards FCFA** dans le budget 2025. À la fin du premier trimestre, ces dépenses ont été exécutées à hauteur de **6,59 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **43,96%**. Cette performance est principalement portée par les prises de participation à l'intérieur, dont le taux d'exécution atteint 94,58 %.

En 2024, à la même période, le montant exécuté était de 0,47 milliard FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 4,66% sur une prévision de 10,00 milliards FCFA. Ainsi, entre les deux exercices, les dépenses exécutées au titre des transferts en capital ont progressé de 6,13 milliards FCFA. Cette progression résulte essentiellement des prises de participation intérieures dont le niveau d'exécution au premier trimestre 2025 s'élève à 5,67 milliards FCFA, contre aucune exécution enregistrée à la même période en 2024.

III.2. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PAR PROGRAMME ET DOTATION BUDGETAIRE

Cette partie présente l'analyse (hors financements extérieurs, dépenses de personnel et charges financières de la dette) des crédits de paiement et des crédits d'autorisation d'engagement par programme et dotation. Le nombre de programmes et de dotations concernés est de 126 au titre de l'analyse des CP et de 86 pour ce qui est de l'analyse des AE.

III.2.1. Situation d'exécution des crédits de paiement par programme et dotation budgétaire

L'état de consommation des CP à la date du 31 mars se présente comme suit :

- 89 programmes enregistrent des taux d'exécution inférieurs à 25% ;
- 20 programmes enregistrent des taux d'exécution des crédits de paiement compris entre 25% et 50% ;
- 12 programmes enregistrent des taux d'exécution des crédits de paiement compris entre 50% et 75% ;
- 05 programmes enregistrent des taux d'exécution supérieurs ou égaux à 75%.

L'annexe 6 donne la situation d'exécution des programmes et dotations budgétaires.

III.2.2. Situation d'exécution des autorisations d'engagement par programme et dotation budgétaire

La situation détaillée de consommation des AE se présente comme suit :

- 81 programmes enregistrent des taux d'exécution des AE inférieurs à 25% ;
- 02 programmes enregistrent des taux d'exécution des AE compris entre 25% et 50% ;
- 01 programme enregistre un taux d'exécution des AE compris entre 50% et 75% ;
- 02 programmes enregistrent des taux d'exécution des AE supérieurs ou égaux à 75%.

En somme, il ressort que les prévisions d'AE de **342,21 milliards FCFA** ont été exécutées (hors financements extérieurs) à hauteur de **11,58 milliards FCFA** d'où un taux d'exécution de **3,38%**.

L'annexe 7 donne le niveau d'exécution des AE par programme.

III.3. SITUATION D'EXECUTION DES CREDITS DELEGUES

Les prévisions de dépenses au titre des crédits délégués en 2025 s'élèvent à **62,56 milliards FCFA** (hors financements extérieurs) dont 44,80 milliards FCFA de dépenses ordinaires et 17,76 milliards FCFA de dépenses en capital. Les montants exécutés au 31 mars 2025 s'établissent à **15,47 milliards FCFA** soit un taux d'exécution de **24,73%**.

A la même date en 2024, le taux d'exécution des crédits délégués était de 10,54 % correspondant à des dépenses exécutées de 6,81 milliards FCFA.

Les annexes 8 et 9 donnent le niveau d'exécution des CP des crédits délégués par ministère et institution ainsi que par région.

III.4. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES SPECIFIQUES

III.4.1. Situation d'exécution des dépenses sociales de réduction de la pauvreté

Les dépenses sociales dédiées à la réduction de la pauvreté correspondent aux allocations budgétaires spécifiquement identifiées dans le budget de l'État pour contribuer à la réalisation des objectifs de lutte contre la pauvreté. Pour l'exercice 2025, la Loi de finances prévoit un montant total de **592,21 milliards FCFA** pour ces dépenses dont **316,36 milliards FCFA** au titre des dépenses ordinaires.

A fin mars 2025, le niveau d'exécution de ces dépenses se chiffre à **90,26 milliards FCFA** « engagée comptabilisée » et à **106,55 milliards FCFA** « engagée visée » sur des crédits de paiement de 592,21 milliards FCFA, soit des taux d'exécution respectifs de **15,24%** et **17,99%**.

L'annexe 10 fournit le détail de l'exécution de ces dépenses par ministère et institution.

III.4.2. Situation d'exécution des dépenses spécifiques pour prendre en charge les effets de la COVID-19

Le montant des crédits prévus par la LFI 2025 pour prendre en charge les effets de la COVID-19 s'élève à **7,23 milliards FCFA** et concerne le Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale. Ce montant est destiné à la prise en charge de la distribution gratuite des vivres, des kits d'hygiène et de dignité.

A la date du 31 mars, ces dépenses n'ont pas encore fait l'objet d'exécution dans le système d'information.

III.4.3. Situation d'exécution du Fonds de soutien patriotique (FSP)

La présente situation d'exécution financière rend compte des ressources mobilisées, de l'état des dépenses effectuées ainsi que du niveau des disponibilités.

A. Au titre de la mobilisation des ressources financières

Au 31 mars 2025, les ressources financières mobilisées à travers le Compte d'affectation spéciale - Fonds de soutien patriotique (CAS-FSP) s'élèvent à **35,17 milliards FCFA** pour une prévision annuelle de **150,00 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **23,45%**.

La structure des ressources mobilisées est détaillée dans **l'annexe 14** et se répartit comme suit :

- impôts et taxes sur les produits de consommations : 45,92% ;
- cessions volontaires de salaires : 1,11% ;
- retenues obligatoires de salaire : 31,70% ;
- contributions volontaires : 1,50% dont 0,22% en provenance des personnes morales ;
- affectations de ressources spécifiques : 0,33% ;
- prélèvements sur les produits importés (Douanes) : 7,71% ;
- prélèvements sur les téléphonies /TV : 11,72%.

B. Au titre de l'exécution des dépenses

À la même date, soit au 31 mars 2025, les dépenses effectuées à partir du CAS-FSP s'élèvent à **28,28 milliards FCFA**.

C. Situation des disponibilités du FSP

A la date du 31 mars 2025, le compte CAS-FSP présente un solde de **46,22 milliards F CFA** et les soldes des comptes Orange et Moov sont respectivement de 13,13 millions FCFA et 20,66 millions FCFA. Il en résulte une disponibilité totale de 46, 25 milliards FCFA.

La situation des disponibilités est consignée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 6 : Situation des disponibilités du FSP au 31 mars 2025 (en FCFA)

NATURE/INTITULE	BALANCE D'ENTREE 2025	ENCAISSEMENTS 2025	DEPENSES CAS-FSP 2025	SOLDE DU JOUR
COMPTE TRESOR 443590001597	39 348 575 226	35 164 184 934	28 289 700 000	46 223 060 160
ORANGE MONEY	7 015 149	6 115 466	-	13 130 615
MOOV MONEY	19 388 719	1 273 465	-	20 662 184
TOTAL	39 374 979 094	35 171 573 865	28 289 700 000	46 256 852 959

Source : DGTCP

III.5. SITUATION DES DEPENSES DE CONSOMMATIONS D'EAU, D'ELECTRICITE ET DE TELEPHONE (EET)

Les facturations globales des consommations d'eau (à fin janvier 2025), d'électricité (à fin janvier 2025) et de téléphone (à fin février 2025) des ministères et institutions au premier trimestre 2025 se sont établies à **3,20 milliards FCFA** contre 3,14 milliards FCFA en 2024.

La présente analyse des dépenses liées à la consommation d'Eau, d'Electricité et de Téléphone (EET), arrêtée au 31 mars 2025, prend en compte à la fois les niveaux de consommation constatés ainsi que l'état d'exécution des crédits budgétaires y afférents. Un bref aperçu est par ailleurs présenté sur les principales mesures de rationalisation entreprises au cours de la période.

III.5.1. Analyse des dépenses de consommation d'eau

À la date du 31 janvier 2025, le montant cumulé des factures d'eau de l'administration publique s'établit à **0,75 milliard FCFA**, contre 0,74 milliard FCFA à la même période de l'année précédente, soit une légère hausse de 0,01 milliard en valeur absolue et de 2,00% en valeur relative. Cette progression résulte principalement d'augmentations significatives enregistrées au sein de certaines structures, notamment :

- le Ministère des infrastructures avec une hausse en valeur absolue de 19,69 millions FCFA et de 480,01% en valeur relative ;
- le Ministère de la justice et des droits humains , chargé des relations avec les institutions, garde des sceaux avec une augmentation en valeur absolue de 08,50 millions FCFA et de 17,58% en valeur relative ;
- le Ministère des sports, de la jeunesse et de l'emploi avec une hausse en valeur absolue de 07,68 millions FCFA et de 225,50% en valeur relative.

Toutefois, d'autres ministères ont observé une réduction de leurs consommations, à savoir :

- du Ministère de la défense nationale et des anciens combattants avec une baisse de 53,63 millions FCFA en valeur absolue et de 20,28% en valeur relative ;
- du Ministère de l'administration territoriale et de la mobilité avec une diminution de 15,67 millions FCFA en valeur absolue et de 43,26% en valeur relative ;
- du Ministère de la communication, de la culture, des arts et du tourisme avec une baisse de 4,11 millions FCFA en valeur absolue et de 29,32% en valeur relative.

Au 31 mars 2025, l'exécution des crédits alloués aux factures d'eau s'établit à **0,35 milliard FCFA** sur une dotation d'environ **9,60 milliards FCFA, soit 3,65%**. Au premier trimestre 2024, sur une dotation de 9,44 milliards FCFA, un montant de 0,21 milliard FCFA avait été exécuté, soit un taux de 02,19%.

III.5.2. Analyse des dépenses de consommation d'électricité

Le montant cumulé des factures d'électricité, arrêté à fin janvier 2025, s'élève à **1,59 milliard FCFA**, contre 1,60 milliard FCFA à fin janvier 2024, soit une légère diminution de 0,01 milliard en valeur absolue et de 0,86% en valeur relative. Cette baisse est imputable à la réduction des consommations observée dans plusieurs entités administratives, notamment :

- le Ministère de la santé avec une diminution de 23,56 millions FCFA en valeur absolue et de 05,55% en valeur relative ;
- le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation avec une baisse de 11,83 millions FCFA en valeur absolue et de 18,95% en valeur relative ;
- la Présidence du Faso avec une diminution de 09,75 millions FCFA en valeur absolue et de 16,74% en valeur relative.

Cependant, d'autres structures ont enregistré des hausses de consommation en électricité au cours de la période, à savoir :

- le Ministère de l'économie et des finances avec une hausse de 19,01 millions FCFA en valeur absolue et de 10,88% en valeur relative ;
- le Ministère de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques avec une augmentation de 12,11 millions FCFA en valeur absolue et de 14,68% en valeur relative ;
- l'Assemblée législative de transition avec une hausse de 01,64 millions FCFA en valeur absolue et de 10,26% en valeur relative.

Au 31 mars 2025, l'exécution des crédits alloués au règlement des factures d'électricité s'élève à **0,10 milliard FCFA** sur une dotation de **26,73 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **0,37%**, contre 1,14% à la même date en 2024.

III.5.3. Analyse des dépenses de consommation de téléphone

Les factures de téléphone de l'administration à fin février 2025 s'élèvent à **0,86 milliard FCFA** contre 0,80 milliard FCFA en fin mars 2024, soit une hausse en valeur absolue d'environ 0,06 milliard FCFA et en valeur relative de 7,18%.

Cette augmentation des consommations liées au téléphone sur la période est la résultante de la hausse des consommations dans certaines structures et particulièrement au niveau :

- du Ministère de la défense nationale et des anciens combattants avec une augmentation de 111,22 millions en valeur absolue et de 152,52% en valeur relative. Cette hausse s'explique par l'effet des avoirs de consommations de téléphone du dernier trimestre de 2023 sur la consommation de janvier 2024 du ministère ;
- de la Présidence du Faso avec une hausse de 16,50 millions en valeur absolue et de 13,94% en valeur relative ;
- du Ministère de la santé avec une augmentation de 08,84 millions en valeur absolue et de 36,75% en valeur relative.

En revanche, plusieurs ministères ont enregistré une baisse notable de leurs consommations, en particulier :

- le Ministère de l'administration territoriale et de la mobilité avec une diminution de 57,23 millions en valeur absolue et de 90,31% en valeur relative ;
- le Ministère de la fonction publique, du travail et de la protection sociale avec une baisse d'environ 42,00 millions en valeur absolue et de 125,47% en valeur relative. Cette baisse est imputable aux

factures négatives enregistrées en janvier et février 2025 dû aux avoirs de consommations du dernier trimestre de 2024 ;

- le Ministère des affaires étrangères, de la coopération régionale et des Burkinabè de l'extérieur avec une diminution de 36,62 millions en valeur absolue et de 257,86% en valeur relative. Cette baisse est également imputable aux factures négatives enregistrées en janvier et février 2025 dû aux avoirs de consommations du dernier trimestre de 2024 ;
- le Ministère de l'économie et des finances avec une baisse de 15,69 millions en valeur absolue et de 8,62% en valeur relative.

Au 31 mars 2025, l'exécution budgétaire relative aux factures de téléphone s'élève à **0,17 milliard FCFA** sur une dotation annuelle de **6,90 milliards FCFA**, soit un taux d'absorption de **2,46%**, contre 1,70% à la même période en 2024.

Les annexes 11, 12 et 13 donnent les situations des consommations d'eau, d'électricité et de téléphone.

III.5.4. Actions de rationalisation des dépenses en eau, électricité et de téléphone

Au 31 mars 2025, les actions entreprises en matière de rationalisation des dépenses d'eau, d'électricité et de téléphone ont essentiellement porté sur la préparation des missions de contrôle inopiné et de vérification des compteurs. Cette phase préparatoire a notamment permis la constitution d'une base de données recensant l'ensemble des compteurs d'eau et d'électricité des structures administratives.

Les opérations de contrôle et d'audit proprement dites sont prévues pour être lancées au cours du deuxième trimestre de l'année 2025.

III.5.5. Difficultés rencontrées et des perspectives

Les difficultés rencontrées dans l'analyse des dépenses de consommation d'eau, d'électricité et de téléphone demeurent essentiellement le décalage entre la période de l'élaboration du rapport trimestriel et la transmission des situations de consommations par les opérateurs. En effet, en début avril, il n'est pas possible de disposer des factures de consommations de mars.

En perspectives, au titre du deuxième trimestre 2025, il est envisagé la poursuite de la rationalisation des consommations d'électricité, d'eau et de téléphone à travers les opérations de contrôles inopinés et de vérification des compteurs dans les grandes villes. Cette action contribuera à la mise en œuvre des orientations pour une meilleure exécution du budget de l'Etat.

IV. ANALYSE DES INDICATEURS DE BONNE GOUVERNANCE DES MARCHES PUBLICS

La bonne gouvernance en matière de marchés publics est appréciée à travers deux indicateurs (**IP18 et IP19**). L'indicateur IP18 apprécie le pourcentage des marchés publics conclus dans le délai de validité des offres et l'indicateur IP19 apprécie le pourcentage des marchés publics conclus suivant le type de procédure.

La situation des indicateurs se présente comme suit :

IV.1. DU RESPECT DE L'INDICATEUR « IP18 »

Pour l'indicateur **IP18**, il peut être noté qu'à fin mars 2025, sur un total de **48** marchés approuvés concernés par le délai de traitement, tous ont été conclus dans le délai de validité des offres, soit un taux de **100%** pour une cible supérieure à **90%** selon la matrice du cadre de résultats 2025-2027 du PTA du MEF.

Lesdits marchés approuvés et concernés par le délai de validité des offres se composent uniquement de marchés financés sur ressources propres.

Il ressort donc un respect de l'indicateur IP18 à fin mars 2025.

IV.2. DU RESPECT DE L'INDICATEUR « IP19 »

Le détail des marchés approuvés à fin mars 2025 suivant le type de procédure se présente comme suit :

- **Appel à concurrence ouverte**

41 marchés passés par appel à concurrence ouverte ont été approuvés à fin mars 2025 pour un montant de **6,99 milliards FCFA**.

Le taux des appels à concurrence ouverte à fin mars 2025 est de **61,15%** selon la valeur et **85,42%** selon le nombre pour une norme d'au moins **85%** dans les deux cas.

- **Procédures exceptionnelles** (Entente directe et Appel à concurrence restreinte) :

7 marchés passés par les procédures exceptionnelles ont été approuvés à fin mars 2025 pour un montant total de **4,44 milliards FCFA**. Ces marchés représentent des taux de **38,85%** selon la valeur et **14,58%** selon le nombre pour une cible prévisionnelle inférieure à **15 %** dans les deux cas.

Il est alors noté un non-respect de l'indicateur IP 19 en valeur et un respect dudit indicateur en nombre.

Cela pourrait s'expliquer par le nombre et montant élevés des marchés conclus par la procédure d'entente directe dans le cadre des projets spécifiques de la transition.

V. SITUATION DES REMISES DE PENALITES DE RETARD ET DE PAIEMENT D'INTERETS MORATOIRES.

A la date du 31 mars 2025, il a été accordé des remises de pénalités de retard à hauteur de **343,74 millions FCFA** pour **11 requêtes**. A la même date en 2024, on avait également enregistré 11 requêtes ayant bénéficié de remise pour un montant de 245,32 millions FCFA.

Ces remises de pénalités de retard s'expliquent essentiellement par des manquements des autorités contractantes dans le suivi de l'exécution des contrats, par des pénalités de retard indument calculées ou par des cas de force majeure intervenus dans l'exécution des prestations relatives aux marchés.

Pour ce qui concerne les intérêts moratoires, au 31 mars 2025, il a été émis **01 avis favorable** pour le paiement d'intérêts moratoires correspondant à un montant de **3,59 millions FCFA**. A la même date en 2024, 02 avis favorables avaient été émis pour le paiement d'intérêts moratoires d'un montant de 9,47 millions FCFA.

Les recours au paiement d'intérêts moratoires sont motivés essentiellement par :

- ✓ le retard de paiement des avances de démarrage, des acomptes intermédiaires et des factures définitives ;
- ✓ les changements institutionnels qui ne permettent pas le traitement diligent des factures en instances de paiement.

VI. SITUATION D'EXECUTION DU PLAN DE DEBLOCAGE DE FONDS

L'analyse de la situation d'exécution du Plan de déblocage de fonds (PDF) des ministères et institutions au 31 mars 2025 est faite sur la base des objectifs du trimestre, par nature des dépenses d'une part et par programme d'autre part.

VI.1. SITUATION D'EXECUTION PAR NATURES DE DEPENSES

Au 31 mars 2025, le niveau global des déblocages effectués est de **350,28 milliards FCFA** sur une prévision de **1 242,46 milliards FCFA**, correspondant à un taux d'exécution de **28,19%**.

Par nature de dépenses, les taux d'exécution sont les suivants :

- 22,61% pour les dépenses de personnel ;
- 28,90% pour les acquisitions de biens et services ;
- 40,14% pour les transferts courants ;
- 16,93% pour les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat.

Le tableau suivant fournit le détail de la mise en œuvre du PDF au 31 mars 2025

Tableau 7 : Situation d'exécution du PDF, par grandes natures de dépenses, à fin mars 2025 (en milliers FCFA)

NATURES DE DEPENSES	Prévisions déblocage {1}	Montant débloqué {2}	Taux d'exécution {3=2/1}	Ecart- prévisions et réalisations {4=1-2}
Dépenses de personnel	235 009 245 303	53 144 211 500	22,61	181 865 033 803
Dépenses d'acquisition de biens et services	350 059 365 718	101 174 458 000	28,9	248 884 907 718
Dépenses de transferts courants	364 741 347 054	146 404 492 341	40,14	218 336 854 713
Investissements exécutés par l'Etat	292 648 583 527	49 557 636 500	16,93	243 090 947 027
Total général	1 242 458 541 603	350 280 798 341	28,19	892 177 743 262

Source : DG-CMEF**VI.2. SITUATION D'EXECUTION DU PDF PAR MINISTERE ET INSTITUTION**

A fin mars 2025, l'analyse de la situation indique pour l'ensemble des ministères et institutions, un taux d'exécution global de **28,19%** pour des prévisions. Sur trente-six (36) ministères et institutions :

- 01 ministère ne dispose pas de PDF. Il s'agit du Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat ;
- 09 n'ont pas connu de début d'exécution ;
- 08 enregistrent des taux d'exécution compris entre 1% et 25%, soit un poids de 50,07% de l'ensemble des déblocages effectués ;
- 08 ont des taux de déblocage compris entre 25% et 50%, ce qui représente un poids de 33,45% du montant débloqué du trimestre ;
- 05 enregistrent des taux d'exécution compris entre 50% et 75%, soit un poids de 6,17% du montant débloqué de la période ;
- 06 institutions ont des taux de déblocage compris entre 75% et 100%, ce qui représente un poids de 10,31% des déblocages effectués.

Il faut donc noter que globalement l'exécution du PDF est satisfaisante en se référant au taux de repère de la période.

La situation d'exécution du PDF au 31 mars 2025 est consignée dans **l'annexe 15**.

VI.3. SITUATION D'EXECUTION DU PDF PAR PROGRAMME

La présente situation concerne cent vingt un (121) programmes budgétaires des ministères et institutions. A la date du 31 mars 2025, la situation d'exécution du Plan de déblocage de fonds par programme, base prévisions annuelles, se présente comme suit :

- 46 programmes n'ont pas connu de début d'exécution ;
- 26 programmes enregistrent un taux compris entre 1% et 25% pour un volume de 48,72 milliards FCFA, représentant 13,91% du montant débloqué de la période ;
- 26 programmes affichent des taux compris entre 25% et 50%. Avec un volume débloqué de 184,71 milliards FCFA, ces programmes représentent 52,73% du montant global des déblocages ;
- 14 programmes ont des taux d'exécution compris entre 50% et 75% avec un volume de 85,04 milliards FCFA, soit un poids de 24,28% du montant total débloqué ;
- 9 programmes enregistrent des taux de déblocage compris entre 75% et 100% avec un volume de 31,81 milliards, soit un poids de 9,08% des déblocages effectifs.

Le détail de la situation de déblocage par programmes est consigné dans ***l'annexe 16***.

VI.4. DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS DE DEBLOCAGE DES FONDS

Au titre des difficultés rencontrées, il ressort entre autres :

- l'élaboration tardive des plans de déblocage en raison du temps mis pour l'adoption du projet de Loi de finances initiale ;
- la justification tardive des précédents déblocages qui conditionne l'exécution des lignes concernées au titre de l'exercice 2025 ;
- le non-respect de la nomenclature budgétaire qui engendre des réaménagements fréquents.

VII. EVOLUTION DU DELAI DE PAIEMENT DE LA DEPENSE PUBLIQUE

Le délai de paiement s'entend de la période qui va de la délivrance par le gestionnaire de crédits du reçu de demande de liquidation au règlement de la dépense par le comptable public. C'est un indicateur qui témoigne de la bonne performance administrative et économique d'un pays. Réduire davantage ce délai constitue une préoccupation constante de notre administration.

De ce fait, il a été décidé de la création des Directions de la solde et de l'ordonnancement auprès de tous les ministères et institutions afin de réduire les délais de paiement, de mieux accompagner l'exécution du budget de l'Etat en mode programme et partant, de faciliter l'application du principe d'ordonnancement multiple.

Le référentiel des délais de paiement en matière d'exécution des dépenses publiques a été actualisé et les délais de paiement sont suivis auprès desdits ministères et institutions. Les délais sont également calculés sur les dépenses exécutées sous la forme de crédits délégués au niveau déconcentré.

Par ailleurs, les dossiers qui font l'objet de suivi, ne concernent que ceux de la procédure normale d'exécution des dépenses publiques.

VII.1. DELAI DE PAIEMENT AU NIVEAU CENTRAL

Du 1^{er} janvier au 31 mars 2025, **30 mandats** de l'année 2025 ont été payés pour un montant de **1,71 milliard FCFA**. Le délai moyen de paiement de ces dossiers est de **34 jours** pour une norme référentielle de 47 jours.

VII.2. DELAI DE PAIEMENT AU NIVEAU DECONCENTRE

A fin mars 2025, **152 mandats** de l'année 2025 ont été payés sur les crédits délégués pour un montant de **358,07 millions FCFA**. Le délai moyen de paiement de ces dossiers est de **25 jours** pour une norme référentielle de 47 jours.

Dans l'ensemble, on note un respect des délais de paiement au 31 mars 2025 tant au niveau central que déconcentré.

Dans le cadre de l'amélioration des délais de paiement, il est prévu la poursuite des réformes budgétaires et comptables engagées et le processus de digitalisation des procédures à travers la stabilisation des outils.

VIII. GESTION DE LA TRESORERIE DE L'ETAT

La gestion de la trésorerie de l'Etat a pour objectif principal de permettre à l'Etat et ses démembrements d'honorer tous les engagements financiers échus à bonne date.

La présente partie donne un aperçu de la situation de la trésorerie sur les encaissements, les décaissements, les instances de paiement ainsi que des difficultés.

VIII.1. SITUATION DES ENCAISSEMENTS

Au 31 mars 2025, au total **911,20 milliards FCFA** ont été encaissés sur des comptes de disponibilités des comptes directs du Trésor, contre 803,25 milliards FCFA au 31 mars 2024, soit une progression de 13,44%

Entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2025, l'Etat a émis six (06) titres publics pour un montant net de **206,42 milliards FCFA**, représentant 22,65% des encaissements de la période sous revue. Cela montre l'importance des titres publics dans le financement de la trésorerie de l'Etat. Toutefois, l'accent doit être mis sur la mobilisation des ressources internes pour mieux financer cette trésorerie.

Au titre des financements extérieurs notamment les "appuis budgétaires", il a été enregistré un décaissement de 5,98 milliards FCFA de la part de la Banque Mondiale au titre des remboursements de paiements effectués dans des secteurs déterminés.

VIII.2. SITUATION DES DECAISSEMENTS

Au 31 mars 2025, le montant total des décaissements effectués par le Trésor Public se chiffre à **969,70 milliards FCFA**. A la même période en 2024, les décaissements se situaient à 815,32 milliards FCFA, soit un taux de progression annuel de 18,94%.

VIII.3. SOLDE DES OPERATIONS D'ENCAISSEMENTS ET DE DECAISSEMENTS

Sur la période sous revue, en rapprochant les encaissements des décaissements, il se dégage un solde débiteur de **58,50 milliards FCFA**. Ce solde est entièrement couvert par les disponibilités de début de période.

VIII.4. EVOLUTION DES INSTANCES DE PAIEMENT

Les dépenses en instance de paiement au niveau des principaux postes comptables au 31 mars 2025, se chiffrent à **138,05 milliards FCFA**.

VIII.5. PRINCIPALES DIFFICULTES

Les facteurs qui rendent la trésorerie de l'Etat inconfortable au 31 mars 2025 sont entre autres :

- la difficulté d'accès à l'endettement d'où les résultats mitigés des émissions de titres publics sur le marché financier sous régional ;
- des retards dans le nivellement des soldes des comptes en banques commerciales vers le compte unique du trésor.

IX. ANALYSE DES PRINCIPAUX SOLDES ET INDICATEURS DE PERFORMANCES DE LA GESTION BUDGETAIRE

Une analyse des principaux soldes et indicateurs issus de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2025 au 31 mars, permettra d'apprécier la performance des mesures entreprises par les autorités en matière de gouvernance budgétaire et économique et de prendre des décisions avisées pour la revue à mi-parcours, exercice 2025.

IX.1. SOLDES BUDGETAIRES

Au 31 mars 2025, l'exécution du budget général de l'Etat dégage une épargne budgétaire⁵ de **86,32 milliards FCFA** et un solde budgétaire global⁶ déficitaire de **52,68 milliards FCFA** (hors recouvrement des recettes destinées au CAS « Remboursement crédits TVA » d'un montant de 7,95 milliards FCFA).

L'épargne budgétaire s'est améliorée par rapport au niveau constaté à fin mars 2024. En effet, les ressources propres du budget de l'Etat ont permis à cette date de faire face aux charges de fonctionnement de l'administration publique.

A fin mars 2024, l'épargne budgétaire et le solde budgétaire global étaient déficitaires respectivement de **48,02 milliards FCFA** et de **241,31 milliards FCFA**.

⁵ L'épargne budgétaire est la différence entre les ressources ordinaires et les dépenses ordinaires de l'Etat.

⁶ Le solde budgétaire global est la différence entre les ressources totales et les charges totales de l'Etat.

Tableau 8 : Situation des soldes au 31 mars 2025 (en milliards FCFA)

NATURE	2024	
	PREVISIONS LFI	EXECUTION (Hors recettes destinées pour alimenter les crédits CAS)
	a	c
RESSOURCES TOTALES (A)=B+C	3 149,79	677,57
RECETTES ORDINAIRES (B)	2961,99	644,18
RECETTE EXTRAORDINAIRE(C)	187,80	33,39
DEPENSES TOTALES (D)=E+F	3 612,27	730,25
DEPENSES ORDINAIRES(E)	2 402,95	557,86
DEPENSES EN CAPITAL(F)	1 209,32	172,39
EPARGNE BUDGETAIRE(G)= B-E	559,04	86,32
Solde Budgétaire Global(H)=A-D	-462,48	-52,68

Source : DGB

IX.2. AGREGATS DU TOFE

Les montants de quelques agrégats du TOFE, y compris FSP, ressortent comme suit :

- les **recettes propres de l'Etat**, ont atteint un niveau de 655,13 milliards FCFA à fin mars 2025 contre 639,08 milliards FCFA à la même période de 2024, soit une augmentation de 16,05 milliards FCFA (+2,51%). Cette performance est expliquée par la hausse des recettes fiscales de 39,94 milliards FCFA (+7,07%), les recettes non fiscales enregistrant une baisse de 23,88 milliards FCFA (-32,21%) ;
- le **déficit global base engagement** est ressorti à 65,80 milliards FCFA à fin mars 2025 contre un déficit de 166,69 milliards FCFA à fin mars 2024, soit une amélioration de 100,89 milliards FCFA ;
- le **financement intérieur net de l'Etat** est ressorti à 34,83 milliards FCFA à fin mars 2025. A fin mars 2024, il se situait à 16,73 milliards FCFA.

X. RECOMMANDATIONS

Au titre des recommandations, il convient de poursuivre les efforts en faveur de l'efficacité de la dépense budgétaire axée sur le financement des priorités du Gouvernement. A cet effet, les ordonnateurs sont invités à réengager en priorité, sur le budget 2025, les dépenses non abouties des exercices 2024 et antérieurs, avant tout nouvel engagement.

CONCLUSION

Au 31 mars 2025, la situation d'exécution du budget de l'État se révèle globalement satisfaisante, et ce, malgré un contexte socio-économique et sécuritaire particulièrement contraignant. Plusieurs constats significatifs peuvent être mis en exergue :

- un taux de recouvrement des recettes de 93,57% pour le premier trimestre, correspondant à un niveau de réalisation annuel de 20,93% ;
- un taux d'exécution des dépenses établi à 20,22% ;
- un niveau d'épargne budgétaire s'élevant à 86,32 milliards de FCFA, contrebalancé par un solde budgétaire global déficitaire de 52,68 milliards de FCFA ;
- une augmentation notable du montant exécuté au titre des requêtes relatives aux remises de pénalités de retard, passant de 245,32 milliards FCFA en 2024 à 343,74 milliards FCFA en 2025 ;
- une diminution significative des paiements effectués au titre des intérêts moratoires, qui passent de 9,47 milliards FCFA en 2024 à 3,49 milliards FCFA en 2025.

Ces éléments traduisent une dynamique budgétaire maîtrisée, bien que confrontée à des défis persistants, appelant à la poursuite des efforts d'optimisation dans la mobilisation des ressources et la gestion des dépenses publiques.

ANNEXES

Annexe 1: Situation d'exécution des crédits de paiement par ministère et institution hors dépenses de personnel et financements extérieurs au 31 mars 2025 (en FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/e	i	j=i/b
01-Présidence du Faso	37 609 507 000	37 609 507 000	2 389 116 000	6,35	2 216 666 000	5,89	2 216 666 000	100,00	2 216 666 000	5,89
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	726 369 000	726 369 000	101 708 069	14,00	101 708 069	14,00	17 018 200	16,73	17 018 200	2,34
03-Primature	5 487 061 000	5 487 061 000	2 149 803 299	39,18	2 049 104 625	37,34	1 538 095 552	75,06	1 538 095 552	28,03
04-Parlement	10 000 000 000	10 000 000 000	5 000 000 000	50,00	0	0,00	0		0	0,00
06-Conseil National de Sécurité d'Etat	21 676 349 000	21 676 349 000	21 676 349 000	100,00	21 676 349 000	100,00	21 676 349 000	100,00	21 676 349 000	100,00
09-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	28 146 132 000	28 146 132 000	4 333 737 244	15,40	4 244 475 296	15,08	3 838 272 261	90,43	3 838 272 261	13,64
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	10 087 937 000	10 087 937 000	1 300 716 388	12,89	1 203 439 803	11,93	277 346 900	23,05	277 346 900	2,75
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	197 412 187 000	197 412 187 000	39 899 283 250	20,21	0	0,00	0		0	0,00
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	22 815 784 000	22 815 784 000	415 458 747	1,82	163 192 154	0,72	0	0,00	0	0,00
13-Ministère de la Sécurité	31 337 073 000	31 337 073 000	16 851 034 381	53,77	16 794 318 614	53,59	13 167 383 189	78,40	13 167 383 189	42,02
14-Ministère de l'Economie et des Finances	88 709 570 000	88 709 570 000	14 942 595 587	16,84	14 675 057 135	16,54	10 160 081 317	69,23	10 183 767 317	11,48
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	44 390 442 000	44 390 442 000	3 439 952 421	7,75	2 359 002 392	5,31	1 707 678 000	72,39	1 706 178 000	3,84
18-Ministère de la Communication, de la Culture des Arts et du Tourisme	22 793 296 000	22 793 296 000	8 938 119 408	39,21	7 718 094 408	33,86	7 413 483 560	96,05	7 413 483 560	32,52
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	17 132 240 000	17 132 240 000	3 664 837 850	21,39	3 372 206 899	19,68	2 849 277 500	84,49	2 849 277 500	16,63
21-Ministère de la Santé	209 904 857 000	209 904 857 000	39 522 752 611	18,83	39 287 201 580	18,72	13 505 380 853	34,38	13 505 380 853	6,43
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	20 666 643 000	20 666 643 000	2 428 779 274	11,75	2 155 235 785	10,43	1 826 709 010	84,76	1 826 709 010	8,84
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	72 212 871 000	72 212 871 000	8 105 994 338	11,23	7 360 363 933	10,19	5 514 020 776	74,92	5 514 020 776	7,64
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	98 837 324 000	98 837 324 000	37 371 953 763	37,81	29 788 229 857	30,14	28 356 602 720	95,19	28 356 602 720	28,69
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	28 678 161 000	28 678 161 000	16 087 675 343	56,10	15 854 349 099	55,28	15 846 136 399	99,95	15 846 136 399	55,26
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	5 846 678 000	5 846 678 000	222 043 770	3,80	214 484 167	3,67	190 069 852	88,62	190 069 852	3,25
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	81 448 990 000	81 448 990 000	2 261 209 631	2,78	598 267 731	0,73	118 909 565	19,88	118 909 565	0,15
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	56 349 130 000	56 349 130 000	808 487 062	1,43	448 785 200	0,80	74 615 000	16,63	74 615 000	0,13
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	9 121 872 000	9 121 872 000	669 218 333	7,34	444 403 333	4,87	428 024 500	96,31	428 024 500	4,69
37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	53 574 487 000	53 574 487 000	12 371 540 606	23,09	10 998 741 499	20,53	9 963 106 515	90,58	9 963 106 515	18,60
38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	1 481 541 000	1 481 541 000	258 879 787	17,47	97 643 739	6,59	53 264 600	54,55	53 264 600	3,60
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	43 868 051 000	43 868 051 000	15 215 926 010	34,69	11 410 896 619	26,01	9 249 196 970	81,06	9 249 196 970	21,08
50-Grande Chancellerie des Ordres Burkinabè	754 433 000	754 433 000	0	0,00	0	0,00	0		0	0,00
51-Conseil Supérieur de la Communication	752 917 000	752 917 000	471 528 500	62,63	470 928 500	62,55	470 928 500	100,00	470 928 500	62,55
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte Contre la Corruption	752 343 000	752 343 000	167 451 000	22,26	0	0,00	0		0	0,00
54-Conseil Constitutionnel	383 581 000	383 581 000	227 472 922	59,30	215 544 719	56,19	98 444 500	45,67	98 444 500	25,66
55-Conseil d'Etat	187 073 000	187 073 000	187 073 000	100,00	187 073 000	100,00	187 073 000	100,00	187 073 000	100,00
56-Cour des Comptes	563 535 000	563 535 000	374 317 500	66,42	374 317 500	66,42	244 516 500	65,32	244 516 500	43,39
57-Cour de Cassation	400 096 000	400 096 000	332 680 000	83,15	332 680 000	83,15	332 680 000	100,00	332 680 000	83,15
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	498 365 000	498 365 000	322 170 500	64,65	322 170 500	64,65	322 170 500	100,00	322 170 500	64,65
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	498 999 000	498 999 000	480 297 496	96,25	480 297 496	96,25	480 297 496	100,00	480 297 496	96,25
61-Commission Nationale des Droits Humains	361 133 000	361 133 000	0	0,00	0	0,00	0		0	0,00
99-Dépenses Communes Interministérielles	355 458 491 000	355 458 491 000	192 604 123 121	54,18	192 595 123 121	54,18	187 378 385 735	97,29	187 378 385 735	52,71
Total général	1 580 925 518 000	1 580 925 518 000	455 594 286 211	28,82	390 210 351 773	24,68	339 502 184 470	87,00	339 524 370 470	21,48

Source : SI-N@fola

Annexe 2: Situation d'exécution des dépenses de personnel par ministère et institution au 31 mars 2025(en FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/e	i	j=i/b
01-Présidence du Faso	5 723 095 000	5 723 095 000	1 316 155 070	23,00	1 316 155 070	23,00	1 312 939 979	22,94	1 312 939 979	22,94
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	709 577 000	709 577 000	189 998 805	26,78	189 998 805	26,78	185 363 595	26,12	185 363 595	26,12
03-Primature	2 048 868 000	2 048 868 000	400 453 836	19,55	400 453 836	19,55	400 453 836	19,55	400 453 836	19,55
09-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	32 089 352 000	32 089 352 000	10 989 151 373	34,25	10 989 151 373	34,25	10 978 004 677	34,21	10 978 004 677	34,21
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	28 106 017 000	28 106 017 000	6 857 180 688	24,40	6 857 180 688	24,40	6 857 180 688	24,40	6 857 180 688	24,40
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	321 009 832 000	321 009 832 000	80 243 267 789	25,00	68 809 789	0,02	68 809 789	0,02	68 809 789	0,02
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	12 000 000 000	12 000 000 000	549 776 044	4,58	549 776 044	4,58	549 776 044	4,58	549 776 044	4,58
13-Ministère de la Sécurité	97 957 150 000	97 957 150 000	16 410 285 632	16,75	16 410 285 632	16,75	16 400 850 300	16,74	16 400 850 300	16,74
14-Ministère de l'Economie et des Finances	44 860 029 000	44 860 029 000	8 649 619 363	19,28	8 649 619 363	19,28	8 625 748 748	19,23	8 625 748 748	19,23
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3 981 756 000	3 981 756 000	910 927 649	22,88	910 927 649	22,88	910 927 649	22,88	910 927 649	22,88
18-Ministère de la Communication, de la Culture des Arts et du Tourisme	5 709 508 000	5 709 508 000	1 203 712 703	21,08	1 203 712 703	21,08	1 188 744 464	20,82	1 182 339 172	20,71
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	5 727 600 000	5 727 600 000	1 175 840 185	20,53	1 175 840 185	20,53	1 175 840 185	20,53	1 175 840 185	20,53
21-Ministère de la Santé	106 515 249 000	106 515 249 000	27 419 224 499	25,74	27 419 224 499	25,74	27 360 858 795	25,69	27 360 858 795	25,69
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	10 204 428 000	10 204 428 000	1 795 723 197	17,60	1 795 723 197	17,60	1 795 554 064	17,60	1 795 554 064	17,60
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	385 462 948 000	385 462 948 000	76 001 810 222	19,72	76 001 274 281	19,72	75 807 898 788	19,67	75 807 898 788	19,67
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	12 357 599 000	12 357 599 000	3 374 913 614	27,31	3 374 913 614	27,31	3 374 913 614	27,31	3 374 913 614	27,31
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	2 617 446 000	2 617 446 000	579 898 281	22,16	579 898 281	22,16	579 898 281	22,16	579 898 281	22,16
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	2 090 015 000	2 090 015 000	478 404 977	22,89	478 404 977	22,89	472 820 830	22,62	472 820 830	22,62
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	21 527 444 000	21 527 444 000	4 497 967 048	20,89	4 497 967 048	20,89	4 479 130 936	20,81	4 479 130 936	20,81
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	2 967 513 000	2 967 513 000	822 342 460	27,71	822 342 460	27,71	822 342 460	27,71	822 342 460	27,71
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	2 341 286 000	2 341 286 000	348 348 956	14,88	348 348 956	14,88	346 983 689	14,82	346 983 689	14,82
37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	130 484 300 000	130 484 300 000	48 953 232 637	37,52	48 953 232 637	37,52	48 953 232 637	37,52	48 953 232 637	37,52
38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	2 737 559 000	2 737 559 000	642 132 197	23,46	642 132 197	23,46	636 699 137	23,26	636 699 137	23,26
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	20 240 365 000	20 240 365 000	4 274 593 204	21,12	4 274 593 204	21,12	4 212 622 857	20,81	4 212 622 857	20,81
50-Grande Chancellerie des Ordres Burkinabé	177 314 000	177 314 000	63 600 879	35,87	63 600 879	35,87	63 600 879	35,87	63 600 879	35,87
51-Conseil Supérieur de la Communication	435 233 000	435 233 000	116 092 361	26,67	116 092 361	26,67	116 092 361	26,67	116 092 361	26,67
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte Contre la Corruption	1 068 457 000	1 068 457 000	227 640 353	21,31	227 640 353	21,31	227 640 353	21,31	227 640 353	21,31
54-Conseil Constitutionnel	516 512 000	516 512 000	120 447 205	23,32	120 447 205	23,32	120 447 205	23,32	120 447 205	23,32
55-Conseil d'Etat	811 707 000	811 707 000	188 759 189	23,25	188 759 189	23,25	188 759 189	23,25	188 759 189	23,25
56-Cour des Comptes	1 227 965 000	1 227 965 000	332 619 287	27,09	332 619 287	27,09	332 619 287	27,09	332 619 287	27,09
57-Cour de Cassation	1 246 594 000	1 246 594 000	269 991 647	21,66	269 991 647	21,66	269 991 647	21,66	269 991 647	21,66
61-Commission Nationale des Droits Humains	123 664 000	123 664 000	42 961 202	34,74	42 961 202	34,74	42 961 202	34,74	42 961 202	34,74
99-Dépenses Communes Interministérielles	9 523 618 000	9 523 618 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total général	1 274 600 000 000	1 274 600 000 000	299 447 072 552	23,49	219 272 078 611	17,20	218 859 708 165	17,17	218 853 302 873	17,17

Source : SIGASPE et SI-N@fola

Annexe 3: Situation d'exécution des dépenses d'acquisition des biens et services par ministère et institution au 31 mars 2025 (en FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=g/b	g	h=g/e	i	j=i/b
01-Présidence du Faso	7 879 768 000	7 879 768 000	411 450 000	5,22	337 000 000	4,28	337 000 000	4,28	337 000 000	4,28
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	661 369 000	661 369 000	101 708 069	15,38	101 708 069	15,38	17 018 200	2,57	17 018 200	2,57
03-Primature	1 727 627 000	1 727 627 000	445 139 887	25,77	400 827 625	23,20	273 880 552	15,85	273 880 552	15,85
09-Ministère de l' Administration Territoriale et de la Mobilité	6 921 597 000	6 921 597 000	981 795 293	14,18	892 533 345	12,89	525 245 761	7,59	525 245 761	7,59
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	6 042 415 000	6 042 415 000	1 300 716 388	21,53	1 203 439 803	19,92	277 346 900	4,59	277 346 900	4,59
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	27 118 069 000	27 118 069 000	4 793 663 500	17,68	0	0,00	0	0,00	0	0,00
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	16 844 495 000	16 844 495 000	415 458 747	2,47	163 192 154	0,97	0	0,00	0	0,00
13-Ministère de la Sécurité	6 285 513 000	6 285 513 000	4 002 142 861	63,67	3 950 505 814	62,85	466 834 189	7,43	466 834 189	7,43
14-Ministère de l'Economie et des Finances	34 374 988 000	34 374 988 000	9 328 656 634	27,14	9 224 019 042	26,83	7 800 514 058	22,69	7 824 200 058	22,76
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	5 836 290 000	5 836 290 000	910 948 421	15,61	754 578 392	12,93	109 846 000	1,88	108 346 000	1,86
18-Ministère de la Communication, de la Culture des Arts et du Tourisme	3 475 965 000	3 475 965 000	1 022 521 408	29,42	186 426 408	5,36	31 815 560	0,92	31 815 560	0,92
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	6 512 419 000	6 512 419 000	2 854 830 600	43,84	2 566 426 399	39,41	2 043 497 000	31,38	2 043 497 000	31,38
21-Ministère de la Santé	29 245 432 000	29 245 432 000	2 189 518 910	7,49	1 958 233 879	6,70	1 108 489 262	3,79	1 108 489 262	3,79
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	2 007 693 000	2 007 693 000	373 818 569	18,62	201 672 164	10,04	71 846 500	3,58	71 846 500	3,58
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	23 423 965 000	23 423 965 000	3 783 216 512	16,15	3 193 578 697	13,63	1 743 458 251	7,44	1 743 458 251	7,44
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	5 423 218 000	5 423 218 000	1 060 450 713	19,55	1 043 145 357	19,23	309 020 220	5,70	309 020 220	5,70
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	676 312 000	676 312 000	171 620 343	25,38	73 072 599	10,80	64 859 899	9,59	64 859 899	9,59
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	946 495 000	946 495 000	221 243 770	23,38	214 484 167	22,66	190 069 852	20,08	190 069 852	20,08
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	2 308 477 000	2 308 477 000	138 547 591	6,00	111 963 231	4,85	72 828 065	3,15	72 828 065	3,15
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	1 959 889 000	1 959 889 000	531 812 062	27,13	448 785 200	22,90	74 615 000	3,81	74 615 000	3,81
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	781 966 000	781 966 000	126 439 333	16,17	65 460 333	8,37	49 081 500	6,28	49 081 500	6,28
37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	26 041 320 000	26 041 320 000	8 607 266 019	33,05	7 705 447 632	29,59	6 943 395 015	26,66	6 943 395 015	26,66
38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	803 541 000	803 541 000	253 879 787	31,60	97 643 739	12,15	53 264 600	6,63	53 264 600	6,63
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	1 788 692 000	1 788 692 000	459 989 445	25,72	175 572 135	9,82	82 802 228	4,63	82 802 228	4,63
50-Grande Chancellerie des Ordres Burkinabé	754 433 000	754 433 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
51-Conseil Supérieur de la Communication	608 526 000	608 526 000	336 004 500	55,22	335 404 500	55,12	335 404 500	55,12	335 404 500	55,12
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte Contre la Corruption	603 985 000	603 985 000	167 451 000	27,72	0	0,00	0	0,00	0	0,00
54-Conseil Constitutionnel	383 581 000	383 581 000	227 472 922	59,30	215 544 719	56,19	98 444 500	25,66	98 444 500	25,66
55-Conseil d'Etat	187 073 000	187 073 000	187 073 000	100,00	187 073 000	100,00	187 073 000	100,00	187 073 000	100,00
56-Cour des Comptes	503 535 000	503 535 000	314 317 500	62,42	314 317 500	62,42	184 516 500	36,64	184 516 500	36,64
57-Cour de Cassation	275 096 000	275 096 000	207 680 000	75,49	207 680 000	75,49	207 680 000	75,49	207 680 000	75,49
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	262 264 000	262 264 000	204 120 000	77,83	204 120 000	77,83	204 120 000	77,83	204 120 000	77,83
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	419 512 000	419 512 000	419 512 000	100,00	419 512 000	100,00	419 512 000	100,00	419 512 000	100,00
61-Commission Nationale des Droits Humains	214 384 000	214 384 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
99-Dépenses Communes Interministérielles	16 989 181 000	16 989 181 000	4 007 800 862	23,59	3 998 800 862	23,54	3 128 625 298	18,42	3 128 625 298	18,42
Total général	240 289 085 000	240 289 085 000	50 558 266 646	21,04	40 952 168 765	17,04	27 412 104 410	11,41	27 434 290 410	11,42

Source : SI-N@folo

Annexe 4: Situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution au 31 mars 2025 (en FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/e	i	j=i/b
01-Présidence du Faso	4 886 885 000	4 886 885 000	1 977 666 000	40,47	1 879 666 000	38,46	1 879 666 000	38,46	1 879 666 000	38,46
03-Primature	3 759 434 000	3 759 434 000	1 704 663 412	45,34	1 648 277 000	43,84	1 264 215 000	33,63	1 264 215 000	33,63
04-Parlement	8 000 000 000	8 000 000 000	4 000 000 000	50,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
06-Coneil National de Sécurité d'Etat	13 263 811 000	13 263 811 000	13 263 811 000	100,00	13 263 811 000	100,00	13 263 811 000	100,00	13 263 811 000	100,00
09-Ministère de l' Administration Territoriale et de la Mobilité	8 468 621 000	8 468 621 000	3 347 578 451	39,53	3 347 578 451	39,53	3 309 200 000	39,08	3 309 200 000	39,08
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	1 602 113 000	1 602 113 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	15 904 845 000	15 904 845 000	3 976 211 250	25,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	4 021 289 000	4 021 289 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
13-Ministère de la Sécurité	13 115 810 000	13 115 810 000	10 568 099 000	80,58	10 568 099 000	80,58	10 513 099 000	80,16	10 513 099 000	80,16
14-Ministère de l'Economie et des Finances	41 225 365 000	41 225 365 000	4 786 753 953	11,61	4 636 528 093	11,25	2 012 157 259	4,88	2 012 157 259	4,88
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	7 298 744 000	7 298 744 000	2 529 004 000	34,65	1 604 424 000	21,98	1 597 832 000	21,89	1 597 832 000	21,89
18-Ministère de la Communication, de la Culture des Arts et du Tourisme	12 666 188 000	12 666 188 000	7 915 598 000	62,49	7 531 668 000	59,46	7 381 668 000	58,28	7 381 668 000	58,28
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	4 838 532 000	4 838 532 000	805 780 500	16,65	805 780 500	16,65	805 780 500	16,65	805 780 500	16,65
21-Ministère de la Santé	96 765 636 000	96 765 636 000	34 867 485 591	36,03	34 867 485 591	36,03	12 396 891 591	12,81	12 396 891 591	12,81
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	11 124 040 000	11 124 040 000	1 589 479 000	14,29	1 589 479 000	14,29	1 589 479 000	14,29	1 589 479 000	14,29
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	34 198 354 000	34 198 354 000	3 857 681 285	11,28	3 842 745 905	11,24	3 724 706 405	10,89	3 724 706 405	10,89
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	80 172 423 000	80 172 423 000	35 151 169 500	43,84	27 594 512 500	34,42	26 944 512 500	33,61	26 944 512 500	33,61
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	27 476 849 000	27 476 849 000	15 916 055 000	57,93	15 781 276 500	57,43	15 781 276 500	57,43	15 781 276 500	57,43
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	2 904 675 000	2 904 675 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	3 435 849 000	3 435 849 000	908 282 500	26,44	0	0,00	0	0,00	0	0,00
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	468 592 000	468 592 000	176 675 000	37,70	0	0,00	0	0,00	0	0,00
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	1 696 508 000	1 696 508 000	429 144 000	25,30	265 308 000	15,64	265 308 000	15,64	265 308 000	15,64
37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	24 051 188 000	24 051 188 000	3 715 775 470	15,45	3 249 792 750	13,51	3 004 711 500	12,49	3 004 711 500	12,49
38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	190 000 000	190 000 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	2 905 247 000	2 905 247 000	1 058 820 000	36,45	1 058 820 000	36,45	748 493 000	25,76	748 493 000	25,76
51-Conseil Supérieur de la Communication	135 524 000	135 524 000	135 524 000	100,00	135 524 000	100,00	135 524 000	100,00	135 524 000	100,00
57-Cour de Cassation	125 000 000	125 000 000	125 000 000	100,00	125 000 000	100,00	125 000 000	100,00	125 000 000	100,00
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	236 101 000	236 101 000	118 050 500	50,00	118 050 500	50,00	118 050 500	50,00	118 050 500	50,00
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	79 487 000	79 487 000	60 785 496	76,47	60 785 496	76,47	60 785 496	76,47	60 785 496	76,47
61-Commission Nationale des Droits Humains	146 749 000	146 749 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
99-Dépenses Communes Interministérielles	117 450 000 000	117 450 000 000	101 058 857 966	86,04	101 058 857 966	86,04	101 058 857 966	86,04	101 058 857 966	86,04
Total général	542 613 859 000	542 613 859 000	254 043 950 874	46,82	235 033 470 252	43,32	207 981 025 217	38,33	207 981 025 217	38,33

Source : SI-N@folo

Annexe 5: Situation d'exécution des dépenses d'investissement exécuté par l'Etat, par ministère et institution au 31 mars 2025 (en FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS	AE_INIT	AE_AJUST	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS		LIQUIDES		ORDONNANCES	
					Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d	e	f=e/d	g	h=g/d	i	j=i/g	k	l=k/d
01-Présidence du Faso	20 209 283 000	20 209 283 000	24 842 854 000	24 842 854 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	65 000 000	65 000 000	65 000 000	65 000 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
04-Parlement	0	0	2 000 000 000	2 000 000 000	1 000 000 000	50,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
06-Conseil National de Sécurité d'Etat	8 412 538 000	8 412 538 000	8 412 538 000	8 412 538 000	8 412 538 000	100,00	8 412 538 000	100,00	8 412 538 000	100,00	8 412 538 000	100,00
09-Ministère de l' Administration Territoriale et de la Mobilité	11 987 329 000	11 987 329 000	12 755 914 000	12 755 914 000	4 363 500	0,03	4 363 500	0,03	3 826 500	0,03	3 826 500	0,03
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	15 373 899 000	15 373 899 000	2 443 409 000	2 443 409 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	79 939 273 000	79 939 273 000	154 389 273 000	154 389 273 000	31 129 408 500	20,16	0	0,00	0	0,00	0	0,00
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	1 950 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000	1 950 000 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
13-Ministère de la Sécurité	8 779 100 000	8 779 100 000	11 935 750 000	11 935 750 000	2 280 792 520	19,11	2 275 713 800	19,07	2 187 450 000	18,33	2 187 450 000	18,33
14-Ministère de l'Economie et des Finances	8 553 427 000	8 553 427 000	13 109 217 000	13 109 217 000	827 185 000	6,31	814 510 000	6,21	347 410 000	2,65	347 410 000	2,65
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1 125 000 000	1 125 000 000	31 255 408 000	31 255 408 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
18-Ministère de la Communication, de la Culture des Arts et du Tourisme	6 596 943 000	6 596 943 000	6 651 143 000	6 651 143 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	3 039 783 000	3 039 783 000	5 781 289 000	5 781 289 000	4 226 750	0,07	0	0,00	0	0,00	0	0,00
21-Ministère de la Santé	20 891 989 000	20 891 989 000	83 893 789 000	83 893 789 000	2 465 748 110	2,94	2 461 482 110	2,93	0	0,00	0	0,00
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	3 095 000 000	3 095 000 000	7 534 910 000	7 534 910 000	465 481 705	6,18	364 084 621	4,83	165 383 510	2,19	165 383 510	2,19
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	9 312 493 000	9 312 493 000	14 590 552 000	14 590 552 000	465 096 541	3,19	324 039 331	2,22	45 856 120	0,31	45 856 120	0,31
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	10 843 649 000	10 843 649 000	13 241 683 000	13 241 683 000	1 160 333 550	8,76	1 150 572 000	8,69	1 103 070 000	8,33	1 103 070 000	8,33
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	525 000 000	525 000 000	525 000 000	525 000 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	1 240 616 000	1 240 616 000	1 995 508 000	1 995 508 000	800 000	0,04	0	0,00	0	0,00	0	0,00
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	52 031 575 000	52 031 575 000	75 704 664 000	75 704 664 000	1 214 379 540	1,60	486 304 500	0,64	46 081 500	0,06	46 081 500	0,06
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	18 875 747 000	18 875 747 000	53 920 649 000	53 920 649 000	100 000 000	0,19	0	0,00	0	0,00	0	0,00
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	5 279 158 000	5 279 158 000	6 643 398 000	6 643 398 000	113 635 000	1,71	113 635 000	1,71	113 635 000	1,71	113 635 000	1,71
37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	4 341 080 000	4 341 080 000	3 481 979 000	3 481 979 000	48 499 117	1,39	43 501 117	1,25	15 000 000	0,43	15 000 000	0,43
38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	470 000 000	470 000 000	488 000 000	488 000 000	5 000 000	1,02	0	0,00	0	0,00	0	0,00
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	18 398 649 000	18 398 649 000	39 174 112 000	39 174 112 000	13 697 116 565	34,96	10 176 504 484	25,98	8 417 901 742	21,49	8 417 901 742	21,49
51-Conseil Supérieur de la Communication	8 867 000	8 867 000	8 867 000	8 867 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte Contre la Corruption	0	0	148 358 000	148 358 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
56-Cour des Comptes	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	100,00	60 000 000	100,00	60 000 000	100,00	60 000 000	100,00
99-Dépenses Communes Interministérielles	15 800 000 000	15 800 000 000	204 519 310 000	204 519 310 000	79 807 758 461	39,02	79 807 758 461	39,02	75 969 679 871	37,15	75 969 679 871	37,15
Total général	327 205 398 000	327 205 398 000	781 522 574 000	781 522 574 000	143 262 362 859	18,33	106 495 006 924	13,63	96 887 832 243	12,40	96 887 832 243	12,40

Source : SI-N@folo

Annexe 6 : Situation d'exécution des Crédits de paiement par ministère et institution et par programme budgétaire, hors charges dette, dépenses de personnel, et financements extérieurs au 31 mars 2025 (en FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISES		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=g/b	g	h=g/e	i	j=i/b
01-Présidence du Faso	37 609 507 000	37 609 507 000	2 389 116 000	6,35	2 216 666 000	5,89	2 216 666 000	5,89	2 216 666 000	5,89
001-Pilotage de l'action présidentielle	34 275 936 000	34 275 936 000	2 189 116 000	6,39	2 016 666 000	5,88	2 016 666 000	5,88	2 016 666 000	5,88
002-Lutte contre le VIH, le Sida et les IST	3 333 571 000	3 333 571 000	200 000 000	6,00	200 000 000	6,00	200 000 000	6,00	200 000 000	6,00
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	726 369 000	726 369 000	101 708 069	14,00	101 708 069	14,00	17 018 200	2,34	17 018 200	2,34
004-Organisation du travail gouvernemental	726 369 000	726 369 000	101 708 069	14,00	101 708 069	14,00	17 018 200	2,34	17 018 200	2,34
03-Primature	5 487 061 000	5 487 061 000	2 149 803 299	39,18	2 049 104 625	37,34	1 538 095 552	28,03	1 538 095 552	28,03
005-Orientation de l'action gouvernementale	1 082 350 000	1 082 350 000	305 780 000	28,25	270 780 000	25,02	270 780 000	25,02	270 780 000	25,02
006-Pilotage et soutien aux services de la Primature	830 277 000	830 277 000	217 359 887	26,18	173 047 625	20,84	46 100 552	5,55	46 100 552	5,55
007-Supervision des secteurs stratégiques	645 314 000	645 314 000	486 448 412	75,38	465 062 000	72,07	81 000 000	12,55	81 000 000	12,55
008-Promotion du capital humain	2 929 120 000	2 929 120 000	1 140 215 000	38,93	1 140 215 000	38,93	1 140 215 000	38,93	1 140 215 000	38,93
04-Parlement	10 000 000 000	10 000 000 000	5 000 000 000	50,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
134-Fonction parlementaire	10 000 000 000	10 000 000 000	5 000 000 000	50,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
06-Coneil National de Sécurité d'Etat	21 676 349 000	21 676 349 000	21 676 349 000	100,00	21 676 349 000	100,00	21 676 349 000	100,00	21 676 349 000	100,00
165-Sécurité d'Etat	21 676 349 000	21 676 349 000	21 676 349 000	100,00	21 676 349 000	100,00	21 676 349 000	100,00	21 676 349 000	100,00
09-Ministère de l' Administration Territoriale et de la Mobilité	28 146 132 000	28 146 132 000	4 333 737 244	15,40	4 244 475 296	15,08	3 838 272 261	13,64	3 838 272 261	13,64
011-Administration du territoire	2 231 730 000	2 231 730 000	253 236 538	11,35	218 792 506	9,80	97 049 761	4,35	97 049 761	4,35
013-Protection civile	3 871 525 000	3 871 525 000	503 895 000	13,02	503 895 000	13,02	427 000 000	11,03	427 000 000	11,03
014-Décentralisation	5 282 176 000	5 282 176 000	3 287 491 500	62,24	3 287 491 500	62,24	3 282 200 000	62,14	3 282 200 000	62,14
015-Etat civil et identification des personnes	70 542 000	70 542 000	6 292 500	8,92	6 292 500	8,92	3 826 500	5,42	3 826 500	5,42
016-Pilotage et soutien aux services du Ministère	4 936 064 000	4 936 064 000	255 342 983	5,17	203 785 549	4,13	19 446 000	0,39	19 446 000	0,39
098-Transports et météorologie	10 385 706 000	10 385 706 000	13 745 232	0,13	10 484 750	0,10	3 750 000	0,04	3 750 000	0,04
099-Mobilité et sécurité routière	980 678 000	980 678 000	10 992 040	1,12	10 992 040	1,12	5 000 000	0,51	5 000 000	0,51
157-Affaires religieuses, coutumières et traditionnelles	387 711 000	387 711 000	2 741 451	0,71	2 741 451	0,71	0	0,00	0	0,00
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	10 087 937 000	10 087 937 000	1 300 716 388	12,89	1 203 439 803	11,93	277 346 900	2,75	277 346 900	2,75
017-Administration judiciaire	4 672 839 000	4 672 839 000	285 701 514	6,11	259 090 279	5,54	96 273 000	2,06	96 273 000	2,06
018-Administration pénitentiaire	3 741 360 000	3 741 360 000	582 730 885	15,58	513 165 535	13,72	116 523 900	3,11	116 523 900	3,11
019-Droits humains	316 945 000	316 945 000	75 328 980	23,77	74 228 980	23,42	12 200 000	3,85	12 200 000	3,85
020-Citoyenneté et paix	404 491 000	404 491 000	32 448 000	8,02	32 448 000	8,02	0	0,00	0	0,00
021-Pilotage et soutien aux services du Ministère	859 802 000	859 802 000	324 507 009	37,74	324 507 009	37,74	52 350 000	6,09	52 350 000	6,09
124-Relations avec les Institutions	92 500 000	92 500 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	197 412 187 000	197 412 187 000	39 899 283 250	20,21	0	0,00	0	0,00	0	0,00
022-Défense	118 566 250 000	118 566 250 000	27 891 562 500	23,52	0	0,00	0	0,00	0	0,00
023-Préparation et emploi des forces	46 739 159 000	46 739 159 000	8 584 789 750	18,37	0	0,00	0	0,00	0	0,00
024-Equipement des forces	2 964 122 000	2 964 122 000	420 934 750	14,20	0	0,00	0	0,00	0	0,00
025-Appui à la sécurité publique et à la protection civile	3 401 057 000	3 401 057 000	850 264 250	25,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
026-Renforcement du lien Armée-Nation	1 475 992 000	1 475 992 000	368 998 000	25,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
027-Pilotage et soutien aux services du Ministère	24 265 607 000	24 265 607 000	1 782 734 000	7,35	0	0,00	0	0,00	0	0,00
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	22 815 784 000	22 815 784 000	415 458 747	1,82	163 192 154	0,72	0	0,00	0	0,00
028-Coopération bilatérale	7 892 800 000	7 892 800 000	25 000 000	0,32	0	0,00	0	0,00	0	0,00
029-Coopération multilatérale	5 594 439 000	5 594 439 000	9 000 000	0,16	9 000 000	0,16	0	0,00	0	0,00
030-Pilotage et soutien aux services du Ministère	5 392 868 000	5 392 868 000	90 470 926	1,68	67 307 926	1,25	0	0,00	0	0,00
137-Intégration Africaine	467 400 000	467 400 000	33 834 405	7,24	13 869 405	2,97	0	0,00	0	0,00
158-Diaspora et migration internationale	3 042 657 000	3 042 657 000	56 431 804	1,85	9 860 304	0,32	0	0,00	0	0,00
159-Protection internationale et consulaire	425 620 000	425 620 000	200 721 612	47,16	63 154 519	14,84	0	0,00	0	0,00

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISES		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/e	i	j=i/b
13-Ministère de la Sécurité	31 337 073 000	31 337 073 000	16 851 034 381	53,77	16 794 318 614	53,59	13 167 383 189	42,02	13 167 383 189	42,02
010-Sûreté de l'Etat	8 893 858 000	8 893 858 000	8 393 858 000	94,38	8 393 858 000	94,38	8 393 858 000	94,38	8 393 858 000	94,38
012-Sécurité intérieure	21 147 160 000	21 147 160 000	7 978 089 229	37,73	7 921 373 462	37,46	4 726 941 512	22,35	4 726 941 512	22,35
139-Pilotage et soutien aux services du Ministère	1 296 055 000	1 296 055 000	479 087 152	36,97	479 087 152	36,97	46 583 677	3,59	46 583 677	3,59
14-Ministère de l'Economie et des Finances	88 709 570 000	88 709 570 000	14 942 595 587	16,84	14 675 057 135	16,54	10 160 081 317	11,45	10 183 767 317	11,48
032-Pilotage de l'Economie et du développement	36 675 738 000	36 675 738 000	1 628 402 404	4,44	1 509 808 204	4,12	1 374 282 204	3,75	1 374 282 204	3,75
033-Mobilisation des ressources	11 112 165 000	11 112 165 000	2 856 198 782	25,70	2 818 503 032	25,36	395 393 525	3,56	395 393 525	3,56
034-Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	3 222 051 000	3 222 051 000	609 295 135	18,91	576 285 133	17,89	190 399 832	5,91	190 399 832	5,91
036-Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	2 510 799 000	2 510 799 000	394 502 860	15,71	382 671 000	15,24	197 907 000	7,88	197 907 000	7,88
038-Pilotage et soutien aux services du Ministère	35 188 817 000	35 188 817 000	9 454 196 406	26,87	9 387 789 766	26,68	8 002 098 756	22,74	8 025 784 756	22,81
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	44 390 442 000	44 390 442 000	3 439 952 421	7,75	2 359 002 392	5,31	1 707 678 000	3,85	1 706 178 000	3,84
042-Ressources humaines de l'administration publique	7 974 686 000	7 974 686 000	1 706 029 713	21,39	1 604 339 000	20,12	1 272 282 000	15,95	1 272 282 000	15,95
043-Réforme de l'administration	225 000 000	225 000 000	6 592 000	2,93	6 592 000	2,93	0	0,00	0	0,00
044-Travail décent	35 097 909 000	35 097 909 000	1 375 937 990	3,92	449 157 990	1,28	383 450 000	1,09	381 950 000	1,09
045-Pilotage et soutien aux services du Ministère	1 092 847 000	1 092 847 000	351 392 718	32,15	298 913 402	27,35	51 946 000	4,75	51 946 000	4,75
18-Ministère de la Communication, de la Culture des Arts et du Tourisme	22 793 296 000	22 793 296 000	8 938 119 408	39,21	7 718 094 408	33,86	7 413 483 560	32,52	7 413 483 560	32,52
039-Culture	4 292 132 000	4 292 132 000	2 459 628 000	57,31	2 253 509 000	52,50	2 103 509 000	49,01	2 103 509 000	49,01
040-Tourisme	3 193 354 000	3 193 354 000	567 811 000	17,78	540 000 000	16,91	540 000 000	16,91	540 000 000	16,91
046-Communication	10 285 459 000	10 285 459 000	3 888 159 000	37,80	3 738 159 000	36,34	3 738 159 000	36,34	3 738 159 000	36,34
047-Pilotage et soutien aux services du Ministère	5 022 351 000	5 022 351 000	2 022 521 408	40,27	1 186 426 408	23,62	1 031 815 560	20,54	1 031 815 560	20,54
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	17 132 240 000	17 132 240 000	3 664 837 850	21,39	3 372 206 899	19,68	2 849 277 500	16,63	2 849 277 500	16,63
052-Sport et loisirs	11 892 686 000	11 892 686 000	2 242 331 376	18,85	2 024 497 138	17,02	2 002 300 000	16,84	2 002 300 000	16,84
054-Pilotage et soutien aux services du Ministère	1 593 727 000	1 593 727 000	589 302 094	36,98	520 852 261	32,68	38 500 000	2,42	38 500 000	2,42
101-Jeunesse et éducation permanente	1 132 215 000	1 132 215 000	435 731 400	38,48	431 978 500	38,15	413 873 500	36,55	413 873 500	36,55
103-Promotion de l'emploi	2 513 612 000	2 513 612 000	397 472 980	15,81	394 879 000	15,71	394 604 000	15,70	394 604 000	15,70
21-Ministère de la Santé	209 904 857 000	209 904 857 000	39 522 752 611	18,83	39 287 201 580	18,72	13 505 380 853	6,43	13 505 380 853	6,43
055-Offre de soin	74 377 095 000	74 377 095 000	25 095 542 655	33,74	25 095 542 655	33,74	2 014 547 925	2,71	2 014 547 925	2,71
056-Santé publique	96 760 189 000	96 760 189 000	10 219 501 764	10,56	10 025 413 547	10,36	9 420 460 287	9,74	9 420 460 287	9,74
057-Pilotage et soutien aux services du Ministère	15 220 687 000	15 220 687 000	2 280 977 192	14,99	2 239 514 378	14,71	1 626 090 641	10,68	1 626 090 641	10,68
146-Accès aux produits de santé	23 546 886 000	23 546 886 000	1 926 731 000	8,18	1 926 731 000	8,18	444 282 000	1,89	444 282 000	1,89
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	20 666 643 000	20 666 643 000	2 428 779 274	11,75	2 155 235 785	10,43	1 826 709 010	8,84	1 826 709 010	8,84
048-Femme et du genre	799 509 000	799 509 000	360 333 667	45,07	280 106 512	35,03	151 509 500	18,95	151 509 500	18,95
049-Enfance et famille	4 960 120 000	4 960 120 000	1 315 526 116	26,52	1 244 514 966	25,09	1 136 421 500	22,91	1 136 421 500	22,91
050-Solidarité nationale, gestion des catastrophes et des crises humanitaires	13 450 662 000	13 450 662 000	423 611 539	3,15	312 281 355	2,32	229 186 010	1,70	229 186 010	1,70
051-Pilotage et soutien aux services du Ministère	1 456 352 000	1 456 352 000	329 307 952	22,61	318 332 952	21,86	309 592 000	21,26	309 592 000	21,26
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	72 212 871 000	72 212 871 000	8 105 994 338	11,23	7 360 363 933	10,19	5 514 020 776	7,64	5 514 020 776	7,64
058-Accès à l'éducation formelle	11 960 011 000	11 960 011 000	437 670 296	3,66	311 441 746	2,60	8 216 000	0,07	8 216 000	0,07
059-Qualité de l'éducation formelle	16 491 152 000	16 491 152 000	5 290 444 462	32,08	5 192 147 700	31,48	4 647 581 515	28,18	4 647 581 515	28,18
060-Education non formelle et promotion des langues nationales	3 146 000 000	3 146 000 000	117 255 240	3,73	0	0,00	0	0,00	0	0,00
061-Pilotage et soutien aux services du Ministère	3 841 985 000	3 841 985 000	795 461 134	20,70	654 707 227	17,04	480 033 961	12,49	480 033 961	12,49
160-Evaluation et certification dans l'éducation formelle et non formelle	8 916 883 000	8 916 883 000	1 420 778 206	15,93	1 185 682 260	13,30	367 289 300	4,12	367 289 300	4,12
161-Fourniture de services sociaux dans l'éducation	27 856 840 000	27 856 840 000	44 385 000	0,16	16 385 000	0,06	10 900 000	0,04	10 900 000	0,04
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	98 837 324 000	98 837 324 000	37 371 953 763	37,81	29 788 229 857	30,14	28 356 602 720	28,69	28 356 602 720	28,69
062-Enseignement supérieur	44 415 268 000	44 415 268 000	17 454 333 000	39,30	9 897 676 000	22,28	9 868 126 000	22,22	9 868 126 000	22,22
063-Fourniture des services sociaux aux étudiants	35 352 179 000	35 352 179 000	13 434 332 000	38,00	13 434 332 000	38,00	13 427 402 000	37,98	13 427 402 000	37,98
064-Recherche scientifique et technologique	9 998 883 000	9 998 883 000	4 696 158 500	46,97	4 696 158 500	46,97	4 687 158 500	46,88	4 687 158 500	46,88
065-Pilotage et soutien aux services du Ministère	8 249 175 000	8 249 175 000	1 716 430 263	20,81	1 689 363 357	20,48	320 916 220	3,89	320 916 220	3,89
066-Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	821 819 000	821 819 000	70 700 000	8,60	70 700 000	8,60	53 000 000	6,45	53 000 000	6,45

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISES		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/e	i	j=i/b
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	28 678 161 000	28 678 161 000	16 087 675 343	56,10	15 854 349 099	55,28	15 846 136 399	55,26	15 846 136 399	55,26
067-Industrie	481 185 000	481 185 000	15 950 000	3,31	1 250 000	0,26	1 250 000	0,26	1 250 000	0,26
068-Commerce	25 729 801 000	25 729 801 000	15 262 987 500	59,32	15 252 487 500	59,28	15 252 487 500	59,28	15 252 487 500	59,28
069-Artisanat	721 887 000	721 887 000	138 278 500	19,16	3 500 000	0,48	3 500 000	0,48	3 500 000	0,48
070-Secteur privé	1 032 917 000	1 032 917 000	561 599 044	54,37	534 239 000	51,72	534 239 000	51,72	534 239 000	51,72
071-Pilotage et soutien aux services du Ministère	712 371 000	712 371 000	108 860 299	15,28	62 872 599	8,83	54 659 899	7,67	54 659 899	7,67
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	5 846 678 000	5 846 678 000	222 043 770	3,80	214 484 167	3,67	190 069 852	3,25	190 069 852	3,25
072-Mines	1 369 309 000	1 369 309 000	58 384 168	4,26	56 128 000	4,10	56 128 000	4,10	56 128 000	4,10
073-Energie	3 698 349 000	3 698 349 000	43 421 250	1,17	42 408 500	1,15	40 208 500	1,09	40 208 500	1,09
074-Pilotage et soutien aux services du Ministère	345 296 000	345 296 000	93 303 352	27,02	89 412 717	25,89	68 798 352	19,92	68 798 352	19,92
138-Carrières	433 724 000	433 724 000	26 935 000	6,21	26 534 950	6,12	24 935 000	5,75	24 935 000	5,75
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	81 448 990 000	81 448 990 000	2 261 209 631	2,78	598 267 731	0,73	118 909 565	0,15	118 909 565	0,15
075-Aménagements hydro-agricoles et irrigations	26 101 303 000	26 101 303 000	613 547 041	2,35	0	0,00	0	0,00	0	0,00
076-Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	9 087 362 000	9 087 362 000	76 542 999	0,84	0	0,00	0	0,00	0	0,00
077-Economie agricole	4 430 276 000	4 430 276 000	12 216 500	0,28	11 231 500	0,25	11 231 500	0,25	11 231 500	0,25
078-Développement durable des productions agricoles	23 404 500 000	23 404 500 000	387 000 000	1,65	0	0,00	0	0,00	0	0,00
079-Sécurisations foncières, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	2 760 000 000	2 760 000 000	3 118 500	0,11	0	0,00	0	0,00	0	0,00
080-Pilotage et soutien aux services du ministère	6 681 528 000	6 681 528 000	577 316 091	8,64	550 731 731	8,24	71 373 565	1,07	71 373 565	1,07
081-Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	1 663 466 000	1 663 466 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
082-Productivité et compétitivité des productions animales	3 765 632 000	3 765 632 000	33 500 000	0,89	33 500 000	0,89	33 500 000	0,89	33 500 000	0,89
083-Santé animale et santé publique vétérinaire	2 569 210 000	2 569 210 000	555 164 000	21,61	0	0,00	0	0,00	0	0,00
084-Développement des productions halieutiques et aquacoles	985 713 000	985 713 000	2 804 500	0,28	2 804 500	0,28	2 804 500	0,28	2 804 500	0,28
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	56 349 130 000	56 349 130 000	808 487 062	1,43	448 785 200	0,80	74 615 000	0,13	74 615 000	0,13
091-Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	14 525 244 000	14 525 244 000	122 755 700	0,85	45 758 200	0,32	18 675 000	0,13	18 675 000	0,13
092-Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	33 826 927 000	33 826 927 000	180 309 000	0,53	124 687 000	0,37	5 000 000	0,01	5 000 000	0,01
093-Développement de réseau de pistes rurales	5 889 673 000	5 889 673 000	56 983 328	0,97	43 193 500	0,73	6 962 500	0,12	6 962 500	0,12
094-Pilotage et soutien aux services du Ministère	2 107 286 000	2 107 286 000	448 439 034	21,28	235 146 500	11,16	43 977 500	2,09	43 977 500	2,09
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	9 121 872 000	9 121 872 000	669 218 333	7,34	444 403 333	4,87	428 024 500	4,69	428 024 500	4,69
095-Développement d'infrastructures de communications électroniques	1 338 152 000	1 338 152 000	94 743 000	7,08	89 135 000	6,66	89 135 000	6,66	89 135 000	6,66
096-Apui au sous-secteur postal	606 170 000	606 170 000	3 400 000	0,56	1 622 000	0,27	1 102 000	0,18	1 102 000	0,18
097-Pilotage et soutien aux services du Ministère	850 827 000	850 827 000	98 301 333	11,55	52 292 333	6,15	37 633 500	4,42	37 633 500	4,42
136-Transformation et écosystème numérique	6 326 723 000	6 326 723 000	472 774 000	7,47	301 354 000	4,76	300 154 000	4,74	300 154 000	4,74
37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	53 574 487 000	53 574 487 000	12 371 540 606	23,09	10 998 741 499	20,53	9 963 106 515	18,60	9 963 106 515	18,60
102-Enseignement et formation techniques et professionnels	9 449 320 000	9 449 320 000	1 877 650 140	19,87	1 877 650 140	19,87	1 864 054 140	19,73	1 864 054 140	19,73
104-Pilotage et soutien aux services du Ministère	2 566 679 000	2 566 679 000	202 027 914	7,87	194 768 364	7,59	82 297 535	3,21	82 297 535	3,21
163-Enseignement secondaire général	33 947 738 000	33 947 738 000	9 861 551 302	29,05	8 570 086 745	25,24	7 962 854 840	23,46	7 962 854 840	23,46
164-Orientation, pratiques d'activités parascolaires et périscolaires et continuité éducative	7 610 750 000	7 610 750 000	430 311 250	5,65	356 236 250	4,68	53 900 000	0,71	53 900 000	0,71
38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	1 481 541 000	1 481 541 000	258 879 787	17,47	97 643 739	6,59	53 264 600	3,60	53 264 600	3,60
105-Urbanisme et topographie	847 620 000	847 620 000	142 946 433	16,86	54 797 165	6,46	29 426 100	3,47	29 426 100	3,47
106-Architecture et construction	437 367 000	437 367 000	102 682 680	23,48	40 095 900	9,17	23 838 500	5,45	23 838 500	5,45
108-Pilotage et soutien aux services du Ministère	196 554 000	196 554 000	13 250 674	6,74	2 750 674	1,40	0	0,00	0	0,00

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/e	i	j=i/b
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	43 868 051 000	43 868 051 000	15 215 926 010	34,69	11 410 896 619	26,01	9 249 196 970	21,08	9 249 196 970	21,08
086-Ressources forestières et fauniques	5 333 200 000	5 333 200 000	2 993 522 892	56,13	2 917 372 892	54,70	1 837 702 355	34,46	1 837 702 355	34,46
087-Assainissement de l'environnement	3 082 419 000	3 082 419 000	749 705 754	24,32	481 891 476	15,63	379 928 000	12,33	379 928 000	12,33
088-Gouvernance environnementale et changement climatique	1 746 506 000	1 746 506 000	62 500 000	3,58	15 500 000	0,89	3 500 000	0,20	3 500 000	0,20
109-Aménagements hydrauliques	9 285 340 000	9 285 340 000	3 880 271 218	41,79	3 790 793 173	40,83	3 636 654 223	39,17	3 636 654 223	39,17
110-Gestion intégrée des ressources en eau	2 577 066 000	2 577 066 000	591 847 731	22,97	442 487 551	17,17	268 500 000	10,42	268 500 000	10,42
111-Approvisionnement en eau potable	16 376 013 000	16 376 013 000	3 682 222 328	22,49	822 519 160	5,02	252 492 500	1,54	252 492 500	1,54
113-Pilotage et soutien aux services du Ministère	5 467 507 000	5 467 507 000	3 255 856 087	59,55	2 940 332 367	53,78	2 870 419 892	52,50	2 870 419 892	52,50
50-Grande Chancellerie des Ordres burkinabè	754 433 000	754 433 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
114-Ordres burkinabè	754 433 000	754 433 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
51-Conseil Supérieur de la Communication	752 917 000	752 917 000	471 528 500	62,63	470 928 500	62,55	470 928 500	62,55	470 928 500	62,55
115-Régulation du secteur de la communication	752 917 000	752 917 000	471 528 500	62,63	470 928 500	62,55	470 928 500	62,55	470 928 500	62,55
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte Contre la Corruption	752 343 000	752 343 000	167 451 000	22,26	0	0,00	0	0,00	0	0,00
116-Contrôle d'Etat et lutte contre la corruption	752 343 000	752 343 000	167 451 000	22,26	0	0,00	0	0,00	0	0,00
54-Conseil Constitutionnel	383 581 000	383 581 000	227 472 922	59,30	215 544 719	56,19	98 444 500	25,66	98 444 500	25,66
117-Coordination des actions du Conseil constitutionnel	383 581 000	383 581 000	227 472 922	59,30	215 544 719	56,19	98 444 500	25,66	98 444 500	25,66
55-Conseil d'Etat	187 073 000	187 073 000	187 073 000	100,00	187 073 000	100,00	187 073 000	100,00	187 073 000	100,00
118-Juridiction supérieure de l'ordre administratif	187 073 000	187 073 000	187 073 000	100,00	187 073 000	100,00	187 073 000	100,00	187 073 000	100,00
56-Cour des Comptes	563 535 000	563 535 000	374 317 500	66,42	374 317 500	66,42	244 516 500	43,39	244 516 500	43,39
119-Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	563 535 000	563 535 000	374 317 500	66,42	374 317 500	66,42	244 516 500	43,39	244 516 500	43,39
57-Cour de Cassation	400 096 000	400 096 000	332 680 000	83,15	332 680 000	83,15	332 680 000	83,15	332 680 000	83,15
120-Juridiction supérieure de l'ordre judiciaire	400 096 000	400 096 000	332 680 000	83,15	332 680 000	83,15	332 680 000	83,15	332 680 000	83,15
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	498 365 000	498 365 000	322 170 500	64,65	322 170 500	64,65	322 170 500	64,65	322 170 500	64,65
121-Elections	498 365 000	498 365 000	322 170 500	64,65	322 170 500	64,65	322 170 500	64,65	322 170 500	64,65
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	498 999 000	498 999 000	480 297 496	96,25	480 297 496	96,25	480 297 496	96,25	480 297 496	96,25
122-Protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel	498 999 000	498 999 000	480 297 496	96,25	480 297 496	96,25	480 297 496	96,25	480 297 496	96,25
61-Commission Nationale des Droits Humains	361 133 000	361 133 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
147-Défense des droits humains	361 133 000	361 133 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
99-Dépenses Communes Interministérielles	355 458 491 000	355 458 491 000	192 604 123 121	54,18	192 595 123 121	54,18	187 378 385 735	52,71	187 378 385 735	52,71
133-Dépenses communes interministérielles	355 458 491 000	355 458 491 000	192 604 123 121	54,18	192 595 123 121	54,18	187 378 385 735	52,71	187 378 385 735	52,71
Total général	1 580 925 518 000	1 580 925 518 000	455 594 286 211	28,82	390 210 351 773	24,68	339 502 184 470	21,47	339 524 370 470	21,48

Source : SI-N@folo, SIGASPE et SYGADE

Annexe 7: Situation d'exécution des autorisations d'engagement par ministères et institutions et par programmes budgétaires, hors financements extérieurs au 31 mars 2025 (en FCFA)

SECTIONS/PROGRAMMES	AE INIT	AE AJUSTEES	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS	
			Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b
01-Présidence du Faso	20 209 283 000	20 209 283 000	0	0,00	0	0,00
001-Pilotage de l'action présidentielle	20 209 283 000	20 209 283 000	0	0,00	0	0,00
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	65 000 000	65 000 000	0	0,00	0	0,00
004-Organisation du travail gouvernemental	65 000 000	65 000 000	0	0,00	0	0,00
06-Conseil National de Sécurité d'Etat	8 412 538 000	8 412 538 000	8 412 538 000	100,00	8 412 538 000	100,00
165-Sécurité d'Etat	8 412 538 000	8 412 538 000	8 412 538 000	100,00	8 412 538 000	100,00
09-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	11 987 329 000	11 987 329 000	0	0,00	0	0,00
011-Administration du territoire	187 550 000	187 550 000	0	0,00	0	0,00
013-Protection civile	1 900 000 000	1 900 000 000	0	0,00	0	0,00
015-Etat civil et identification des personnes	41 810 000	41 810 000	0	0,00	0	0,00
016-Pilotage et soutien aux services du Ministère	115 030 000	115 030 000	0	0,00	0	0,00
098-Transports et météorologie	9 582 939 000	9 582 939 000	0	0,00	0	0,00
099-Mobilité et sécurité routière	160 000 000	160 000 000	0	0,00	0	0,00
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	15 373 899 000	15 373 899 000	0	0,00	0	0,00
017-Administration judiciaire	15 373 899 000	15 373 899 000	0	0,00	0	0,00
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	79 939 273 000	79 939 273 000	17 366 908 500	21,73	0	0,00
022-Défense	56 510 000 000	56 510 000 000	14 127 500 000	25,00	0	0,00
023-Préparation et emploi des forces	10 212 484 000	10 212 484 000	2 553 121 000	25,00	0	0,00
024-Equipement des forces	2 841 383 000	2 841 383 000	390 250 000	13,73	0	0,00
025-Appui à la sécurité publique et à la protection civile	200 000 000	200 000 000	50 000 000	25,00	0	0,00
026-Renforcement du lien Armée-Nation	19 150 000	19 150 000	4 787 500	25,00	0	0,00
027-Pilotage et soutien aux services du Ministère	10 156 256 000	10 156 256 000	241 250 000	2,38	0	0,00
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabé de l'Extérieur	1 950 000 000	1 950 000 000	0	0,00	0	0,00
028-Coopération bilatérale	315 000 000	315 000 000	0	0,00	0	0,00
029-Coopération multilatérale	1 060 000 000	1 060 000 000	0	0,00	0	0,00
030-Pilotage et soutien aux services du Ministère	213 000 000	213 000 000	0	0,00	0	0,00
137-Intégration Africaine	112 000 000	112 000 000	0	0,00	0	0,00
158-Diaspora et migration internationale	250 000 000	250 000 000	0	0,00	0	0,00
13-Ministère de la Sécurité	8 779 100 000	8 779 100 000	78 342 520	0,89	73 263 800	0,83
010-Sûreté de l'Etat	500 000 000	500 000 000	0	0,00	0	0,00
012-Sécurité intérieure	8 254 100 000	8 254 100 000	78 342 520	0,95	73 263 800	0,89
139-Pilotage et soutien aux services du Ministère	25 000 000	25 000 000	0	0,00	0	0,00
14-Ministère de l'Economie et des Finances	8 553 427 000	8 553 427 000	0	0,00	0	0,00
032-Pilotage de l'Economie et du développement	2 662 000 000	2 662 000 000	0	0,00	0	0,00
033-Mobilisation des ressources	4 048 140 000	4 048 140 000	0	0,00	0	0,00
038-Pilotage et soutien aux services du Ministère	1 843 287 000	1 843 287 000	0	0,00	0	0,00
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1 125 000 000	1 125 000 000	0	0,00	0	0,00
042-Ressources humaines de l'administration publique	1 125 000 000	1 125 000 000	0	0,00	0	0,00
18-Ministère de la Communication, de la Culture des Arts et du Tourisme	6 596 943 000	6 596 943 000	0	0,00	0	0,00
039-Culture	500 000 000	500 000 000	0	0,00	0	0,00
040-Tourisme	2 096 943 000	2 096 943 000	0	0,00	0	0,00
046-Communication	4 000 000 000	4 000 000 000	0	0,00	0	0,00
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	3 039 783 000	3 039 783 000	0	0,00	0	0,00
052-Sport et loisirs	2 861 762 000	2 861 762 000	0	0,00	0	0,00
054-Pilotage et soutien aux services du Ministère	10 000 000	10 000 000	0	0,00	0	0,00
103-Promotion de l'emploi	168 021 000	168 021 000	0	0,00	0	0,00
21-Ministère de la Santé	20 891 989 000	20 891 989 000	9 753 380	0,05	5 487 380	0,03
055-Offre de soin	18 050 000 000	18 050 000 000	0	0,00	0	0,00
056-Santé publique	2 692 989 000	2 692 989 000	9 753 380	0,36	5 487 380	0,20
057-Pilotage et soutien aux services du Ministère	149 000 000	149 000 000	0	0,00	0	0,00
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	3 095 000 000	3 095 000 000	0	0,00	0	0,00
049-Enfance et famille	1 500 000 000	1 500 000 000	0	0,00	0	0,00
050-Solidarité nationale, gestion des catastrophes et des crises humanitaires	1 595 000 000	1 595 000 000	0	0,00	0	0,00
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	9 312 493 000	9 312 493 000	46 925 165	0,50	33 856 465	0,36
058-Accès à l'éducation formelle	6 732 250 000	6 732 250 000	0	0,00	0	0,00
059-Qualité de l'éducation formelle	672 000 000	672 000 000	27 748 165	4,13	22 869 465	3,40
060-Education non formelle et promotion des langues nationales	191 000 000	191 000 000	0	0,00	0	0,00
061-Pilotage et soutien aux services du Ministère	1 507 758 000	1 507 758 000	2 987 000	0,20	2 987 000	0,20
160-Evaluation et certification dans l'éducation formelle et non formelle	159 485 000	159 485 000	16 190 000	10,15	8 000 000	5,02
161-Fourniture de services sociaux dans l'éducation	50 000 000	50 000 000	0	0,00	0	0,00

SECTIONS/PROGRAMMES	AE INIT	AE AJUSTEES	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS	
			Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	10 843 649 000	10 843 649 000	999 581 550	9,22	989 820 000	9,13
062-Enseignement supérieur	6 865 876 000	6 865 876 000	19 500 000	0,28	19 500 000	0,28
063-Fourniture des services sociaux aux étudiants	335 775 000	335 775 000	0	0,00	0	0,00
064-Recherche scientifique et technologique	2 138 306 000	2 138 306 000	970 320 000	45,38	970 320 000	45,38
065-Pilotage et soutien aux services du Ministère	670 442 000	670 442 000	9 761 550	1,46	0	0,00
066-Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	833 250 000	833 250 000	0	0,00	0	0,00
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	525 000 000	525 000 000	0	0,00	0	0,00
067-Industrie	250 000 000	250 000 000	0	0,00	0	0,00
068-Commerce	25 000 000	25 000 000	0	0,00	0	0,00
069-Artisanat	250 000 000	250 000 000	0	0,00	0	0,00
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	1 240 616 000	1 240 616 000	0	0,00	0	0,00
073-Energie	1 240 616 000	1 240 616 000	0	0,00	0	0,00
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	52 031 575 000	52 031 575 000	440 223 000	0,85	440 223 000	0,85
075-Aménagements hydro-agricoles et irrigations	22 402 558 000	22 402 558 000	0	0,00	0	0,00
076-Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	3 524 453 000	3 524 453 000	0	0,00	0	0,00
077-Economie agricole	2 722 204 000	2 722 204 000	0	0,00	0	0,00
078-Développement durable des productions agricoles	16 682 663 000	16 682 663 000	0	0,00	0	0,00
079-Sécurisations foncières, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	877 740 000	877 740 000	0	0,00	0	0,00
080-Pilotage et soutien aux services du ministère	924 100 000	924 100 000	440 223 000	47,64	440 223 000	47,64
081-Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	1 155 100 000	1 155 100 000	0	0,00	0	0,00
082-Productivité et compétitivité des productions animales	1 817 753 000	1 817 753 000	0	0,00	0	0,00
083-Santé animale et santé publique vétérinaire	1 148 000 000	1 148 000 000	0	0,00	0	0,00
084-Développement des productions halieutiques et aquacoles	777 004 000	777 004 000	0	0,00	0	0,00
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	18 875 747 000	18 875 747 000	0	0,00	0	0,00
091-Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	12 022 089 000	12 022 089 000	0	0,00	0	0,00
092-Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	800 759 000	800 759 000	0	0,00	0	0,00
093-Développement de réseau de pistes rurales	5 723 399 000	5 723 399 000	0	0,00	0	0,00
094-Pilotage et soutien aux services du Ministère	329 500 000	329 500 000	0	0,00	0	0,00
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	5 279 158 000	5 279 158 000	0	0,00	0	0,00
095-Developpement d'infrastructures de communications électroniques	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0,00	0	0,00
097-Pilotage et soutien aux services du Ministère	15 225 000	15 225 000	0	0,00	0	0,00
136-Transformation et écosystème numérique	4 263 933 000	4 263 933 000	0	0,00	0	0,00
37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	4 341 080 000	4 341 080 000	14 998 000	0,35	10 000 000	0,23
102-Enseignement et formation techniques et professionnels	2 773 773 000	2 773 773 000	0	0,00	0	0,00
104-Pilotage et soutien aux services du Ministère	513 057 000	513 057 000	0	0,00	0	0,00
163-Enseignement secondaire général	1 051 250 000	1 051 250 000	14 998 000	1,43	10 000 000	0,95
164-Orientation, pratiques d'activités parascolaires et périscolaires et continuité éducative	3 000 000	3 000 000	0	0,00	0	0,00
38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	470 000 000	470 000 000	0	0,00	0	0,00
105-Urbanisme et topographie	470 000 000	470 000 000	0	0,00	0	0,00
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	18 398 649 000	18 398 649 000	1 817 936 590	9,88	1 552 622 322	8,44
086-Ressources forestières et fauniques	2 458 364 000	2 458 364 000	1 267 660 787	51,57	1 257 689 787	51,16
087-Assainissement de l'environnement	1 363 150 000	1 363 150 000	33 960 489	2,49	33 960 489	2,49
088-Gouvernance environnementale et changement climatique	1 112 000 000	1 112 000 000	0	0,00	0	0,00
109-Aménagements hydrauliques	1 487 248 000	1 487 248 000	0	0,00	0	0,00
110-Gestion intégrée des ressources en eau	936 185 000	936 185 000	12 426 580	1,33	12 426 580	1,33
111-Approvisionnement en eau potable	10 817 538 000	10 817 538 000	503 888 734	4,66	248 545 466	2,30
113-Pilotage et soutien aux services du Ministère	224 164 000	224 164 000	0	0,00	0	0,00
51-Conseil Supérieur de la Communication	8 867 000	8 867 000	0	0,00	0	0,00
115-Régulation du secteur de la communication	8 867 000	8 867 000	0	0,00	0	0,00
56-Cour des Comptes	60 000 000	60 000 000	60 000 000	100,00	60 000 000	100,00
119-Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	60 000 000	60 000 000	60 000 000	100,00	60 000 000	100,00
99-Dépenses Communes Interministérielles	30 800 000 000	30 800 000 000	0	0,00	0	0,00
133-Dépenses communes interministérielles	30 800 000 000	30 800 000 000	0	0,00	0	0,00
Total général	342 205 398 000	342 205 398 000	29 247 206 705	8,55	11 577 810 967	3,38

Source : SI-N@fola

Annexe 8: Situation d'exécution des CP des crédits délégués par ministère et institution et par nature de dépenses au 31 mars 2025 (en FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/e	i	j=i/b
09-Ministère de l' Administration Territoriale et de la Mobilité	806 000 000	806 000 000	195 838 810	24,30	158 134 296	19,62	46 534 261	5,77	46 534 261	5,77
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	806 000 000	806 000 000	195 838 810	24,30	158 134 296	19,62	46 534 261	5,77	46 534 261	5,77
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	1 416 783 000	1 416 783 000	436 701 462	30,82	339 424 877	23,96	190 973 400	13,48	190 973 400	13,48
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	1 416 783 000	1 416 783 000	436 701 462	30,82	339 424 877	23,96	190 973 400	13,48	190 973 400	13,48
13-Ministère de la Sécurité	574 975 000	574 975 000	339 289 769	59,01	287 652 722	50,03	219 738 512	38,22	219 738 512	38,22
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	574 975 000	574 975 000	339 289 769	59,01	287 652 722	50,03	219 738 512	38,22	219 738 512	38,22
14-Ministère de l'Economie et des Finances	904 034 000	904 034 000	416 940 535	46,12	381 336 333	42,18	263 076 032	29,10	263 076 032	29,10
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	904 034 000	904 034 000	416 940 535	46,12	381 336 333	42,18	263 076 032	29,10	263 076 032	29,10
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	340 000 000	340 000 000	54 486 790	16,03	48 536 990	14,28	27 900 000	8,21	26 400 000	7,76
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	340 000 000	340 000 000	54 486 790	16,03	48 536 990	14,28	27 900 000	8,21	26 400 000	7,76
18-Ministère de la Communication, de la Culture des Arts et du Tourisme	312 601 000	312 601 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	312 601 000	312 601 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	286 114 000	286 114 000	30 147 256	10,54	15 966 138	5,58	4 997 000	1,75	4 997 000	1,75
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	286 114 000	286 114 000	30 147 256	10,54	15 966 138	5,58	4 997 000	1,75	4 997 000	1,75
5-Investissements exécutés par l'Etat	30 000 000	30 000 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
21-Ministère de la Santé	8 717 971 000	8 717 971 000	579 640 872	6,65	344 089 841	3,95	34 284 581	0,39	34 284 581	0,39
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	8 717 971 000	8 717 971 000	579 640 872	6,65	344 089 841	3,95	34 284 581	0,39	34 284 581	0,39
5-Investissements exécutés par l'Etat	4 086 316 000	4 086 316 000	59 753 380	1,46	55 487 380	1,36	0	0,00	0	0,00
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	500 001 000	500 001 000	125 716 232	25,14	83 009 512	16,60	10 200 500	2,04	10 200 500	2,04
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	500 001 000	500 001 000	125 716 232	25,14	83 009 512	16,60	10 200 500	2,04	10 200 500	2,04
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	14 808 297 000	14 808 297 000	2 879 369 154	19,44	2 696 817 585	18,21	1 282 904 605	8,66	1 282 904 605	8,66
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	14 808 297 000	14 808 297 000	2 879 369 154	19,44	2 696 817 585	18,21	1 282 904 605	8,66	1 282 904 605	8,66
4-Dépenses de transferts courants	1 409 217 000	1 409 217 000	286 681 285	20,34	271 745 905	19,28	210 706 405	14,95	210 706 405	14,95
5-Investissements exécutés par l'Etat	709 485 000	709 485 000	49 373 565	6,96	36 304 865	5,12	2 448 400	0,35	2 448 400	0,35
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	106 460 000	106 460 000	34 907 500	32,79	30 870 000	29,00	19 860 000	18,65	19 860 000	18,65
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	106 460 000	106 460 000	34 907 500	32,79	30 870 000	29,00	19 860 000	18,65	19 860 000	18,65
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	74 611 000	74 611 000	14 014 400	18,78	13 092 700	17,55	4 880 000	6,54	4 880 000	6,54
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	74 611 000	74 611 000	14 014 400	18,78	13 092 700	17,55	4 880 000	6,54	4 880 000	6,54
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	125 000 000	125 000 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	125 000 000	125 000 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	371 824 000	371 824 000	75 072 276	20,19	48 487 916	13,04	20 449 000	5,50	20 449 000	5,50
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	371 824 000	371 824 000	75 072 276	20,19	48 487 916	13,04	20 449 000	5,50	20 449 000	5,50
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	319 490 000	319 490 000	22 456 200	7,03	19 956 200	6,25	8 675 000	2,72	8 675 000	2,72
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	319 490 000	319 490 000	22 456 200	7,03	19 956 200	6,25	8 675 000	2,72	8 675 000	2,72
5-Investissements exécutés par l'Etat	1 100 000	1 100 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	20 183 408 000	20 183 408 000	7 902 334 907	39,15	6 647 672 940	32,94	6 025 210 335	29,85	6 025 210 335	29,85
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	20 183 408 000	20 183 408 000	7 902 334 907	39,15	6 647 672 940	32,94	6 025 210 335	29,85	6 025 210 335	29,85
4-Dépenses de transferts courants	1 548 683 000	1 548 683 000	435 965 720	28,15	21 358 000	1,38	13 048 000	0,84	13 048 000	0,84
5-Investissements exécutés par l'Etat	599 000 000	599 000 000	14 096 525	2,35	9 098 525	1,52	0	0,00	0	0,00
38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	167 144 000	167 144 000	48 868 113	29,24	42 132 065	25,21	19 836 600	11,87	19 836 600	11,87
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	167 144 000	167 144 000	48 868 113	29,24	42 132 065	25,21	19 836 600	11,87	19 836 600	11,87
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	12 526 357 000	12 526 357 000	4 325 147 671	34,53	4 310 683 393	34,41	3 734 929 223	29,82	3 734 929 223	29,82
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	12 526 357 000	12 526 357 000	4 325 147 671	34,53	4 310 683 393	34,41	3 734 929 223	29,82	3 734 929 223	29,82
5-Investissements exécutés par l'Etat	12 335 114 000	12 335 114 000	4 288 370 470	34,77	4 276 056 192	34,67	3 723 381 887	30,19	3 723 381 887	30,19
51-Conseil Supérieur de la Communication	18 000 000	18 000 000	600 000	3,33	0	0,00	0	0,00	0	0,00
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	18 000 000	18 000 000	600 000	3,33	0	0,00	0	0,00	0	0,00
Total général	62 559 070 000	62 559 070 000	17 481 531 947	27,94	15 467 863 508	24,73	11 914 449 049	19,05	11 912 949 049	19,04

Source : SI-N@folo

Annexe 9: Situation d'exécution des CP des crédits délégués par région et nature de dépenses au 31 mars 2025 (en FCFA)

REGIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/e	i	j=i/b
01-Boucle du Mouhoun	8 748 520 000	8 748 520 000	1 526 838 451	17,45	1 482 899 291	16,95	1 270 450 495	14,52	1 270 450 495	14,52
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	3 967 919 000	3 967 919 000	1 367 315 906	34,46	1 336 801 946	33,69	1 183 923 650	29,84	1 183 923 650	29,84
4-Dépenses de transferts courants	267 865 000	267 865 000	71 279 545	26,61	71 042 345	26,52	66 471 845	24,82	66 471 845	24,82
5-Investissements exécutés par l'Etat	4 512 736 000	4 512 736 000	88 243 000	1,96	75 055 000	1,66	20 055 000	0,44	20 055 000	0,44
02-Cascades	2 446 816 000	2 446 816 000	893 605 699	36,52	861 542 329	35,21	448 806 012	18,34	447 306 012	18,28
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	1 858 634 000	1 858 634 000	873 896 279	47,02	844 981 429	45,46	448 806 012	24,15	447 306 012	24,07
4-Dépenses de transferts courants	112 114 000	112 114 000	16 112 520	14,37	12 964 000	11,56	0	0,00	0	0,00
5-Investissements exécutés par l'Etat	476 068 000	476 068 000	3 596 900	0,76	3 596 900	0,76	0	0,00	0	0,00
03-Centre	6 834 487 000	6 834 487 000	3 379 047 965	49,44	3 257 002 095	47,66	3 122 981 500	45,69	3 122 981 500	45,69
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	5 819 976 000	5 819 976 000	3 333 278 187	57,27	3 214 232 095	55,23	3 117 981 500	53,57	3 117 981 500	53,57
4-Dépenses de transferts courants	355 548 000	355 548 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
5-Investissements exécutés par l'Etat	658 963 000	658 963 000	45 769 778	6,95	42 770 000	6,49	5 000 000	0,76	5 000 000	0,76
04-Centre-Est	3 847 613 000	3 847 613 000	97 950 378	2,55	85 209 553	2,21	70 138 200	1,82	70 138 200	1,82
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	3 119 725 000	3 119 725 000	97 950 378	3,14	85 209 553	2,73	70 138 200	2,25	70 138 200	2,25
4-Dépenses de transferts courants	180 948 000	180 948 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
5-Investissements exécutés par l'Etat	546 940 000	546 940 000	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00
05-Centre-Nord	3 222 506 000	3 222 506 000	295 198 414	9,16	246 145 598	7,64	79 014 955	2,45	79 014 955	2,45
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	2 489 060 000	2 489 060 000	230 874 414	9,28	191 358 098	7,69	76 514 955	3,07	76 514 955	3,07
4-Dépenses de transferts courants	184 721 000	184 721 000	3 762 000	2,04	3 540 000	1,92	0	0,00	0	0,00
5-Investissements exécutés par l'Etat	548 725 000	548 725 000	60 562 000	11,04	51 247 500	9,34	2 500 000	0,46	2 500 000	0,46
06-Centre-Ouest	5 369 067 000	5 369 067 000	818 976 793	15,25	710 984 899	13,24	123 724 525	2,30	123 724 525	2,30
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	4 401 591 000	4 401 591 000	728 512 628	16,55	621 720 734	14,12	119 172 525	2,71	119 172 525	2,71
4-Dépenses de transferts courants	250 446 000	250 446 000	25 467 000	10,17	24 267 000	9,69	4 552 000	1,82	4 552 000	1,82
5-Investissements exécutés par l'Etat	717 030 000	717 030 000	64 997 165	9,06	64 997 165	9,06	0	0,00	0	0,00
07-Centre-Sud	3 239 007 000	3 239 007 000	442 700 270	13,67	367 788 287	11,35	145 128 000	4,48	145 128 000	4,48
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	2 543 310 000	2 543 310 000	378 722 970	14,89	310 689 687	12,22	100 543 000	3,95	100 543 000	3,95
4-Dépenses de transferts courants	132 819 000	132 819 000	16 585 000	12,49	14 585 000	10,98	14 585 000	10,98	14 585 000	10,98
5-Investissements exécutés par l'Etat	562 878 000	562 878 000	47 392 300	8,42	42 513 600	7,55	30 000 000	5,33	30 000 000	5,33
08-Est	3 830 815 000	3 830 815 000	420 175 480	10,97	330 420 053	8,63	253 089 143	6,61	253 089 143	6,61
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	2 803 153 000	2 803 153 000	388 107 480	13,85	298 352 053	10,64	249 021 143	8,88	249 021 143	8,88
4-Dépenses de transferts courants	221 414 000	221 414 000	4 068 000	1,84	4 068 000	1,84	4 068 000	1,84	4 068 000	1,84
5-Investissements exécutés par l'Etat	806 248 000	806 248 000	28 000 000	3,47	28 000 000	3,47	0	0,00	0	0,00
09-Hauts-Bassins	11 968 990 000	11 968 990 000	5 695 976 495	47,59	5 596 502 585	46,76	5 448 735 387	45,52	5 448 735 387	45,52
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	5 108 419 000	5 108 419 000	2 038 599 108	39,91	1 941 195 578	38,00	1 802 908 500	35,29	1 802 908 500	35,29
4-Dépenses de transferts courants	260 352 000	260 352 000	6 570 380	2,52	4 500 000	1,73	4 500 000	1,73	4 500 000	1,73
5-Investissements exécutés par l'Etat	6 600 219 000	6 600 219 000	3 650 807 007	55,31	3 650 807 007	55,31	3 641 326 887	55,17	3 641 326 887	55,17
10-Nord	4 786 274 000	4 786 274 000	2 687 194 489	56,14	1 491 482 843	31,16	489 340 000	10,22	489 340 000	10,22
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	3 543 461 000	3 543 461 000	1 803 386 904	50,89	1 019 946 258	28,78	364 984 000	10,30	364 984 000	10,30
4-Dépenses de transferts courants	606 999 000	606 999 000	527 856 000	86,96	116 856 000	19,25	116 856 000	19,25	116 856 000	19,25
5-Investissements exécutés par l'Etat	635 814 000	635 814 000	355 951 585	55,98	354 680 585	55,78	7 500 000	1,18	7 500 000	1,18
11-Plateau Central	3 100 739 000	3 100 739 000	379 429 915	12,24	337 944 040	10,90	47 449 000	1,53	47 449 000	1,53
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	2 429 315 000	2 429 315 000	338 396 110	13,93	296 910 235	12,22	47 449 000	1,95	47 449 000	1,95
4-Dépenses de transferts courants	145 496 000	145 496 000	8 190 000	5,63	8 190 000	5,63	0	0,00	0	0,00
5-Investissements exécutés par l'Etat	525 928 000	525 928 000	32 843 805	6,24	32 843 805	6,24	0	0,00	0	0,00
12-Sahel	2 057 207 000	2 057 207 000	455 191 208	22,13	422 118 770	20,52	308 600 440	15,00	308 600 440	15,00
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	1 396 158 000	1 396 158 000	434 539 208	31,12	411 131 770	29,45	308 600 440	22,10	308 600 440	22,10
4-Dépenses de transferts courants	93 008 000	93 008 000	9 665 000	10,39	0	0,00	0	0,00	0	0,00
5-Investissements exécutés par l'Etat	568 041 000	568 041 000	10 987 000	1,93	10 987 000	1,93	0	0,00	0	0,00
13-Sud-Ouest	3 107 029 000	3 107 029 000	389 246 390	12,53	277 823 165	8,94	106 991 392	3,44	106 991 392	3,44
3-Dépenses d'acquisition de biens et services	2 359 434 000	2 359 434 000	333 711 430	14,14	225 283 205	9,55	74 821 432	3,17	74 821 432	3,17
4-Dépenses de transferts courants	146 170 000	146 170 000	33 091 560	22,64	33 091 560	22,64	12 721 560	8,70	12 721 560	8,70
5-Investissements exécutés par l'Etat	601 425 000	601 425 000	22 443 400	3,73	19 448 400	3,23	19 448 400	3,23	19 448 400	3,23
Total général	62 559 070 000	62 559 070 000	17 481 531 947	27,94	15 467 863 508	24,73	11 914 449 049	19,05	11 912 949 049	19,04

Source : SI-N@folo

Annexe 10 : Situation d'exécution des Crédits de paiement des dépenses sociales au 31 mars 2025 (en FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP_INIT	CP_AJUST*	ENGAGES VISES		ENGAGES COMPTABILISÉS		LIQUIDES		ORDONNANCES	
			Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/b	g	h=g/e	i	j=i/b
01-Présidence du Faso	3 462 671 000	3 462 671 000	200 000 000	5,78	200 000 000	5,78	200 000 000	5,78	200 000 000	5,78
03-Primature	78 920 000	78 920 000	5 000 000	6,34	0	0,00	0	0,00	0	0,00
09-Ministère de l' Administration Territoriale et de la Mobilité	1 692 884 000	1 692 884 000	17 159 540	1,01	17 159 540	1,01	8 826 500	0,52	8 826 500	0,52
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	2 702 575 000	2 702 575 000	330 405 179	12,23	273 504 529	10,12	102 053 900	3,78	102 053 900	3,78
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	85 111 000	85 111 000	17 027 750	20,01	0	0,00	0	0,00	0	0,00
14-Ministère de l'Economie et des Finances	1 545 655 000	1 545 655 000	106 500 000	6,89	106 500 000	6,89	106 500 000	6,89	106 500 000	6,89
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	35 097 909 000	35 097 909 000	1 375 937 990	3,92	449 157 990	1,28	383 450 000	1,09	381 950 000	1,09
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	3 645 827 000	3 645 827 000	833 204 380	22,85	826 857 500	22,68	808 477 500	22,18	808 477 500	22,18
21-Ministère de la Santé	194 739 170 000	194 739 170 000	37 241 775 419	19,12	37 047 687 202	19,02	11 879 290 212	6,10	11 879 290 212	6,10
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	19 229 294 000	19 229 294 000	2 099 471 322	10,92	1 836 902 833	9,55	1 517 117 010	7,89	1 517 117 010	7,89
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	68 370 886 000	68 370 886 000	7 310 533 204	10,69	6 705 656 706	9,81	5 033 986 815	7,36	5 033 986 815	7,36
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	79 767 447 000	79 767 447 000	30 888 665 000	38,72	23 332 008 000	29,25	23 295 528 000	29,20	23 295 528 000	29,20
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	1 119 507 000	1 119 507 000	195 367 500	17,45	46 089 000	4,12	46 089 000	4,12	46 089 000	4,12
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	2 982 267 000	2 982 267 000	14 066 000	0,47	13 166 000	0,44	12 366 000	0,41	12 366 000	0,41
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	74 767 462 000	74 767 462 000	1 683 893 540	2,25	47 536 000	0,06	47 536 000	0,06	47 536 000	0,06
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	13 509 080 000	13 509 080 000	106 145 528	0,79	88 951 700	0,66	25 637 500	0,19	25 637 500	0,19
37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	51 007 808 000	51 007 808 000	12 169 512 692	23,86	10 803 973 135	21,18	9 880 808 980	19,37	9 880 808 980	19,37
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	38 400 544 000	38 400 544 000	11 960 069 923	31,15	8 470 564 252	22,06	6 378 777 078	16,61	6 378 777 078	16,61
Total général	592 205 017 000	592 205 017 000	106 554 734 967	17,99	90 265 714 387	15,24	59 726 444 495	10,09	59 724 944 495	10,09

Source : SI-N@folo

Annexe 11 : Situation des consommations d'eau de 2024 et 2025 à fin mars (en FCFA)

N°SECTION	MINISTERES ET INSTITUTIONS	TOTAL	TOTAL	VARIATION 2024-2025	
		A fin janvier 2024	A fin janvier 2025	Absolue (en FCFA)	Relative (en %)
1	Présidence du Faso	135 358 121	136 473 250	1 115 129	0,82
2	Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	487 045	922 465	435 420	89,40
3	Primature	1 818 597	6 119 028	4 300 431	236,47
4	Assemblée Législative de Transition	1 432 667	2 227 839	795 172	55,50
5	Conseil Economique et Social	2 001 846	2 053 976	52 130	2,60
9	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	36 236 475	20 562 294	-15 674 181	-43,26
10	Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions, Garde des Sceaux	48 352 855	56 853 072	8 500 217	17,58
11	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	264 407 943	210 773 129	-53 634 814	-20,28
12	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur	249 295	868 702	619 407	248,46
13	Ministère de la Sécurité	-	14 643 197	-	-
14	Ministère de l'Economie et des Finances	23 389 125	23 706 125	317 000	1,36
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	886 926	2 541 459	1 654 533	186,55
18	Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme	14 023 773	9 912 339	-4 111 434	-29,32
20	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	3 405 188	11 083 730	7 678 542	225,50
21	Ministère de la Santé	122 041 599	128 316 448	6 274 849	5,14
22	Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	5 109 384	10 843 198	5 733 814	112,22
23	Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	13 048 904	12 703 697	-345 207	-2,65
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	21 139 634	26 526 484	5 386 850	25,48
25	Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	3 241 015	6 090 861	2 849 846	87,93
26	Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	197 254	2 166 001	1 968 747	998,08
27	Ministère de l'Agriculture des Ressources Animales et Halieutiques	8 157 384	14 504 473	6 347 089	77,81
30	Ministère des Infrastructures	4 101 975	23 791 734	19 689 759	480,01
31	Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques	165 883	838 631	672 748	405,56
37	Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	-	-	-	-
38	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	540 988	575 061	34 073	6,30
42	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	24 820 545	23 131 293	-1 689 252	-6,81
50	Grande Chancellerie	46 167	52 805	6 638	14,38
51	Conseil Supérieur de la Communication	332 495	353 104	20 609	6,20
52	Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	163 135	1 180	-161 955	-99,28
54	Conseil Constitutionnel	98 087	115 345	17 258	17,59
55	Conseil d'Etat	-	-	-	-
56	Cour des Comptes	350 312	445 892	95 580	27,28
57	Cour de Cassation	338 365	279 955	-58 410	-17,26
58	Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)	566 695	483 062	-83 633	-14,76
59	Commission Informatique et des Libertés	1 180	145 877	144 697	12262,46
60	Médiateur du Faso	497 853	1 320 921	823 068	165,32
99	Dépenses Communes Interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS)	3 130 392	3 525 986	395 594	12,64
TOTAL		740 139 102	754 952 613	14 813 511	2,00%

Source : DGAIE

Annexe 12 : Situation des consommations d'électricité de 2024 et 2025 à fin mars (en FCFA)

N°SECTION	MINISTERES ET INSTITUTIONS	TOTAL	TOTAL	VARIATION 2024-2025	
		A fin janvier 2024	A fin janvier 2025	Absolue (en FCFA)	Relative (en %)
1	Présidence du Faso	58 232 415	48 486 388	-9 746 027	-16,74
2	Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	1 577 908	1 351 159	-226 749	-14,37
3	Primature	10 872 151	8 822 619	-2 049 532	-18,85
4	Assemblée Législative de Transition	15 968 694	17 607 184	1 638 490	10,26
5	Conseil Economique et Social	2 053 199	1 861 288	-191 911	-9,35
9	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	151 517 901	150 512 098	-1 005 803	-0,66
10	Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions, Garde des Sceaux	56 507 124	49 410 489	-7 096 635	-12,56
11	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	230 906 274	231 744 129	837 855	0,36
12	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur	6 997 831	6 037 482	-960 349	-13,72
13	Ministère de la Sécurité	-	-	-	-
14	Ministère de l'Economie et des Finances	174 772 381	193 782 399	19 010 018	10,88
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	11 006 532	6 701 584	-4 304 948	-39,11
18	Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme	61 874 511	54 846 892	-7 027 619	-11,36
20	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	17 411 223	18 790 929	1 379 706	7,92
21	Ministère de la Santé	424 674 179	401 117 715	-23 556 464	-5,55
22	Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	16 389 274	15 796 285	-592 989	-3,62
23	Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	76 628 744	75 481 213	-1 147 531	-1,50
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	62 423 892	50 593 331	-11 830 561	-18,95
25	Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	5 925 035	3 858 344	-2 066 691	-34,88
26	Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	6 324 909	5 081 299	-1 243 610	-19,66
27	Ministère de l'Agriculture des Ressources Animales et Halieutiques	82 455 117	94 562 200	12 107 083	14,68
30	Ministère des Infrastructures	33 437 919	33 025 373	-412 546	-1,23
31	Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques	20 351 069	19 874 055	-477 014	-2,34
37	Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	-	36 486 616	-	-
38	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	3 029 685	3 122 743	93 058	3,07
42	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	27 428 427	23 632 309	-3 796 118	-13,84
50	Grande Chancellerie	1 183 195	1 209 714	26 519	2,24
51	Conseil Supérieur de la Communication	2 531 741	1 964 619	-567 122	-22,40
52	Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	6 018 512	3 345 512	-2 673 000	-44,41
54	Conseil Constitutionnel	1 209 725	1 204 655	-5 070	-0,42
55	Conseil d'Etat	-	-	-	-
56	Cour des Comptes	1 736 566	2 039 164	302 598	17,43
57	Cour de Cassation	2 075 521	1 989 400	-86 121	-4,15
58	Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)	-	-	-	-
59	Commission Informatique et des Libertés	1 197 430	1 240 359	42 929	3,59
60	Médiateur du Faso	1 663 434	1 328 334	-335 100	-20,15
99	Dépenses Communes Interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS)	26 632 383	22 320 221	-4 312 162	-16,19
TOTAL		1 603 014 901	1 589 228 101	-13 786 800	-0,86

Source : DGAIE

Annexe 13 : Situation des consommations de téléphone de 2024 et 2025 à fin mars (en FCFA)

N°SECTION	MINISTERES ET INSTITUTIONS	TOTAL	TOTAL	VARIATION 2024-2025	
		A fin février 2024	A fin février 2025	Absolue (en FCFA)	Relative (en %)
1	Présidence du Faso	118 301 436	134 796 901	16 495 465	13,94
2	Sécrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	299 821	290 748	-9 073	-3,03
3	Primature	10 085 263	9 238 270	-846 993	-8,40
4	Assemblée Législative de Transition	15 609 817	15 120 086	-489 731	-3,14
5	Conseil Economique et Social	458 113	-	-	-
9	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité	63 370 711	6 137 976	-57 232 735	-90,31
10	Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions, Garde des Sceaux	11 454 401	11 885 214	430 813	3,76
11	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	72 921 547	184 137 875	111 216 328	152,52
12	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur	14 201 304	-22 418 469	-36 619 773	-257,86
13	Ministère de la Sécurité	-	74 164 944	-	-
14	Ministère de l'Economie et des Finances	181 922 448	166 235 016	-15 687 432	-8,62
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	33 473 875	-8 525 332	-41 999 207	-125,47
18	Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme	9 076 426	6 788 657	-2 287 769	-25,21
20	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	1 560 436	811 985	-748 451	-47,96
21	Ministère de la Santé	24 043 538	32 878 557	8 835 019	36,75
22	Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	4 871 588	2 853 427	-2 018 161	-41,43
23	Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	7 404 046	4 469 362	-2 934 684	-39,64
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	6 198 421	2 321 325	-3 877 096	-62,55
25	Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	2 069 985	1 409 334	-660 651	-31,92
26	Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	6 927 641	7 500 386	572 745	8,27
27	Ministère de l'Agriculture des Ressources Animales et Halieutiques	20 748 883	15 673 471	-5 075 412	-24,46
30	Ministère des Infrastructures	8 791 501	7 416 210	-1 375 291	-15,64
31	Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques	44 950 336	44 575 582	-374 754	-0,83
37	Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	-	-	-	-
38	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	238 120	183 806	-54 314	-22,81
42	Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	8 504 642	5 979 453	-2 525 189	-29,69
50	Grande Chancellerie	275 453	281 848	6 395	2,32
51	Conseil Supérieur de la Communication	3 252 991	1 105 002	-2 147 989	-66,03
52	Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	2 461 662	3 808 083	1 346 421	54,70
54	Conseil Constitutionnel	182 746	137 896	-44 850	-24,54
55	Conseil d'Etat	93 870	73 691	-20 179	-21,50
56	Cour des Comptes	99 689	145 247	45 558	45,70
57	Cour de Cassation	-	-	-	-
58	Commission Electorale Nationale Independante (CENI)	4 273 502	3 416 847	-856 655	-20,05
59	Commission Informatique et des Libertés	583 443	651 270	67 827	11,63
60	Médiateur du Faso	2 838 242	168 665	-2 669 577	-94,06
61	Commission Nationale des Droits Humains	335 944	338 532	2 588	0,77
99	Dépenses Communes Interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS)	119 808 556	145 172 583	25 364 027	21,17
TOTAL		801 690 397	859 224 448	57 534 051	7,18

Source : DGAIE

Annexe 14 : Situation de mobilisation des ressources du Fonds de Soutien Patriotique au 31 mars 2025 (en FCFA)

N°	MODES DE CONTRIBUTION	TOTAL ENCAISSEMENT ANTERIEURS AU 23 MARS 2025 (3)	ENCAISSEMENT DE LA PERIODE DU 24 AU 31 MARS 2025			TOTAL ENCAISSEMENT AU 31 MARS 2025 (7 = 3+4+5+6)	PART CONTRIBUTIVE
			COMPTE TRESOR 443590001597 (4)	ORANGE MONEY (5)	MOOV MONEY (6)		
	RECOUVREMENT DGI	21 375 492 193	338 394 763	0	0	21 713 886 956	61,74%
1	PRELEVEMENTS (taxes)	15 813 959 717	338 394 763	0	0	16 152 354 480	45,92%
	Prélèvement BRAKINA/SODIBO	14 228 084 950	0			14 228 084 950	40,45%
	Prélèvement LIBS BRASSERIE	499 968 800	0			499 968 800	1,42%
	Prélèvement DAFANI	207 586 000	0			207 586 000	0,59%
	Prélèvement MABUCIG	481 927 500	0			481 927 500	1,37%
	Prélèvement TWELLIUM Industries	79 498 000	0			79 498 000	0,23%
	Prélèvement AFRIDIA Industries	5 051 100	0			5 051 100	0,01%
	Prélèvement Africa Food and Drink Industry	292 285 700	338 394 763			630 680 463	1,79%
	Cessions de terrains hors lotissement	0	0			0	0,00%
	Contribution spéciale sur les bénéfices des entreprises	19 557 667	0			19 557 667	0,06%
	RETENUES OBLIGATOIRES 1% SUR SALAIRE	1 438 293 729	0	0	0	1 438 293 729	4,09%
	SALAIRES TRAVAILLEURS DU PRIVE	1 438 293 729	0			1 438 293 729	4,09%
	TELEPHONIE/TV	4 123 238 747	0	0	0	4 123 238 747	11,72%
	Prélèvement TELMOB	868 287 886	0			868 287 886	2,47%
	Prélèvement TELECEL	288 481 448	0			288 481 448	0,82%
	Prélèvement ORANGE	2 556 700 842	0			2 556 700 842	7,27%
	Prélèvement CANAL +	409 768 571	0			409 768 571	1,17%
	RECOUVREMENT DGD	2 710 240 547	2 044 338			2 712 284 885	7,71%
2	Prélèvement produits importés DOUANE	2 710 240 547	2 044 338			2 712 284 885	7,71%
	RECOUVREMENT DGTCP	8 946 258 736	1 798 490 368	628 420	24 500	10 745 402 024	30,55%
3	CESSIONS VOLONTAIRES	389 899 240	-			389 899 240	1,11%
	SYGASPE	6 672 540	0			6 672 540	0,02%
	EPE-SE-SEM et assimilés	-	0			-	0,00%
	DACA	383 226 700	0			383 226 700	1,09%
	COLLECTIVITES TERRITORIALES	-	0			-	0,00%
	ALT	0	0			0	0,00%
	RETENUES OBLIGATOIRES	7 914 065 618	1 797 749 123			9 711 814 741	27,61%
	SALAIRES SYGASPE	1 565 985 295	0			1 565 985 295	4,45%
	SALAIRES EPE-SE-SEM et assimilés	1 568 839 991	132 103 237			1 700 943 228	4,84%
	SALAIRES COLLECTIVITES TERRITORIALES	710 363 401	41 803 756			752 167 157	2,14%
	SALAIRES ALT	6 234 519	0			6 234 519	0,02%
	SALAIRES Autres	0	0			0	0,00%
	RETENUES SUR PRIMES DE MOTIVATIONS	4 062 642 412	1 623 842 130			5 686 484 542	16,17%
	AFFECTATIONS DE RESSOURCES SPECIFIQUES	116 945 347	-			116 945 347	0,33%
	Fonds Miniers de Développement (FMD)	0	0			0	0,00%
	LONAB	116 945 347	0			116 945 347	0,33%
	Fonds d'Accès au Service Universel (FASU)	0	0	0	0	0	0,00%
	CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	525 348 531	741 245	628 420	24 500	526 742 696	1,50%
	PERSONNES MORALES	75 655 448	86 245			75 741 693	0,22%
	PERSONNES PHYSIQUES	100 347 758	655 000			101 002 758	0,29%
	REVERSEMENT ORANGE MONEY	6 529 178	0			6 529 178	0,02%
	AUTRES CONTRIBUTIONS	156 154 530	0			156 154 530	0,44%
	ORANGE MONEY	5 487 046	0	628 420		6 115 466	0,02%
	MOOV MONEY	1 248 965			24 500	1 273 465	0,00%
	CONTRIBUTION DE LA DIASPORA	179 925 606	0		0	179 925 606	0,51%
	AUTRES SOURCES DE RECOUVREMENT	0	0	0	0	0	0,00%
4	DONS ET LEGS	-	-			-	0,00%
	DONS FINANCIERS	-	-			-	0,00%
	DONS EN NATURE	-	-			-	0,00%
	TOUTES AUTRES RESSOURCES AUTORISEES	-	-			-	0,00%
TOTAL DES CONTRIBUTIONS		33 031 991 476	2 138 929 469	628 420	24 500	35 171 573 865	100,00%

Source : DGTCP

Annexe 15 : Situation de la mise en œuvre des plans de déblocage de fonds par ministères et institutions au 31 mars 2025 (en FCFA)

MINISTERES ET INSTITUTIONS	Prévisions déblocage {1}	Montant déblocué {2}	Taux d'exécution {3=2/1}	Ecart-prévisions et réalisations {4=1-2}
01-Présidence du Faso	29 811 815 000	2 216 666 000	7,44	27 595 149 000
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	251 422 000	-	-	251 422 000
03-Primature	3 868 958 000	1 805 777 000	46,67	2 063 181 000
04-Parlement	10 000 000 000	5 000 000 000	50,00	5 000 000 000
06-Conseil National de Sécurité d'Etat	21 676 349 000	21 676 349 000	100,00	-
09-Ministère de l' Administration Territoriale et de la Mobilité	7 370 861 500	3 311 000 000	44,92	4 059 861 500
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, Chargé des Relations avec les Institutions	2 835 470 000	-	-	2 835 470 000
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants	661 452 521 000	156 152 830 250	23,61	505 299 690 750
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur	1 475 724 908	-	-	1 475 724 908
13-Ministère de la Sécurité	15 740 385 000	13 385 985 000	85,04	2 354 400 000
14-Ministère de l'Economie et des Finances	40 589 213 703	9 289 687 004	22,89	31 299 526 699
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	8 231 044 000	1 597 832 000	19,41	6 633 212 000
18-Ministère de la Communication, de la Culture des Arts et du Tourisme	20 094 645 000	7 531 668 000	37,48	12 562 977 000
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi	9 961 692 000	3 026 780 500	30,38	6 934 911 500
21-Ministère de la Santé	188 628 818 940	55 892 485 591	29,63	132 736 333 349
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale	15 763 339 000	1 649 479 000	10,46	14 113 860 000
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	11 080 402 000	3 771 000 000	34,03	7 309 402 000
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	90 437 346 000	36 183 889 500	40,01	54 253 456 500
25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	27 123 287 000	15 771 026 500	58,15	11 352 260 500
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	2 766 675 000	-	-	2 766 675 000
27-Ministère Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques	21 115 884 840	-	-	21 115 884 840
30-Ministère des Infrastructures et du Désenclavement	5 326 872 000	429 756 500	8,07	4 897 115 500
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques	6 898 251 816	542 779 000	7,87	6 355 472 816
37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	21 813 876 000	3 496 663 500	16,03	18 317 212 500
38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	-	-	-	-
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement	14 190 518 400	5 335 877 000	37,60	8 854 641 400
50-Grande Chancellerie des Ordres Burkinabè	744 433 000	-	-	744 433 000
51-Conseil Supérieur de la Communication	726 050 000	470 928 500	64,86	255 121 500
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte Contre la Corruption	209 006 000	-	-	209 006 000
54-Conseil Constitutionnel	65 730 000	63 250 000	96,23	2 480 000
55-Conseil d'Etat	187 073 000	187 073 000	100,00	-
56-Cour des Comptes	525 834 000	374 317 500	71,19	151 516 500
57-Cour de Cassation	315 230 000	315 230 000	100,00	-
58-Commission Electorale Nationale Indépendante	498 365 000	322 170 500	64,65	176 194 500
59-Commission de l'Informatique et des Libertés	480 297 496	480 297 496	100,00	-
61-Commission Nationale des Droits Humains	201 151 000	-	-	201 151 000
Total général	1 242 458 541 603	350 280 798 341	28,19	892 177 743 262

Source : DG-CMEF

Annexe 16 : Situation de la mise en œuvre des plans de déblocage de fonds par programme budgétaire au 31 mars 2025 (en FCFA)

Programme		Prévisions déblocage {1}	Montant déblocué {2}	Taux d'exécution {3=2/1}	Ecart-prévisions et réalisations {4=1-2}
N°	Intitulé				
001	Pilotage de l'action présidentielle	27 180 244 000	2 016 666 000	7,42	25 163 578 000
002	Lutte contre le VIH, le Sida et les IST	2 631 571 000	200 000 000	7,60	2 431 571 000
004	Organisation du travail gouvernemental	251 422 000	-	-	251 422 000
005	Orientation de l'action gouvernementale	433 000 000	238 000 000	54,97	195 000 000
006	Pilotage et soutien aux services de la Primature	1 670 000	-	-	1 670 000
007	Supervision des secteurs stratégiques	513 168 000	427 562 000	83,32	85 606 000
008	Promotion du capital humain	2 921 120 000	1 140 215 000	39,03	1 780 905 000
010	Sureté de l'Etat	8 393 858 000	8 393 858 000	100,00	-
011	Administration du territoire	157 742 500	-	-	157 742 500
012	Sécurité intérieure	7 182 441 000	4 828 041 000	67,22	2 354 400 000
013	Protection civile	667 141 000	27 000 000	4,05	640 141 000
014	Décentralisation	5 154 719 000	3 282 200 000	63,67	1 872 519 000
015	Etat civil et identification des personnes	200 000	-	-	200 000
016	Pilotage et soutien aux services du Ministère	15 146 000	1 800 000	11,88	13 346 000
017	Administration judiciaire	1 214 283 000	-	-	1 214 283 000
018	Administration pénitentiaire	1 261 000 000	-	-	1 261 000 000
019	Droits humains	34 200 000	-	-	34 200 000
020	Citoyenneté et paix	89 562 000	-	-	89 562 000
021	Pilotage et soutien aux services du Ministère	152 100 000	-	-	152 100 000
022	Défense	111 766 250 000	27 941 562 500	25,00	83 824 687 500
023	Préparation et emploi des forces	243 421 349 000	60 855 337 250	25,00	182 566 011 750
024	Equipeement des forces	2 619 754 000	654 938 500	25,00	1 964 815 500
025	Appui à la sécurité publique et à la protection civile	88 124 449 000	22 031 112 250	25,00	66 093 336 750
026	Renforcement du lien Armée-Nation	3 205 607 000	801 401 750	25,00	2 404 205 250
027	Pilotage et soutien	62 315 112 000	15 578 778 000	25,00	46 736 334 000
027	Pilotage et soutien	31 157 556 000	7 789 389 000	25,00	23 368 167 000
029	Coopération multilatérale	85 000 000	-	-	85 000 000
030	Pilotage et soutien aux services du Ministère	1 313 321 000	-	-	1 313 321 000
032	Pilotage de l'Economie et du développement	10 455 559 896	1 285 061 004	12,29	9 170 498 892
034	Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	1 841 060 000	100 000 000	5,43	1 741 060 000
036	Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	1 647 611 000	217 907 000	13,23	1 429 704 000
038	Pilotage et soutien aux services du Ministère	24 246 454 807	7 680 154 000	31,68	16 566 300 807
039	Culture	3 644 532 000	2 253 509 000	61,83	1 391 023 000
040	Tourisme	2 835 954 000	540 000 000	19,04	2 295 954 000
042	Ressources humaines de l'administration publique	3 571 264 000	1 227 832 000	34,38	2 343 432 000
043	Réforme de l'administration	179 700 000	-	-	179 700 000
044	Travail décent	4 461 580 000	370 000 000	8,29	4 091 580 000
045	Pilotage et soutien aux services du Ministère	18 500 000	-	-	18 500 000
046	Communication	10 160 659 000	3 738 159 000	36,79	6 422 500 000
047	Pilotage et soutien aux services du Ministère	3 453 500 000	1 000 000 000	28,96	2 453 500 000
048	Femme et du genre	442 615 000	147 565 000	33,34	295 050 000
049	Enfance et famille	2 914 115 000	1 133 968 000	38,91	1 780 147 000
050	Solidarité nationale, gestion des catastrophes et des crises humanitaires	10 938 772 000	60 000 000	0,55	10 878 772 000
051	Pilotage et soutien aux services du Ministère	1 467 837 000	307 946 000	20,98	1 159 891 000
052	Sport et loisirs	6 184 552 000	2 210 000 000	35,73	3 974 552 000
054	Pilotage et soutien aux services du Ministère	339 327 000	11 000 000	3,24	328 327 000
055	Offre de soin	79 555 348 850	43 664 547 925	54,89	35 890 800 925
056	Santé publique	90 545 103 000	9 755 170 166	10,77	80 789 932 834
057	Pilotage et soutien aux services du Ministère	1 556 072 000	546 036 500	35,09	1 010 035 500
058	Accès à l'éducation formelle	457 695 000	57 000 000	12,45	400 695 000
059	Qualité de l'éducation formelle	8 257 000 000	3 500 000 000	42,39	4 757 000 000
060	Education non formelle et promotion des langues nationales	2 003 000 000	-	-	2 003 000 000
061	Pilotage et soutien aux services du Ministère	240 880 000	114 000 000	47,33	126 880 000
062	Enseignement supérieur	38 936 175 000	17 419 329 000	44,74	21 516 846 000
063	Fourniture des services sociaux aux étudiants	39 737 550 000	13 427 402 000	33,79	26 310 148 000
064	Recherche scientifique et technologique	9 324 937 000	4 687 158 500	50,26	4 637 778 500
065	Pilotage et soutien aux services du Ministère	2 438 684 000	650 000 000	26,65	1 788 684 000
067	Industrie	198 285 000	-	-	198 285 000
068	Commerce	25 501 801 000	15 241 237 500	59,77	10 260 563 500
069	Artisanat	454 887 000	-	-	454 887 000
070	Secteur privé	965 314 000	529 789 000	54,88	435 525 000

Programme		Prévisions déblocage {1}	Montant déblocué {2}	Taux d'exécution {3=2/1}	Ecart-prévisions et réalisations {4=1-2}
N°	Intitulé				
071	Pilotage et soutien aux services du Ministère	3 000 000	-	-	3 000 000
072	Mines	1 000 000 000	-	-	1 000 000 000
073	Energie	1 415 927 000	-	-	1 415 927 000
074	Pilotage et soutien aux services du Ministère	2 000 000	-	-	2 000 000
075	Aménagements hydro-agricoles et irrigations	2 750 060 655	-	-	2 750 060 655
076	Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	4 607 542 185	-	-	4 607 542 185
077	Economie agricole	3 596 256 000	-	-	3 596 256 000
078	Développement durable des productions agricoles	5 341 167 000	-	-	5 341 167 000
079	Sécurisations foncières, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	1 214 385 000	-	-	1 214 385 000
080	Pilotage et soutien aux services du Ministère	1 905 491 000	-	-	1 905 491 000
081	Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	277 064 000	-	-	277 064 000
082	Productivité et compétitivité des productions animales	390 548 000	-	-	390 548 000
083	Santé animale et santé publique vétérinaire	1 003 371 000	-	-	1 003 371 000
084	Développement des productions halieutiques et aquacoles	30 000 000	-	-	30 000 000
086	Ressources forestières et fauniques	2 232 321 000	1 290 000 000	57,79	942 321 000
087	Assainissement de l'environnement	866 656 000	345 328 000	39,85	521 328 000
088	Gouvernance environnementale et changement climatique	336 854 000	15 500 000	4,60	321 354 000
091	Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	1 034 167 000	73 593 500	7,12	960 573 500
092	Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	2 876 379 000	50 000 000	1,74	2 826 379 000
094	Pilotage et soutien aux services du Ministère	1 416 326 000	306 163 000	21,62	1 110 163 000
094	Pilotage et soutien aux services du Ministère	708 163 000	153 081 500	21,62	555 081 500
095	Développement d'infrastructures de communications électroniques	329 894 000	89 135 000	27,02	240 759 000
096	Appui au sous-secteur postal	501 840 000	-	-	501 840 000
097	Pilotage et soutien aux services du Ministère	138 315 000	-	-	138 315 000
098	Transports et météorologie	672 767 000	-	-	672 767 000
099	Mobilité et sécurité routière	650 000 000	-	-	650 000 000
101	Jeunesse et éducation permanente	901 598 000	412 536 500	45,76	489 061 500
102	Enseignement et formation techniques et professionnels	5 579 847 000	1 791 663 500	32,11	3 788 183 500
103	Promotion de l'emploi	2 536 215 000	393 244 000	15,51	2 142 971 000
104	Pilotage et soutien aux services du Ministère	433 250 000	-	-	433 250 000
109	Aménagements hydrauliques	1 692 747 000	137 247 000	8,11	1 555 500 000
110	Gestion intégrée des ressources en eau	1 089 343 000	422 347 000	38,77	666 996 000
111	Approvisionnement en eau potable	3 523 070 000	271 490 000	7,71	3 251 580 000
113	Pilotage et soutien aux services du Ministère	4 449 527 400	2 853 965 000	64,14	1 595 562 400
114	Ordres burkinabè	744 433 000	-	-	744 433 000
115	Régulation du secteur de la communication	726 050 000	470 928 500	64,86	255 121 500
116	Contrôle d'Etat et lutte contre la corruption	209 006 000	-	-	209 006 000
117	Coordination des actions du Conseil constitutionnel	65 730 000	63 250 000	96,23	2 480 000
118	Juridiction supérieure de l'ordre administratif	187 073 000	187 073 000	100,00	-
119	Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	525 834 000	374 317 500	71,19	151 516 500
120	Juridiction supérieure de l'ordre judiciaire	315 230 000	315 230 000	100,00	-
121	Elections	498 365 000	322 170 500	64,65	176 194 500
122	Protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel	480 297 496	480 297 496	100,00	-
124	Relations avec les Institutions	84 325 000	-	-	84 325 000
128	Développement du Système de santé	10 000 000	-	-	10 000 000
134	Fonction parlementaire	10 000 000 000	5 000 000 000	50,00	5 000 000 000
136	Transformation et écosystème numérique	5 928 202 816	453 644 000	7,65	5 474 558 816
138	Carrières	348 748 000	-	-	348 748 000
139	Pilotage et soutien aux services du Ministère	164 086 000	164 086 000	100,00	-
146	Accès aux produits de santé	16 962 295 090	1 926 731 000	11,36	15 035 564 090
147	Défense des droits humains	201 151 000	-	-	201 151 000
155	Fonds de Soutien Patriotique	150 000 000 000	28 289 700 000	18,86	121 710 300 000
157	Affaires religieuses, coutumières et traditionnelles	53 146 000	-	-	53 146 000
158	Diaspora et migration internationale	77 403 908	-	-	77 403 908
158	Diaspora et migration internationale	38 701 954	-	-	38 701 954
160	Evaluation et certification dans l'éducation formelle et non formelle	100 000 000	100 000 000	100,00	-
161	Fourniture de services sociaux dans l'éducation	21 827 000	-	-	21 827 000
163	Enseignement secondaire général	10 051 284 000	1 705 000 000	16,96	8 346 284 000
164	Orientation, pratiques d'activités parascolaires et périscolaires et continuité éducative	5 749 495 000	-	-	5 749 495 000
165	Sécurité d'Etat	21 676 349 000	21 676 349 000	100,00	-
Total général		1 242 458 541 603	350 280 798 341	28,19	892 177 743 262

Source : DG-CMEF